DOSTOÏEVSKI
LES TOURMENTS D'UNE ÂME RUSSE



***JEUX OLYMPIQUES* — LE BOYCOTT QUI FERA DATE *FRANCE* — UN CAUCHEMAR NOMMÉ ZEMMOUR**

Courrier international

N° 1623 du 9 au 15 décembre 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F CFA, **Algérie** 530 DA, **Allemagne** 5,40 €, **Andorre** 5,00 €, **Canada** 7,75 $CAN, **DOM** 5,00 €, **Espagne** 5,20 €, **Grande-Bretagne** 4,60 £, **Grèce** 5,20 €, **Italie** 5,20 €, **Japon** 850 Y, **Maroc** 41 DH, **Pays-Bas** 5,20 €, **Portugal cont.** 5,20 €, **Suisse** 6,70 CHF, **TOM** 850 XPF, **Tunisie** 7,20 DT.

COMMENT WOKE EST DEVENU UN GROS MOT

Ce terme désigne à l'origine une prise de conscience de l'injustice sociale et du racisme. Il cristallise aujourd'hui la colère des conservateurs. Décryptage.

M 03183 - 1623 - F: 4,50 €



EQV 100% ÉLECTRIQUE.

D'ici le 31 décembre, jusqu'à 2 110 € TTC** d'aide pour l'achat et l'installation d'une borne.

À partir de

829 € TTC*/mois*
1er loyer de 4 500 € TTC*(1)

Location Longue Durée 48 mois - 80 000 km - Complémentaire financière inclus.

Pour en savoir plus sur l'EQV, flashez ce code ou téléphonez au 01 55 94 20 76.(2)

MERCEDES-EQ

(1) Location Longue Durée : 48 mois - 80 000 km EQV 300 LG Avantgarde avec Banquette 3 places confort pour la 1ère rangée, siège extérieur rabattable, Banquette 3 places confort pour la 2ème rangée, siège extérieur rabattable et peinture blanc arctique, 1er loyer de 4 500 € TTC* et 47 loyers mensuels de 829 € TTC*. **Consommations WLTP (combinées mixtes au 01/10/21) : 28,7 kWh/100 km - CO_2 de 0 g/km. Autonomie électrique : 348 km**. Offre au prix tarif remisé du 01/10/21, non cumulable, réservée aux particuliers, pour tout EQV de la gamme utilitaire Mercedes-Benz, valable dans la limite des stocks disponibles pour toute commande du 01/11/21 au 31/12/21 et livraison avant le 31/05/22 chez les distributeurs participants, sous réserve d'acceptation du dossier par Mercedes-Benz Financial Services SA, 7 avenue Nicéphore Niépce, 78180 Montigny, RCS Versailles 304 974 249, N° ORIAS 07009177, N° ICS FR77ZZZ149071. Mercedes-Benz France SAS au capital de 75 516 000 euros, 7 avenue Nicéphore Niépce, 78180 Montigny RCS Versailles 622 044 287. Mercedes-Benz : marques déposées de Daimler AG. Conditions sur www.mercedes-benz.fr. * TVA au taux en vigueur en sus, incluant l'assurance Complémentaire Financière. **Votre remise exceptionnelle figure sur le bon de commande et sur la facture du véhicule remise par votre Distributeur participant, sous réserve d'éligibilité et de fourniture par le client des justificatifs correspondants. Veuillez-vous rapprocher de ce dernier pour en connaître les modalités de versement. (2) Prix d'un appel local.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Comment "woke" est devenu un gros mot

p.30

Qui a peur du grand méchant woke ? De quoi ce mot est-il encore le nom ? Ou plutôt était-il le nom ? À force d'entendre à la moindre occasion les conservateurs américains – mais aussi désormais une partie de la classe politique française, jusqu'au gouvernement – crier au wokisme, on finit par s'y perdre. C'est pour tenter d'y voir un peu plus clair en ces temps de polarisation extrême que nous avons choisi de monter ce dossier avec des points de vue contradictoires et, nous l'espérons, suffisamment éclairants. Histoire aussi de dépassionner le débat, si tant est qu'il y ait encore un débat.

L'an dernier, nous avions consacré une une à la *cancel culture* : *"A-t-on encore le droit de ne pas être d'accord ?"* (*CI* nº1557, du 3 au 9 septembre 2020). Ce dossier en est d'une certaine façon le prolongement. De quoi parle-t-on aujourd'hui ? *"Si le débat sur le courant woke est si stupide, c'est d'abord parce que personne n'est d'accord sur le sens de ce mot"*, écrit Simon Kuper dans l'article du **Financial Times** qui clôt ce dossier. Le journaliste britannique, habitué de nos colonnes, y défend une approche nuancée du sujet, *"une troisième voie"*, comme il l'écrit. Une façon de voir les choses assez rare en ce moment, du moins dans son expression. Dans le **Washington Post,** Eugene Robinson s'agace au contraire de la façon dont le mot "woke" a évolué pour n'être plus, selon lui, qu'une coquille vide dont personne ne se revendiquerait plus : *"Comme tant d'autres néologismes qui se diffusent dans la société, 'woke' est né dans la communauté africaine-américaine. [...] Bien qu'il dérive du mot* 'awake' [*littéralement "éveillé"*]*, sa définition a toujours été un peu floue. Être woke signifiait au départ avoir conscience de l'injustice sociale et du racisme.*" Mais voilà, selon le chroniqueur progressiste, aujourd'hui, ce sont les politiques de droite qui s'en servent pour diaboliser les démocrates et les progressistes en général.

La droite est loin d'être la seule responsable de ce dévoiement, avance David Brooks dans **The New York Times** : à terme, c'est cette gauche, qui stipule que *"la société est un champ de bataille entre oppresseurs et opprimés et que l'identité d'une personne est principalement le reflet de l'identité d'un groupe"*, qui en fera les frais. Pour ce chroniqueur conservateur, le Parti démocrate est surtout devenu le parti de l'élite, notamment dans la culture. Et cela ne va pas sans résistance. Droitisation d'une large partie du discours politique, polémique autour de l'introduction dans *Le Robert* du simple pronom "iel"... Si le débat sur le wokisme trouve un si large écho en France, expliquait récemment **Politico,** c'est qu'ici la résistance est une affaire menée depuis le sommet de l'État. *"Bienvenue sur la nouvelle ligne de front de la guerre contre le mouvement woke"*, pouvait-on lire dans l'édition européenne du site américain à propos du lancement du think tank Le Laboratoire de la République par Jean-Michel Blanquer. Comme si, ironise le site, pour se protéger d'un nouveau virus venu des États-Unis, la France était prédestinée à trouver un vaccin : à savoir, *"l'héritage universaliste des Lumières"*.

Le débat est sans doute plus complexe. Et le contexte électoral a certainement accentué les choses. Pour *Politico*, la détermination d'Emmanuel Macron s'expliquerait par le fait qu'il ne peut plus ignorer l'importance prise, à quelques mois de la présidentielle, par Éric Zemmour, qui a fait des attaques contre le politiquement correct un de ses fonds de commerce. Zemmour est désormais candidat, dans les conditions que l'on sait. Son premier meeting à Villepinte a donné le ton d'une campagne fondée sur l'intolérance et la haine. Il ne deviendra sans doute pas président, écrit un journaliste britannique sur le site **Reaction.** Mais il va profiter de la campagne *"pour réveiller les instincts les plus enfouis de l'Hexagone"*. Face à cette menace, il est temps plus que jamais de faire entendre les voix de tous ceux qui se battent contre les discriminations. Ainsi que le dit Simon Kuper, qui cite un professeur de sciences politiques : *"Dans ce débat, il faut garder deux idées simples en tête, à savoir : la liberté d'expression est essentielle, mais il est tout aussi essentiel de comprendre que certaines personnes sont historiquement désavantagées en raison de leur identité. Ce n'est pas plus compliqué que ça."*

En couverture : *Dessin de* **Boligán** *paru dans* **El Universal,** *Mexico.*



BOLIGAN, MEXIQUE

Sommaire

LITTÉRATURE p.50 — 360°

Dostoïevski, chantre de l'âme russe

La Russie célèbre le 200e anniversaire de la naissance de Fiodor Mikhaïlovitch Dostoïevski. L'écrivain a ausculté les paradoxes et les tourments de ses contemporains, jusqu'à passer pour le chantre de ce qu'on appelle "l'âme russe". À tort ou à raison ? se demande **Kommersant.**

FRANCE p.12

Un cauchemar nommé Zemmour

Éric Zemmour ne deviendra pas président de la République, avance ce journaliste britannique. Mais il va réveiller les instincts les plus enfouis de l'Hexagone.

CHINE p.22

Le silence du lac Dongting

Depuis la destruction de leurs bateaux, les pêcheurs ont déserté cet immense lac. Pas sûr que les jeunes reviennent quand la pêche sera de nouveau autorisée dans dix ans.

MOYEN-ORIENT p.24

Israël-Iran, bras de fer au Maghreb

La guerre entre ces deux États se déplace sur le terrain maghrébin, explique **Raseef22.** Désirs expansionnistes et visées stratégiques prospèrent sur les rivalités locales.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Asahi Shimbun Tokyo, quotidien. **El Confidencial** (elconfidencial.com) Madrid, en ligne. **The Continent** Johannesburg, hebdomadaire. **Den** Kiev, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **Historia y Vida** Barcelone, mensuel. **The Irish Times** Dublin, quotidien. **Le Journal de l'Afrique** (lejournaldelafrique.com) Tunis, en ligne. **I Kathimerini** Athènes, quotidien. **Kommersant** Moscou, quotidien. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **Mandiner** Budapest, hebdomadaire. **El Mundo** Madrid, quotidien. **Nature** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, hebdomadaire. **Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **El País** México (elpais.com/mexico) Mexico, en ligne. **La Presse** Montréal, quotidien. **Raseef22** (raseef22.com) Beyrouth, en ligne. **Reaction** (reaction.life) Londres, en ligne. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **USA Today** McLean, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien.

SOMMAIRE

7 jours dans le monde
6. Jeux olympiques. Un boycott qui fera date

D'un continent à l'autre
12. France. Un cauchemar nommé Zemmour
14. Indépendance. Scrutin à risque en Nouvelle-Calédonie
16. Espagne. L'hiver du mécontentement
18. Grèce. Croisade antivaccins dans les monastères
20. Mexique. Iztapalapa s'échappe du chaos
22. Chine. Le silence du lac Dongting
24. Moyen-Orient. Le bras de fer entre Israël et l'Iran s'exporte au Maghreb
27. Afrique. Une avalanche de sommets
28. Kenya. Le difficile pari de l'obligation vaccinale

À la une
30. Comment woke est devenu un gros mot

Transversales
40. Techno. IBM fait un saut de puce vers l'ordinateur quantique
42. Économie. Au Japon, travailler jusqu'à 80 ans ou plus
43. Automobile. Petits arrangements climatiques

360°
50. Littérature. Dostoïevski, les tourments d'une âme russe
54. Plein écran. Séries sous-titrées, traducteurs sous-payés
56. Voyage. Un parfum impérial flotte sur Trieste
58. Histoire. L'âge d'or de l'espionnage espagnol

SUR NOTRE SITE

Affaire Peng Shuai. Le boycott de la WTA, "synonyme d'espoir"

Avant même que les États-Unis ne décident de boycotter les JO d'hiver de Pékin, en réaction à la censure de la joueuse de tennis Peng Shuai, la Women's Tennis Association a refusé de courber l'échine et décidé de suspendre ses tournois en Chine. Une décision applaudie par **USA Today.**

À écouter. Notre calendrier de l'Avent

Jusqu'au 24 décembre, nous vous proposons, dans *Les Mots des autres*, notre podcast sur les langues étrangères, de déguster chaque jour un bonbon sonore : le secret des Suédois pour survivre au manque de lumière, la prétendue tradition du "cornichon de Noël" aux États-Unis, le facétieux concept japonais du *fukubukuro*… Du géorgien au chinois, de l'arabe à l'islandais, laissez-vous surprendre par notre sélection de mots hivernaux.

L'horoscope de Rob Brezsny *Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.*

Télécharger dans l'App Store **Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.**



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX Courrier international

À NOS LECTEURS

Un encart publicitaire est distribué avec votre numéro de *Courrier international*. Il a été intégralement réalisé par les équipes de Google. La rédaction n'a pas participé à cet encart.

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Décembre 2021. Commission paritaire nº 0722c82101. ISSN nº 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com **Directrice de la rédaction** Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (1631), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Édition Anouk Delport (1698), Fatima Rizki (1730), **7 jours dans le monde** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **Europe** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **France** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) **Amériques** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **Asie** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **Moyen-Orient** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **Afrique** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) **Transversales** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **Magazine 360°** Marie Bélœil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **Histoire** Mélanie Liffschitz (16 96)

Site Internet Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665) **Courrier Expat** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

Traduction Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérold, Julie Martin

Pôle visuel Sophie-Anne Delhomme (responsable), **Web design et animation** Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **Iconographie** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **Maquette** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **Cartographie** Thierry Gauthé (16 70) **Infographie** Catherine Doutey (16 66) **Informatique** Denis Scudeller

Agence courrier Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dialla Konate (17 38)

Directrice de la fabrication Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **Impression, brochage, routage :** Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro Giuseppe Ardiri, Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, Zuhe Valentine Chavez, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Jeanne Fourneau, Cécile Le Liboux, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Eleonore Nicolas, Marthe Pilven, Ioris Queyroi, Anne Romefort, Isabelle Taudière, Léo Thomas, Marie-Laure Theodule, Rachel Teyssandier, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

Publicité MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international** David Eskenazy (david.eskezany@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

Responsable administrative et financière Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) **Droits** Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des vente** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **Marketing** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31 Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid. at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ. and at additional mailing Offices. POSTMASTER : Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282 pefc-france.org

ACPM

Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations : Ptot = 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO21BO004

Je m'abonne pour :
☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
☐ **1 AN** (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80~~ €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/ours2021
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com
- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Androïd
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :
Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

E-COMMERÇANTS, VOS EMBALLAGES RÉUTILISABLES REVIENNENT COMME UNE LETTRE À LA POSTE.

Repliez votre emballage et postez-le pour qu'il soit prêt à être réutilisé.

Engagée auprès des e-commerçants, La Poste et les fournisseurs d'emballages réutilisables agissent chaque jour pour réduire l'impact écologique de l'e-commerce. Ensemble, nous développons des solutions innovantes comme les pochettes réutilisables ou la logistique retour des emballages, simple d'utilisation pour les clients grâce au réseau des boîtes aux lettres postales.

En savoir plus au 36 34 (Service gratuit + prix appel).

LA POSTE SOLUTIONS BUSINESS

ECOLOGIC
Priorité neutralité carbone

Ecologic est un marquage qui identifie la démarche de réduction des émissions de CO_2 et de compensation carbone par Le Groupe La Poste. Retrouvez tous nos engagements sur laposte.fr/neutralitecarbone

Rejoignez nos communautés

La Poste – SA au capital de 5364851364 € – 356 000 000 RCS Paris.
Siège social : 9, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75015 Paris.Crédit photo : Maison Close / Rocksan.

Jeux olympiques. Un boycott qui fera date

Pour condamner les exactions de la Chine, les États-Unis n'enverront aucun officiel aux JO de Pékin en février. Une décision applaudie par cette chroniqueuse américaine.



↙ *"Pékin 2022 - Génocide des Ouïgours", dessin de* **Tjeerd Royaards,** *Pays-Bas.*

—USA Today *(extraits)*
McLean, États-Unis

Quelqu'un a enfin le courage de se dresser face à la Chine et à sa propagande éhontée. En annonçant lundi [6 décembre] leur boycott diplomatique des prochains Jeux olympiques de Pékin, les États-Unis sont venus jeter sur cet événement, conçu par Xi Jinping comme une grande célébration de la richesse, de la puissance et de l'aura de la Chine, une ombre qui ne passera pas inaperçue.

La cérémonie d'ouverture pourra en mettre plein les yeux, la compétition se dérouler sans accroc, le pays hôte remporter toutes les médailles, tout, absolument tout, sera teinté d'un "Oui, mais…". Cette dénonciation américaine de la longue litanie des violations des droits de l'homme dont la Chine se rend coupable marquera au fer rouge ces Jeux olympiques.

Et ni Xi, ni les organisateurs à Pékin, ni le Comité international olympique n'y pourront rien. *"Nous ne participerons pas au grand concert des JO"*, a déclaré la porte-parole de la Maison-Blanche Jen Psaki, lundi, invoquant *"le génocide et les crimes contre l'humanité en cours au Xinjiang, ainsi que d'autres violations des droits de l'homme"*.

Si seulement le Comité international olympique en faisait autant. Son président, Thomas Bach, justifie la mollesse du CIO en arguant que c'est un organe qui n'est pas *"politique"*. Mais par sa neutralité contrainte, il a, de fait, choisi son camp. En ne dénonçant pas la Chine pour les violences commises contre la minorité ouïgoure au Xinjiang, c'est une approbation tacite du génocide qu'offre le CIO. En ne mettant pas la Chine face aux promesses qu'elle a faites de défendre les droits de l'homme lors des Jeux d'été de 2008 [déjà organisés à Pékin], le CIO l'autorise de fait à faire pire encore.

En ne prenant pas la défense d'un humanisme a minima, en cirant les bottes d'abord de Vladimir Poutine et maintenant de Xi Jinping, le CIO démontre son absence totale de scrupules. Le sport comme moyen de promouvoir la paix entre les peuples et un monde meilleur ? De beaux mots et des mots creux, derrière lesquels le CIO cache mal sa lâcheté et son appât du gain. Prêt à tout pour exhiber sa fausse vertu, le Comité olympique vient de montrer qu'il était capable de lâcher les siens.

Depuis des semaines, la WTA et d'autres organisations du monde entier demandent aux autorités chinoises de donner un signe de vie de la joueuse de tennis Peng Shuai, et ainsi de prouver qu'elle n'a pas été punie pour avoir accusé d'agression sexuelle un ancien haut responsable de l'État. Sachant que Peng a participé trois fois aux Jeux olympiques, on aurait pu penser que le CIO la défendrait bec et ongles. Mais il n'en est rien. Le CIO préfère blanchir la Chine des accusations d'avoir fait disparaître la jeune femme et mettre en œuvre une "diplomatie discrète".

Chaises vides. Le CIO se montrant complice des nombreuses exactions de la Chine, certains ont appelé au boycott complet des JO. Mais après le boycott catastrophique des Jeux olympiques de Moscou en 1980, les États-Unis se sont rendu compte que c'étaient les athlètes qui étaient les plus pénalisés, puisqu'ils devaient sacrifier des années de travail acharné. Les États-Unis ne peuvent pas non plus laisser la Chine organiser les festivités comme si de rien n'était. Imaginez le crédit politique pour la Chine si le monde entier voyait la vice-présidente Kamala Harris aux côtés de Xi lors de la cérémonie d'ouverture. Quel triomphe pour la Chine si la première dame Jill Biden se laissait photographier dans les plus beaux sites de Pékin!

Un boycott diplomatique est un bon compromis. Il ne pénalise pas les athlètes mais envoie un message fort à Xi, à la Chine et au CIO. Les États-Unis pourront se réjouir des exploits de leurs grands sportifs, mais ils ne s'associeront pas aux fables racontées par la Chine pour couvrir ses agissements monstrueux et ils ne seront pas complices de la lâcheté du CIO.

La Chine voulait que ces Jeux olympiques de Pékin soient le reflet de sa place dans le monde. Par son absence, le gouvernement américain fait en sorte que ce portrait soit le plus fidèle.

—Nancy Armour
Publié le 6 décembre

Vu de Chine. Non à la politisation des JO

●●● *"Les États-Unis enregistrent près de 1 000 nouveaux décès quotidiens dus au Covid… Qui voudrait les recevoir maintenant ? Il est heureux qu'ils ne viennent pas"*, a fustigé Hu Xijin, très actif rédacteur en chef du journal nationaliste pékinois **Huanqiu Shibao** sur le réseau social Weibo. Avant de rappeler que les Américains – *"extrêmement narcissiques"* – n'ont même pas été invités aux JO de Pékin. Peut-on alors parler de boycott ? avait déjà laissé entendre le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, peu avant l'annonce de Washington. Au cours de son intervention, reprise par le *Huanqiu Shibao*, Zhao Lijian a mis en garde ceux qui chercheraient à transformer les prochains JO *"en scène de spectacle et de manipulation politique"*.

Kurz, c'est fini



AUTRICHE — Sa chute aura été aussi fulgurante que son ascension. Après sa démission de la chancellerie le 10 octobre, alors visé par une enquête pour corruption, Sebastian Kurz, 35 ans, a annoncé, le 2 décembre, quitter la présidence du parti conservateur ÖVP et se retirer de la vie politique. Ce que, le lendemain, la **Kleine Zeitung** résume sous le titre : *"Le grand tournant"*, alors que la droite autrichienne pourrait avoir du mal à se remettre du départ de son charismatique leader. Tout avait souri jusqu'alors au "Mozart de la politique", devenu ministre des Affaires étrangères à 27 ans et chancelier quatre ans plus tard. Il a expliqué sa décision par la naissance de son fils, qui, selon ses mots, a agi comme *"un déclic"*. Dans la foulée, le chancelier Alexander Schallenberg a renoncé à ses fonctions au profit de l'ancien ministre de l'Intérieur Karl Nehammer, investi le 6 décembre.

Le plastique, un nouvel écosystème

ENVIRONNEMENT — *"Chaque année,* écrit le site **Popular Science,** *au moins 14 millions de tonnes de déchets plastiques finissent dans les océans, une pollution nocive pour la faune marine, qui les confond avec de la nourriture, s'étouffe ou se retrouve prise au piège dans ces détritus."* Mais des déchets ont aussi une conséquence plus étonnante, selon une étude parue le 2 décembre dans la revue **Nature Communications.** *"Des plantes et des animaux quittent leur habitat côtier en surfant sur cette marée de détritus sans cesse grandissante : ils parcourent ensuite des centaines de kilomètres jusqu'au 'septième continent', la plus vaste accumulation de plastique, qui dérive dans le Pacifique, où ils créent un écosystème d'un tout nouveau genre."* Le risque, notent les chercheurs, est aussi de voir des espèces poursuivre ce voyage et aller envahir *"de nouveaux littoraux"*.

Nouvel iPhone 13 avec 5G
Des super-pouvoirs et une super solution pour se l'offrir

orange™



4G 5G

iPhone 13

DAS tête : 0,98 W/kg
DAS tronc : 0,99 W/kg
DAS membres : 2,99 W/kg

30 €/mois
pendant 24 mois sans frais avec le financement Orange Bank(1)

Pour l'achat de l'iPhone 13 128 Go seul (sans forfait associé) à 859 €, dont 139 € d'acompte et 720 € financés à crédit.

Par exemple : pour un crédit affecté à un achat de 859 €, dont 139 € d'acompte, vous empruntez 720 € sur 24 mois au **Taux Annuel Effectif Global (TAEG) fixe de 0 %** (taux débiteur annuel fixe de 0 %), hors assurances facultatives, et vous remboursez 24 **mensualités de 30 €. Montant total dû : 720 €** (sans intérêts et sans frais de dossier). **Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.**

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées (670 communes couvertes au 22/09/2021). Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5 GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615 Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture 5G détaillée et différenciée selon les fréquences utilisées sur reseaux.orange.fr

Kit mains-libres recommandé. Offre valable en boutique Orange en France métropolitaine, du 18/11/2021 au 29/12/2021 inclus, réservée aux particuliers.

(1) Crédit affecté, après accord d'Orange Bank et délai de rétractation de 14 jours, disponible uniquement pour le financement des équipements achetés en boutique Orange. Tarification : de 0 % à 14,80 % TAEG fixe, selon l'offre de téléphonie de l'emprunteur, l'objet financé à crédit ou la durée du crédit. Dans le cas d'un crédit consenti gratuitement à l'emprunteur, les intérêts sont pris en charge par votre boutique Orange. Conditions du financement Orange Bank en vigueur au 18/11/2021 susceptibles de modifications. Vous pouvez également bénéficier du taux 0 % pour tout financement d'une durée égale à 3 mois. Orange, SA au capital de 10 640 226 396 € – 111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux – 380 129 866 RCS Nanterre – n° 13 001 387 (www.orias.fr). Générale de Téléphone, SA au capital de 37 962 376 € – 50 avenue du Président Wilson 93200 Saint-Denis – 437 723 844 RCS Bobigny – Orias n° 120 678 71. Orange et Générale de Téléphone peuvent commercialiser les produits et services bancaires d'Orange Bank, respectivement en qualité de mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement d'Orange Bank et de mandataire d'intermédiaire en opérations de banque et en services de paiement exclusif d'Orange. Orange Bank, SA au capital de 1 152 775 712 € – 67 rue Robespierre 93107 Montreuil Cedex – 572 043 800 RCS Bobigny – Orias n° 07 006 369.

La décharge de la colère

TUNISIE — *"Depuis le 27 septembre, la deuxième ville du pays est devenue un dépotoir à ciel ouvert, un décor noirci par des tonnes d'ordures ménagères"*, écrit **La Presse,** dans un article intitulé : *"Sfax : SOS, on étouffe…"* En cause, la fermeture de la décharge d'Agareb, à 30 kilomètres de Sfax, à la demande de la population de cette localité. Depuis, aucune solution de rechange n'a été proposée et le dossier est remonté jusqu'au président Kaïs Saïed. Celui-ci est confronté à son premier défi social, tandis qu'un mot d'ordre de grève générale dans la région a été lancé pour le 10 décembre.

Pluie de cendres



INDONÉSIE — L'éruption, le 4 décembre, du volcan Semeru, point culminant de l'île de Java (3 676 mètres), a fait au moins 34 morts et un millier de déplacés. *"Le Semeru en état d'urgence"*, titrait **Koran Tempo** deux jours plus tard, avec la photo d'un homme découvrant sa vache sous les cendres. C'est la 87e éruption du Semeru depuis 1818, qui a craché, cette fois-ci, quantité de cendres volcaniques, noyant les environs.

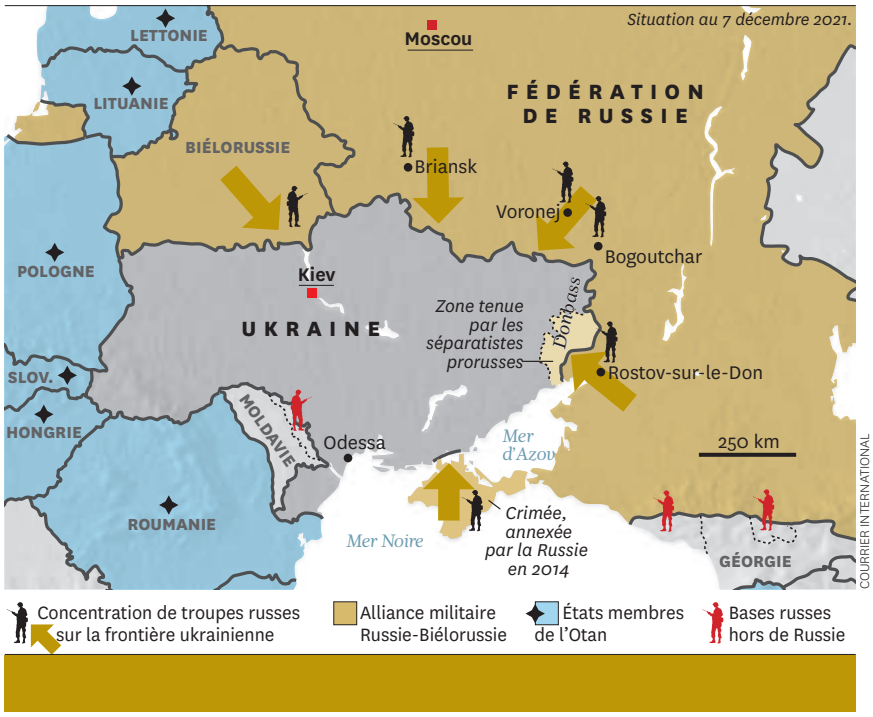
531

MILLIARDS DE DOLLARS : tel est le total des ventes des 100 plus gros producteurs d'armes au monde en 2020. Des ventes qui *"ont continué de croître, malgré la pandémie et le ralentissement économique"*, commente la Deutsche Welle en détaillant le rapport annuel du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), rendu public le 6 décembre. Les transactions ont augmenté pour la sixième année d'affilée. Les entreprises américaines en ont réalisé plus de la moitié (54 %), loin devant la Chine (13 %) ou la France (4,7 %).

UKRAINE

Poutine joue avec le feu

Alors que la Russie menace d'intervenir en Ukraine, pour Boris Sokolov, historien et opposant russe, le maître du Kremlin entend dicter à l'Otan la marche à suivre.



—Den *(extraits) Kiev*

Le président russe a enfin affiché l'objectif qu'il souhaite atteindre en déployant l'armée près des frontières de l'Ukraine. Lors de la présentation des lettres de créance des ambassadeurs nouvellement arrivés à Moscou, il a récemment déclaré : *"Nous sommes préoccupés* […] *par la façon qu'ont certains de nos partenaires de traiter notre pays, la Russie, en tentant de freiner notre développement, en nous imposant des sanctions et, de plus, en exacerbant les tensions près de nos frontières."*

En quoi la concentration de forces russes à la frontière ukrainienne [175 000 hommes, selon Washington] peut être liée au fait que les infrastructures de l'Otan se rapprochent des frontières russes, Poutine ne l'a pas expliqué parce qu'il ne le peut pas. Car il n'existe aucune infrastructure de l'Alliance en Ukraine, et le danger réel (ou supposé) que Moscou représente pour Kiev n'y est pas lié.

Nous voici de nouveau confrontés à un chantage primitif et à des distorsions. Poutine ne se soucie absolument pas des intérêts de l'Ukraine en matière de sécurité, ni de son indépendance, c'est depuis longtemps une évidence. Pas plus que le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, qui a reproché à la France et à l'Allemagne de ne pas parvenir à influencer l'Ukraine dans le sens qui conviendrait à Moscou. D'où ses déclarations : *"Si l'Occident ne peut pas retenir l'Ukraine, et au contraire l'encourage, alors nous prendrons les mesures nécessaires pour assurer notre sécurité."* C'est également une menace directe adressée à Kiev, dans la mesure où ce ne sont pas les États-Unis, ni même la Pologne que l'armée russe attaquerait, mais bien l'Ukraine.

ANALYSE

Tout ce chantage, qui vise tout autant Kiev que les pays occidentaux, a un objectif : l'obtention de garanties juridiquement contraignantes afin que l'Ukraine ne devienne jamais membre de l'Otan, et qu'elle reste à jamais dans la sphère d'influence de Moscou. Il semble que Poutine ait renoncé à l'espoir que l'Ukraine consente un jour à intégrer la DNR et la LNR [respectivement "République populaire de Donetsk" et "République populaire de Lougansk", républiques autoproclamées des séparatistes prorusses], dirigées par des marionnettes russes. Par conséquent, le président de la Fédération de Russie escompte probablement que l'Otan conclue un accord particulier avec la Russie, qui stipulerait que l'Ukraine (sans doute, la Biélorussie et quelques autres pays aussi) ne pourra jamais entrer dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Cela signifierait la fin de l'Otan en tant que bloc militaro-politique. Quel beau bloc, en effet, si un pays qui n'en fait pas partie est capable de lui dicter qui doit l'intégrer ou non ! Il est par conséquent peu probable que ce "caprice" poutinien obtienne satisfaction.

Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, a menacé la Russie de sanctions dévastatrices en cas d'intervention russe en Ukraine. Mais suffiront-elles à arrêter Poutine ? Pour qu'elles aient un quelconque effet, il faut, en pratique, attendre plusieurs mois. La Russie, en cas d'attaque contre l'Ukraine, mise sur une guerre éclair. Par ailleurs, Joe Biden est actuellement pris dans un bras de fer avec le Congrès, car il souhaite exclure les sanctions potentielles contre Nord Stream 2 du budget américain de la Défense. Une situation qui n'incite pas à l'optimisme. Seul un message avertissant clairement qu'en cas d'invasion russe de l'Ukraine, des armes et du personnel militaire américains feraient leur apparition sur le territoire ukrainien serait susceptible de contraindre Poutine à renoncer.

Or ces avertissements, quand ils sont formulés, ne viennent jamais de Biden ou de Blinken, mais de fonctionnaires de rang inférieur, et toujours officieusement.

—Boris Sokolov
Publié le 2 décembre

Contexte

Place au dialogue

●●● Le 7 décembre, les présidents russe et américain se sont rencontrés en visioconférence dans un contexte à nouveau tendu autour du Donbass. Selon le magazine russe **Expert,** *"ni Poutine ni Biden n'ont envie de pousser la situation vers une guerre de grande envergure"*. Cependant, les positions de chacun ont déjà été définies et les conditions de la "désescalade" posées. Moscou exige que l'Otan cesse toute progression vers l'est. L'intégration de l'Ukraine et/ou l'installation d'infrastructures militaires de l'Alliance sur son territoire équivaudrait, aux yeux du Kremlin, au franchissement d'une "ligne rouge". De son côté, Washington ne reconnaît aucune "ligne", et souhaite rejoindre le processus de négociation sur le Donbass, le "format Normandie" n'incluant actuellement, autour de la Russie et de l'Ukraine, que l'Allemagne et la France.

Un conseiller face à vous, c'est toute une banque à vos côtés.

Conseillers, experts patrimoniaux, financiers ou immobiliers, gestionnaires de portefeuilles : quels que soient vos projets, nous mobilisons tous nos experts pour vous aider à les réaliser.

C'est sans doute cet engagement et cette implication qui nous ont permis d'être récompensés en 2020 pour la qualité de notre accompagnement dans la réalisation de vos projets*.

Rendez-vous sur hsbc.fr/expert

LES TROPHÉES DE LA BANQUE
2020

SATISFACTION
CONSEILLER PROJET
par meilleurebanque.com

HSBC

*Les Trophées de la qualité bancaire sont décernés par meilleurebanque.com (société du Groupe meilleurtaux.com). L'édition 2020 de cette étude a été réalisée online en association avec l'Institut Opinion Way, entre le 27 septembre et le 23 octobre 2019, sur un échantillon de 5035 Français bancarisés et représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. HSBC Continental Europe - Société anonyme au capital de 491 155 980 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris. Siège social : 38 avenue Kléber 75116 Paris. Banque et intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance - orias.fr) sous le n° 07 005 894. Crédit photo : Getty Images.

LA CARTE DE LA SEMAINE

Le train du désenclavement



LAOS — Après un chantier de cinq ans qui a englouti 5,9 milliards de dollars, la voie ferrée reliant la capitale laotienne Vientiane à Boten, à la frontière chinoise, a été inaugurée le 3 décembre. Pour le **Vientiane Times,** elle *"offre de nouveaux espoirs de croissance économique pour le Laos enclavé et ses 7 millions d'habitants"*. Ce tronçon de 426 kilomètres était le chaînon manquant dans le projet ferroviaire Kunming-Singapour, un axe qui, selon **The Straits Times,** *"rapprochera les économies d'Asie du Sud-Est de la deuxième économie mondiale et de sa nouvelle route de la soie"*.

Un cadeau assassin



ÉTATS-UNIS — *"Une veillée aux bougies en mémoire des victimes"*, titre l'édition dominicale de **The Oakland Press,** après la tuerie dans un lycée d'Oxford, au nord de Detroit, le 30 novembre. Quatre élèves ont été tués par un ado de 15 ans, qui avait reçu de ses parents un semi-automatique. Ceux-ci ont plaidé non coupables d'homicides involontaires pour avoir laissé leur fils utiliser ce pistolet.

En terrain miné

SERBIE — *"Deuxième semaine de révolte contre le pillage et la pollution"*, rapporte le quotidien proche de l'opposition **Nova,** le 6 décembre, avant d'applaudir : *"La Serbie se réveille."* Deux jours plus tôt, des milliers de personnes ont bloqué ponts et axes routiers dans plus de 50 localités pour protester contre un projet d'extraction de lithium de Rio Tinto. Le géant minier anglo-australien a découvert, en 2006, d'importants gisements autour de la ville de Loznica, dans l'ouest du pays. Sous pression, l'équipe du président Vucic continue de soutenir le projet, de plus en plus fragilisé.

BIRMANIE

Mauvais remake pour Aung San Suu Kyi

L'ex-cheffe du gouvernement, 76 ans, a été condamnée à deux ans de prison. Un amer retour en arrière pour celle qui a vécu quinze ans en résidence surveillée.

Une cour militaire a prononcé un premier verdict le 6 décembre contre l'ancienne cheffe du gouvernement birman, Aung San Suu Kyi, la condamnant à quatre ans de prison. Le soir même, la télévision d'État annonçait que cette peine était réduite de moitié, à la suite d'une grâce partielle octroyée par le chef de la junte militaire Min Aung Hlaing. Aung San Suu Kyi était poursuivie pour *"incitation au soulèvement"* contre l'armée et violation du protocole sanitaire anti-Covid, détaille **Nikkei Asia.** L'ancien président Win Myint a écopé de la même sentence. Le procès s'est tenu à huis clos, et il a été interdit à l'équipe de défense d'Aung San Suu Kyi de parler à la presse, car, selon la junte, ses propos *"pourraient entraîner des manifestations et déstabiliser"* l'ordre public.

Plus de cent ans de prison. Les informations au sujet de l'ancienne dirigeante filtrent au compte-gouttes. Elle et l'ex-président seraient en résidence surveillée près de la capitale, Naypyidaw. Âgée de 76 ans, Aung San Suu Kyi est visée par de nombreux autres chefs d'inculpation. Ainsi, rappelle le site birman indépendant **The Irrawaddy,** elle est inculpée dans dix autres dossiers, *"tous étant considérés comme des fabrications"* d'ordre politique. Il s'agit notamment de possession illégale de talkies-walkies, de corruption et d'infraction à la loi sur la divulgation des documents confidentiels. D'autres verdicts sont attendus courant décembre. En cas de condamnation, *"elle pourrait faire face à un total"* de plus de cent ans de prison. Une façon, indique le site, de *"l'éliminer de façon permanente de la vie politique"*. Car Aung San Suu Kyi reste extrêmement populaire.

La "Dame de Rangoun" *"a passé près de quinze ans en résidence surveillée durant le régime militaire précédent"*, rappelle **The Straits Times,** avant de rapporter les propos du porte-parole de la junte, qui a affirmé sur la chaîne britannique **BBC** qu'Aung San Suu Kyi n'irait pas en prison mais purgerait sa peine dans le lieu où elle est actuellement détenue. *"Difficile de dire si cette mesure s'appliquera aux éventuelles autres peines de prison auxquelles elle pourrait être condamnée"*, ajoute le quotidien de Singapour.

Charles Santiago, le député malaisien qui préside l'association des parlementaires de l'Asean pour les droits de l'homme a qualifié le verdict de *"travestissement de la justice"*. Il estime que les accusations dont Aung San Suu Kyi fait l'objet *"ne sont rien d'autre que des excuses pour justifier la prise illégale du pouvoir par la junte"*, indique *The Straits Times*.

Son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), avait remporté une large majorité des sièges lors des élections de novembre 2020. Un camouflet pour l'armée. Les militaires ont contesté ces résultats. Et, le 1er février dernier, la puissante Tatmadaw a mis un terme à une parenthèse démocratique de dix ans en renversant Aung San Suu Kyi et son gouvernement. À l'exception de la décennie allant de 2011 à février 2021, l'armée a dirigé le pays sans partage depuis 1962.

— Courrier international



→ *Dessin de* **Kichka** *paru dans* **i24News,** *Tel-Aviv.*



Ouvrons la science !

Aujourd'hui près de 70% des publications scientifiques dans le monde sont en accès payant ou restreint. Pendant la crise sanitaire, cette proportion a chuté à 30 % pour les publications consacrées au COVID-19. C'est la preuve que la science peut être plus transparente et mieux partagée, pour accélérer la recherche au bénéfice de tous.

Le mouvement mondial en faveur de la science ouverte est lancé. En 2021, l'UNESCO a adopté la première recommandation mondiale pour la science ouverte, pour que la connaissance ne soit plus le privilège d'une minorité, mais un bien commun accessible de façon plus équitable.

L'UNESCO appelle ses États membres à :

- consacrer au moins 1% de leur PIB à la recherche. Aujourd'hui, quatre pays sur cinq consacrent moins de cette proportion à la recherche.
- développer des financements favorables à la science ouverte et à s'assurer que toute recherche financée par des fonds publics respecte les valeurs fondamentales de la science ouverte
- investir dans les licences libres, le partage des données et des infrastructures et soutenir les chercheurs à toutes les étapes de leur carrière

Devenez un ambassadeur de la science ouverte
Rejoignez le mouvement

#ScienceOuverte

unesco

d'un continent à l'autre.
france

Europe 16
Amériques..... 20
Asie 22
Moyen-Orient... 24
Afrique 27

Politique. Un cauchemar nommé Zemmour

Non, Éric Zemmour ne deviendra pas président de la République, avance ce journaliste britannique. Mais il va profiter de la campagne pour réveiller les instincts les plus enfouis de l'Hexagone.



↑ *Dessin d'***Alex** *paru dans* **La Liberté,** *Fribourg.*

—Reaction (*extraits*) *Londres*

Nous sommes au soir du 24 avril 2022. Éric Zemmour vient d'être élu président de la République et s'adresse à la nation depuis son bureau du palais de l'Élysée.

Il a l'air un peu effrayé. Dans ses yeux une lueur d'excitation et au front un soupçon de transpiration. C'est comme si, à 63 ans, il venait enfin de mesurer l'énormité de ce qu'il avait accompli et du programme hallucinant qu'il était sur le point d'annoncer.

Il jette un coup d'œil à la cantonade, prend une inspiration et commence à parler. *"Mesdames, Messieurs, mes chers compatriotes : ce n'est pas simplement un nouveau jour, mais une nouvelle ère qui s'ouvre pour la République. Rien, dans notre pays, ne sera plus jamais comme avant…"*

À partir de là, c'est le grand déballage : les frontières vont être fermées et gardées, on va mettre fin à l'immigration en provenance du tiers-monde, surtout des pays musulmans ; on veillera désormais au respect scrupuleux de la laïcité* ; la France va quitter le commandement intégré de l'Otan et tendre la main à la Russie tout en prenant ses distances avec les États-Unis. Des mesures draconiennes vont être prises pour lutter contre la délinquance, notamment dans les banlieues* ; la police et les dépositaires de l'autorité, dont les enseignants, se verront confier les pouvoirs dont ils ont besoin pour rétablir l'ordre. On mettra un terme au "diktat" de Bruxelles, ce qui permettra de restaurer de larges pans de la souveraineté nationale. Surtout, on rétablira le respect pour les détenteurs du savoir et du pouvoir (essentiellement des hommes) qui, avec le soutien du nouveau chef de l'État, replaceront les valeurs traditionnelles au cœur de la civilisation française.

À l'issue de son allocution, un silence se fait. Comment a-t-on pu en arriver là ?

Éric Zemmour ne sera pas le prochain président de la République. Il va faire beaucoup de bruit. Sa campagne sera tonitruante. Il sera jusqu'au bout une force perturbatrice et dissonante, jusqu'à la nuit du 10 avril, terme du premier tour de la présidentielle. Mais, à l'issue du dépouillement, on s'apercevra que Zemmour n'est pas qualifié au second tour, quinze jours plus tard, qui opposera dès lors Emmanuel Macron et soit la candidate de la droite [Valérie Pécresse, désignée samedi 4 décembre], soit (moins probablement) Marine Le Pen, la vieille briscarde du Rassemblement national.

Toupet et cinéma. Or ce Rastignac aura fait des pieds et des mains pour réveiller les instincts les plus enfouis de l'Hexagone. Dans un discours diffusé mardi [30 novembre], dans lequel il annonce enfin sa candidature, on voit défiler des images de De Gaulle, de Jeanne d'Arc et de Napoléon, et, pour jouer les seconds rôles, une vedette de cinéma défunte (c'est sans risque), Jean-Paul Belmondo. Une chose est sûre, Zemmour ne manque pas de toupet. Reste à savoir où tout ce cinéma va le mener.

Le 24 avril, les résultats définitifs seront dévoilés. Macron se verra-t-il reconduit pour un second mandat pendant lequel il sera libre au moins de mener à bien son objectif de moderniser

l'économie, ou l'un de ses opposants prendra-t-il sa place à l'Élysée ? Dans les milieux bien informés, on affirme que le titulaire actuel du poste, toujours debout après cinq années d'infortunes diverses exacerbées par une personnalité dure et inflexible, prendra le dessus, sanguinolent mais invaincu.

Est-ce pour autant la garantie d'un renouveau en France ? Permettez-moi d'en douter.

Le succès de Zemmour garantit précisément que les cinq années à venir seront un parcours du combattant, voire un chemin de croix, pour quiconque accédera aux responsabilités. Comme Nigel Farage

Son succès garantit que les cinq années à venir seront un chemin de croix pour quiconque sera élu.

pendant la campagne du référendum [sur le Brexit] ou Donald Trump, le candidat qu'on surnomme "Z" a su mettre le doigt sur les sujets qui taraudent le plus l'homme de la rue.

Pêle-mêle, nous avons là l'immigration, le terrorisme islamiste, le Covid, la stagnation des salaires, la délinquance, les écoles en situation d'échec et, par-dessus tout, le sentiment que, d'année en année, cette "certaine idée de la France" que se faisait de Gaulle n'est plus tournée vers l'avenir, mais prend la forme d'une nostalgie plaintive.

Roublard et imprévisible, Zemmour est d'autant plus dangereux qu'il est doué d'une intelligence acérée, et qu'il dit ce que d'autres à droite aimeraient dire mais ne disent pas, de peur de passer pour "inhumains".

Là où d'autres caressent en secret le rêve d'une France forte et chrétienne, appuyée sur une puissante armée et des entreprises leaders du marché, dans laquelle les citoyens d'origine noire ou musulmane sauraient rester à leur place et les paysans* mèneraient une existence bucolique dans leur campagne, Zemmour annonce clairement la couleur. Il ne porte pas les musulmans dans son cœur. Leur sort ne lui importe guère. Il ne se contente pas d'être contre l'immigration clandestine, il juge qu'il ne devrait même pas exister de voies d'immigration légales. Il ne pense pas non plus que l'assimilation – encore que souhaitable – fonctionne.

Quand il a été révélé que certains des terroristes qui ont massacré près de 400 Parisiens dans les attentats de novembre 2015 étaient originaires de Molenbeek, une banlieue de Bruxelles, il a formulé le souhait que l'armée de l'air bombarde Molenbeek. À ses yeux, les musulmans ne sont en France que pour une seule et unique raison : remplacer la population blanche en vue d'asseoir la domination islamique.

Sur le volet économique, ça part tous azimuts. Il relèverait l'âge de départ à la retraite à 64 ans, mais ramènerait la CSG (qui permet de financer les systèmes de retraite et de santé) de 9 % à 2,5 % du salaire. Pour compenser en partie le manque à gagner pour l'État, il supprimerait les allocations pour les immigrés. Les employeurs, a-t-il fait savoir, doivent avoir le droit de refuser d'embaucher *"des Arabes et des Noirs"*.

Climatosceptique, il n'augmenterait pas le prix du gasoil et rétablirait la limite à 90 km/h sur les petites routes de campagne. Il est contre le libre-échange et restreindrait l'importation des produits qui, selon lui, devraient être fabriqués en France. Il ne porte pas l'Union européenne dans son cœur, mais semble avoir intégré qu'il vaut mieux l'ignorer, dans la mesure du possible, plutôt que d'appeler de ses vœux sa disparition. Si, par le passé, il a qualifié la monnaie unique de cause première du déclin de l'Europe, il préfère éluder la question ces temps-ci, ayant sans doute pris conscience que le remède – une dissolution de l'Union – serait sans doute pire que le mal.

Primat des hommes. Mardi, en confirmant sa candidature, il a donné un avant-goût de ce à quoi l'UE pourrait s'attendre s'il devait siéger au Conseil européen. *"Nous devons reconquérir notre souveraineté,* a-t-il déclamé, *abandonnée aux technocrates et aux juges européens qui ont dépouillé le peuple français de sa capacité à décider de son sort, au nom des chimères d'une Europe qui ne sera jamais une nation."*

À Bruxelles, Ursula von der Leyen et ses commissaires ont sans doute frémi à ces mots. C'est une chose de tirer à boulets rouges sur l'Europe, c'en est une autre d'attendre des électeurs français qu'ils tournent le dos à soixante-quatre ans d'histoire d'après-guerre.

Pourtant, quand Zemmour perdra, en avril prochain, ce sera d'abord et avant tout à cause de sa position sur les femmes et le féminisme. C'est plus fort que lui. Il estime que le primat des hommes relève de l'ordre naturel des choses et qu'il est inévitable que ces derniers, par nature des prédateurs sexuels, s'abaissent parfois à la violence. De la même manière, il voit dans l'homosexualité une aberration mise en avant par les publicitaires du XXe siècle, désireux d'exploiter un nouveau marché. Il est opposé au mariage pour tous et raille les revendications des transgenres.

La politique étrangère de Zemmour reposerait sur deux principes portés haut. Il est pour la Russie et contre l'Amérique. Il admire Vladimir Poutine, dont il juge bien naturels les projets de rendre sa grandeur et son territoire à la Russie. D'un autre côté, tout en admirant les intuitions de Donald Trump, il voit dans l'adoption aveugle de la culture et des valeurs américaines une des clés permettant de comprendre le déclin de la France au XXe siècle. Juif originaire d'Afrique du Nord, il soutient Israël et ne laisse aucun espoir au peuple de Palestine qui, dit-il, a perdu voilà longtemps la bataille pour l'État palestinien et doit en accepter les conséquences.

Zemmour est pareil à ces chroniqueurs d'extrême droite qui, prêchant des convertis, s'imaginent exprimer le sentiment profond d'une majorité de l'opinion. C'est la percée soudaine de → 14



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Sa vidéo de campagne, son premier meeting, sa rhétorique haineuse… ***La presse étrangère décrypte*** le discours du candidat Zemmour.

PRÉSIDENTIELLE

Pécresse-Macron, l'effet miroir

Celle qui espère devenir la première présidente de la République française doit se différencier d'Emmanuel Macron sans trop radicaliser son discours, estime la presse étrangère.

Qui l'aurait cru ? *"Valérie Pécresse est la preuve qu'il ne faut jamais sous-estimer les femmes aux allures de première de la classe,* estime le quotidien berlinois **Die Welt.** *La seule femme ayant osé se présenter* [*à la primaire des Républicains*] *n'a jamais fait figure de favorite face à ses quatre concurrents masculins."*

Pourtant, elle a remporté l'investiture du parti héritier de Charles de Gaulle, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, alors que *"personne ne l'avait vue venir, pas même Macron",* note le quotidien italien **Il Foglio.** *"Aujourd'hui, elle dit à tout le monde qu'elle veut être son* 'pire cauchemar' *jusqu'au 10 avril."*

Le quotidien italien relève le brillant parcours de cette native de Neuilly, qui, à 15 ans, *"à Yalta, pendant un camp d'été des jeunesses communistes, apprend le russe",* à 16 ans, obtient son baccalauréat, puis *"commence un long parcours dans les grandes écoles de l'élite française",* de HEC à l'ENA, pour arriver au Conseil d'État.

Revue de presse

En 1998, elle entame sa carrière politique en tant que protégée de Jacques Chirac, dont elle *"partage le surnom de 'Bulldozer'",* explique le journal londonien **The Guardian.** L'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy, d'abord de l'Enseignement supérieur en 2007, puis du Budget en 2011, aime à invoquer deux figures féminines de la politique étrangère : *"Pécresse se compare à Margaret Thatcher pour le courage et* 'la main ferme', *mais elle cherche davantage à diriger comme Angela Merkel, qui savait selon elle trouver un consensus et a laissé l'Allemagne* 'plus riche, plus forte et plus unie'." Aux yeux du quotidien de centre gauche britannique, elle prétend surtout *"changer le système"*. Étrange *"écho à la campagne de Macron en 2017"*…

La similitude n'a pas échappé à John Lichfield, du **Local.** *"Ce sera un choix entre le brie et le camembert, entre le bourgogne et le bordeaux, une question de goût, de jugement et d'allégeance plutôt que de différences fondamentales. Ils se trouvent tous les deux dans le même camp pro-européen, favorable au marché, gestionnaire, qui a actuellement le soutien de 30 % des électeurs."* Les supporters d'Éric Ciotti l'ont d'ailleurs affublée du surnom *"Macron-en-jupe"*. Pécresse fait partie des quatre potentiels vainqueurs, avec Macron et les deux candidats d'extrême droite, explique le journaliste. Mais elle versus Macron ? *"Ce serait très, très serré."*

Pour **Le Soir,** *"celle qu'on n'attendait pas"* prétend pourtant *"imposer une troisième voie", "face à* 'l'immobilisme' *qu'elle reproche à Emmanuel Macron et à la* 'démagogie' *dont elle accuse Marine Le Pen"*. Elle devra rassembler la droite identitaire d'Éric Ciotti, *"mais aussi la droite conservatrice et la droite libérale, si elle veut aller au-delà du rôle de figurante dans la bataille présidentielle"*.

Pas besoin pour autant de radicaliser encore son discours, prévient **Le Temps.** Pécresse doit faire en sorte que *"sa vision économique et sociale du pays n'embrasse pas les thèses les plus souverainistes, xénophobes et réactionnaires qui secouent aujourd'hui la République"*. Elle en a le *"devoir moral"*, insiste le quotidien de centre droit suisse, d'autant plus que la droite a réussi un tour de force, avec *"un parti remis en état de marche par l'adhésion de près de 60 000 nouveaux membres"*, et surtout, *"une candidate crédible désormais sur orbite pour l'Élysée"*.

— Courrier international

13 ← Macron, candidat à la présidentielle d'abord convaincant, puis triomphant, qui l'a incité à troquer ses billets d'opinion contre les joies d'une tribune privilégiée. Aux yeux de ce populiste, le centre rassemble tous les gens qui pensent comme lui.

Maintenant qu'il a annoncé son ambition, ses faits et gestes vont être examinés à la loupe et il est peu probable que cela tourne à son avantage. L'électorat catholique n'a pas apprécié de le voir quitter son épouse à la soixantaine pour une conseillère politique de 28 ans, qui serait d'ailleurs enceinte de lui. C'est une chose en France d'avoir une maîtresse, c'en est une autre d'abandonner sa femme et de s'afficher avec sa remplaçante : ce n'est pas jugé digne d'un gentleman. Et pas plus tard que cette semaine, à Marseille, Zemmour a fait un doigt d'honneur à une femme qui le prenait à partie en public, ajoutant, pour faire bonne mesure : *"Et bien profond."*

D'ores et déjà, les sondages montrent que l'opinion qui l'appréciait tant dans le rôle du franc-tireur est nettement moins emballée à l'idée de le voir à la tête de l'État.

La droitisation [de la droite] suffira-t-elle à blackbouler à la fois Zemmour et Le Pen dès le premier tour, puis Macron au second ? Les électeurs sont imprévisibles et volatils par les temps qui courent et peuvent passer de l'extrême gauche à l'extrême droite pour un oui ou pour un non, emportant le centre dans leur sillage. En ce qui me concerne, je mise sans hésitation sur le centre droit (Macron, donc) plutôt que sur la droite du centre [Les Républicains]. La troisième option n'est qu'un repoussoir. Ce qui, au moins, devrait faire de cette campagne la plus électrique et la plus divertissante depuis bien des années.

—Walter Ellis
Publié le 3 décembre

* En français dans le texte.

INDÉPENDANCE

Scrutin à risque en Nouvelle-Calédonie

Des intentions de votes au coude-à-coude, des enjeux qui dépassent une simple question de territoire d'outre-mer… Le référendum se déroulera sous pression, note la presse régionale.



↙ *Dessin de* **Vlahovic,** *Serbie.*

Ce devait être l'aboutissement d'un long cycle de scrutins pour une décolonisation pacifique ou une intégration plus légitime dans la République française. Mais quand les Néo-Calédoniens se rendront aux urnes, ce 12 décembre, *"le malaise sera palpable"*, rapporte en Nouvelle-Zélande **RNZ.** Ce jour marque le troisième et dernier référendum pour décider si oui ou non le territoire français du Pacifique souhaite l'indépendance. C'est ainsi que le prévoit le processus négocié dans les accords de Nouméa. Signés en 1988, ils venaient clore une période de violences entre indépendantistes et loyalistes. Mais aujourd'hui, la date fixée par Paris se trouve contestée de tous les côtés.

En première ligne, les Kanaks. Majoritairement pro-indépendance, leur parti, le FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) a appelé au boycott, estimant que les conditions étaient loin d'être réunies pour que les citoyens se rendent aux urnes. En cause : la pandémie de Covid-19, qui a sévèrement frappé la région en septembre 2021. *"Avec la restriction des rassemblements coutumiers, les partis indépendantistes ont plus de difficultés à rallier leurs électeurs et ont donc demandé un report du scrutin à l'année prochaine. Ils dénoncent par ailleurs un calendrier mal choisi, faire campagne n'étant pas de circonstance en pleine période de [deuil kanak]"*, explique le site.

Le référendum aurait pu se tenir au plus tard en octobre 2022. Que Paris appuie sur l'accélérateur revient pour certains à une manipulation du résultat en sa faveur. Le vote pour l'indépendance est à la hausse, avec 43,3 % en 2018 et 46,7 % en 2020. Dans **The Strategist,** publié à 1 200 kilomètres à l'ouest de l'archipel, une universitaire australienne reproche à Paris de manquer à son devoir de neutralité. *"Cette fois-ci, les préparatifs français ne sont pas aussi équilibrés que lors des deux scrutins précédents. Paris a fixé la date de manière unilatérale et cherche à influencer le processus pour renverser la situation à son avantage, au mépris du point de vue kanak."*

La contestation est soutenue par le gouvernement de l'archipel voisin de Vanuatu et l'ancien président des îles Marshall (en libre association avec les États-Unis). Les Nations unies, quant à elles, observent la situation de près. Le site néo-zélandais **Newsroom** annonce un *"échec politique et moral qui risque de compromettre plus de trente années d'efforts en vue d'une décolonisation pacifique"*.

Revue de presse

Pour Paris, il y a effectivement beaucoup à perdre, constate en Europe la **Süddeutsche Zeitung (SZ).** La Nouvelle-Calédonie constitue *"un trésor"* pour les Français, qui se perçoivent comme une grande puissance maritime. Hébergeant un quart des ressources mondiales de nickel, le territoire, entouré de la mer, assure à Paris une zone économique exclusive permettant de pêcher et d'exploiter les sols, mais surtout de contrôler les routes commerciales. C'est ici que les considérations géopolitiques prennent tout leur sens, la Nouvelle-Calédonie se trouvant dans la droite ligne de la stratégie d'expansion chinoise dans la région.

Canberra songe aussi sérieusement aux implications d'un oui, écrit le **Sydney Morning Herald.** *"Si la Nouvelle-Calédonie choisit l'indépendance* [...], *Paris se dégagera d'une partie de ses responsabilités, créant un vide politique. L'Australie a conscience des conséquences. Elle ne veut pas* [se trouver obligée de] *tenir la Chine à distance d'une autre nation du Pacifique"*, écrit le journal qui conclut : *"La France étant la seule puissance européenne à défendre des intérêts majeurs dans la région du Pacifique, un apaisement des tensions entre ces deux alliés historiques est indispensable pour garantir la sécurité et la stabilité de la région face à la puissance et à l'agressivité croissantes de la Chine."* Ces relations sont justement au plus bas depuis la naissance, cet automne, du pacte Aukus, excluant la France.

Pour la *SZ*, les indépendantistes peuvent faire les frais des forces géopolitiques à l'œuvre. *"La situation s'annonce tendue pour la France dans la zone indo-pacifique, et Paris risque de se retrouver piégé. Pour Emmanuel Macron, la tentation est donc forte de passer outre la volonté d'indépendance des Kanaks pour s'assurer une présence durable dans le Pacifique."* —



bouygues TELECOM

Le smartphone qu'on aime, à prix magique.



Google est une marque de Google LLC. DAS : **Tête** 0,554 W/kg. **Tronc** 0,954 W/kg. **Membres** 1,930 W/kg.

intègre les applis Google

xiaomi 11T | 5G

1 €[1]

Grâce au Forfait Sensation avec **Avantages Smartphone 150 Go** après remboursement.

3106 appel gratuit | **en boutique** | **bouyguestelecom.fr**

Déploiement progressif du réseau 5G (3,5 GHz et 2,1 GHz), principalement en zones urbaines avec offre et mobile 5G compatibles. Couverture sur bouyguestelecom.fr.
Offre valable du 30/11 au 11/01/2022 pour la souscription à ce forfait (54,99 €/mois), engagement 24 mois. France métropolitaine. **(1) Soit 1 € payé après 50 € de remise immédiate et après 70 € remboursés sur demande sous 8 semaines après réception du dossier conforme. Conditions en boutique et sur le coupon de remboursement.**

BETC Bouygues Telecom – Société anonyme au capital de 819 698 624,76 € – Siège social : 37-39, rue Boissière – 75116 PARIS – 397 480 930 RCS PARIS.

europe

Espagne. L'hiver du mécontentement

Dans un contexte d'inflation galopante, l'Espagne est confrontée à plusieurs vagues de contestation, qui vont du secteur de la métallurgie à celui des transports, en passant par les coiffeurs et les agriculteurs.



↙ *Dessin de* **Martirena,** *Cuba.*

—El Mundo *(extraits) Madrid*

La hausse de l'inflation (qui a battu des records en octobre et en novembre) et deux crises sans précédent (de l'énergie et des matières premières) ont provoqué des tensions dans de nombreux secteurs d'activité, qui organisent ou prévoient des manifestations contre le gouvernement espagnol. Les anciennes et nouvelles revendications servent de carburant aux multiples brasiers sociaux que doit affronter l'exécutif espagnol en cette fin d'année, d'autant que la menace d'un retour des restrictions sanitaires pèse sur la reprise économique. D'autres incendies s'éteignent, mais on a le sentiment que le moindre souffle d'air peut raviver les flammes.

Dans le secteur du transport, les revendications émanent des deux camps. Les employeurs, par l'intermédiaire du Comité national des transports routiers (CNTC), demandent notamment que les chauffeurs n'aient pas à décharger les marchandises. Ils réclament également depuis longtemps une clause de révision du prix du transport en fonction de l'évolution du prix du carburant, et viennent d'ajouter un nouveau grief à leur liste : ils vont bientôt devoir payer un droit de péage sous la forme d'une vignette pour pouvoir emprunter les autoroutes. Ils menacent de faire trois jours de grève avant Noël si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Dans le même temps, les syndicats chargent les employeurs et envisagent d'organiser des mobilisations parallèles. Ils demandent le respect de leurs conventions collectives et de leurs heures de repos, une augmentation des salaires et la reconnaissance de leurs maladies professionnelles.

La grogne a plusieurs visages aussi dans les campagnes. Les gens ne peuvent plus payer leurs factures. Le prix des aliments pour le bétail a augmenté de 30 % en 2021, l'eau de 33 % et les engrais de 48 %. Cette conjoncture est particulièrement difficile pour l'Espagne rurale, qui souffre déjà cruellement du manque de services et a de plus en plus de mal non seulement à retenir les jeunes, mais à en attirer pour créer des activités et pouvoir survivre. Le secteur de l'agriculture a prévu une grande manifestation, probablement en janvier.

La colère gronde aussi dans le secteur de la pêche, où la flambée du coût des matières premières a déséquilibré une situation déjà peu stable. Pour couronner le tout, l'Union européenne a évoqué une possible réduction du nombre de jours de pêche au chalut en Méditerranée. Le secteur a réagi en annonçant une grève les 13 et 14 décembre (elle coïnciderait avec la clôture du prochain Conseil agriculture et pêche de l'UE). Elle risque d'être très suivie au niveau régional, principalement aux Baléares.

Le secteur de l'industrie suit le même chemin. Les derniers mois ont été très difficiles dans les entreprises automobiles, les conserveries et plusieurs usines du nord du pays, et les prochains risquent de l'être tout autant. Les fabricants automobiles sont préoccupés par la pénurie de semi-conducteurs et de composants électroniques, et craignent de devoir fermer certaines unités de fabrication. Pour éviter le pire, ils demandent que l'Espagne accueille l'une des usines de composants électroniques que l'UE souhaite implanter sur le continent.

Plus surprenant encore, les travailleurs du secteur de la loterie et du jeu protesteront lors d'une date très symbolique : le 22 décembre, jour de la grande loterie de Noël, à Madrid. Après dix-sept ans de gel de leurs commissions, ils disent ne plus avoir le choix. Les professionnels de l'esthétique, de la coiffure et des cosmétiques dénoncent pour leur part une autre situation qui se prolonge depuis plusieurs années : une TVA bloquée à 21 % depuis la précédente crise de 2012 alors que leur activité est considérée comme un service de première nécessité, et devrait donc bénéficier d'une TVA à 10 %. Aussi, la "révolte des ciseaux cassés", son surnom, va bientôt se faire entendre sous les fenêtres du Congrès des députés, et les manifestations du secteur se multiplient dans tout le pays.

Pour Lorenzo Amor, président de la Fédération espagnole des associations de travailleurs indépendants (ATA), *"il n'est pas étonnant que tous les secteurs se soulèvent"* aujourd'hui. *"Nous sortons de l'une des plus grandes crises que le monde ait connues et elle a gravement affecté l'économie."* À ce contexte s'ajoutent un prix de l'énergie qui *"est un vrai scandale"* et des matières premières *"qui manquent ou sont plus chères que jamais"*.

> **"Tous les secteurs se soulèvent car la crise a gravement affecté l'économie."**
>
> **Lorenzo Amor,** PRÉSIDENT DE L'ATA

Au sein de la police et de la garde civile, les revendications ne portent pas sur la situation économique mais sur la nouvelle loi organique de protection de la sécurité citoyenne, surnommée "loi bâillon". Les forces de l'ordre protestent notamment contre certaines restrictions concernant les armes et munitions pouvant être utilisées par la police anti-émeute (par exemple les balles en caoutchouc, très controversées), et contre la non-obligation de déclarer les manifestations. Ils déplorent de ne pas avoir été consultés lors de l'élaboration de cette loi. La présence d'un véhicule blindé de la police lors de l'une des plus grandes manifestations de ces dernières semaines, celle des métallurgistes à Cadix, a été fortement critiquée par les représentants de la gauche.

Pris entre deux feux, confronté aux blocages, aux grèves et aux manifestations, le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez essaie à la fois de défendre les travailleurs et de résoudre les conflits de façon pacifique. Dans le même temps, il doit continuer de gérer une opposition agressive sur sa gauche sur les questions de politique nationale. José Ramón Ortega, député du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à Cadix, a par exemple accusé le maire de la ville, "Kichi" González, issu de Podemos [gauche dite "radicale"], d'appeler aux troubles, d'alimenter la discorde et de *"se nourrir de la confrontation"*. Le 25 novembre, les travailleurs manifestants ont ratifié l'accord conclu par les syndicats et les employeurs, mais il reste encore des braises à éteindre.

À tout cela s'ajoute le mécontentement de différents secteurs qui, s'ils n'ont pas prévu de manifester dans les prochaines semaines, ont fait entendre leurs revendications et pourraient passer à la vitesse supérieure à tout moment. Les moniteurs d'auto-école, les fonctionnaires de divers ministères, le secteur de la nuit, les futurs retraités et même les publicitaires réclament une solution à toutes sortes de problèmes.

"Le conflit à Cadix est la conséquence de la réforme du droit du travail", résume Fernando Luján, secrétaire confédéral de l'UGT, le syndicat général des travailleurs. [Cette réforme a été menée en 2012 par le gouvernement conservateur de l'époque avec l'idée de flexibiliser le marché de l'emploi.] La situation dans laquelle se trouve le secteur de la métallurgie, explique-t-il, est le résultat de l'*"anomalie juridique"* créée par cette réforme, qui a engendré un vide conventionnel entre l'expiration de l'ancienne convention collective et la signature de la nouvelle.

Luján avertit que si les confédérations des entrepreneurs et des PME espagnols *"continuent de refuser de s'asseoir avec nous pour discuter et trouver un accord sur l'emploi et la négociation collective à Cadix"*, la révolte *"gagnera le tissu productif de toute l'Espagne. Ce sera le début d'un immense conflit."*

—Guillermo del Palacio
Publié le 27 novembre

LU
Créateur de biscuits depuis 1846

Notre Véritable Petit Beurre est fait en France, avec du blé plus durable.

Comme Petit Écolier,
LULU la Barquette, Paille d'Or,
Pepito, Thé...

CHARTE HARMONY

DU BON BLÉ POUR DE BONS BISCUITS LU

Le blé est l'ingrédient principal de nos biscuits LU, cela nous donne des responsabilités. C'est pourquoi, en 2008, nous avons créé la Charte Harmony pour cultiver un blé plus durable.

Blé soigneusement sélectionné
tracé et contrôlé pour garantir la qualité de nos biscuits.

Proche de nos biscuiteries
Les champs des agriculteurs sont situés le plus proche possible de l'endroit où nous produisons nos biscuits.

Plus respectueux de l'environnement
3% de la surface des champs est réservée à des fleurs pour attirer et protéger les insectes pollinisateurs.

En partenariat avec les agriculteurs
Plus de 1000 agriculteurs français appliquent la Charte et reçoivent une prime à la tonne de blé.

Découvrez en plus sur : harmony.info.

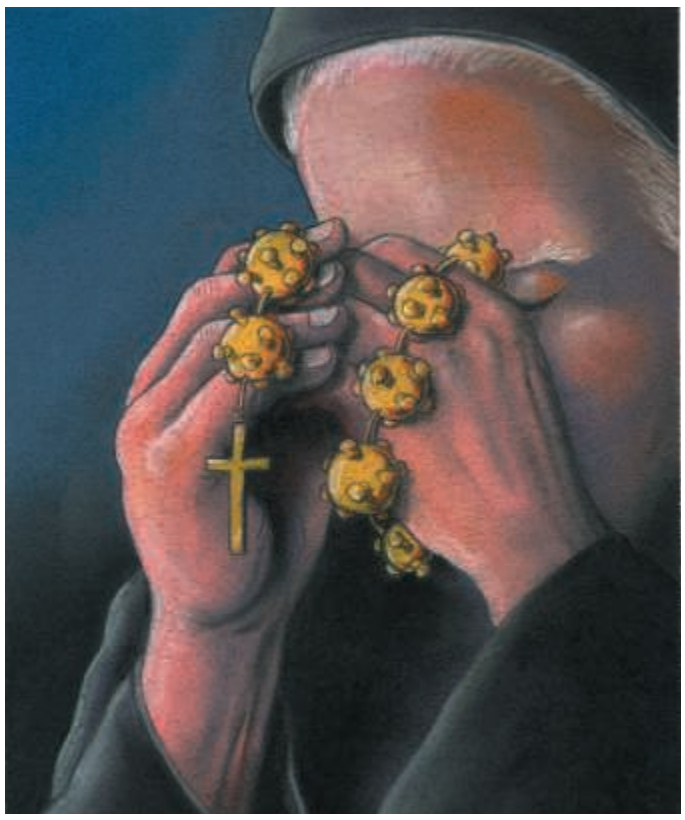
Mondelez Europe Services GmbH, succursale française - 6 avenue Réaumur - 92140 CLAMART - RCS Nanterre 508 852 258
Siège social : Mondelez Europe Services GmbH - au capital de 20 000 Francs Suisse - Lindbergh-Allee 1, 8152 Glattpark - SUISSE - N° enregistrement CHE-114.352.032

POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE WWW.MANGERBOUGER.FR

GRÈCE

Croisade antivaccins dans les monastères

La vaccination contre le Covid-19 fracture la très influente Église orthodoxe. Beaucoup de moines font campagne contre ce qu'ils décrivent comme un poison diabolique, raconte ce journal conservateur.



↙ *Dessin de* **Cost,** *Belgique.*

—I Kathimerini (*extraits*)
Athènes

Les unes après les autres, les religieuses du couvent de l'Annonciation, à Ormylia, en Chalcidique, sont allées à l'hôpital se faire vacciner contre le Covid. Il en va de même pour les religieuses du monastère d'Agios Ioannis, à Souroti, qui se sont fait vacciner dans un hôpital de Thessalonique. Elles ont désormais verrouillé la porte de leurs monastères à la "malédiction" du Covid-19, ajoutant à la prière la connaissance scientifique, qui, comme elles le disent, *"est un don de Dieu"*.

Ces grands couvents du pays, rassemblant respectivement 120 et 62 religieuses ne reflètent pas l'état vaccinal de la galaxie des monastères du pays, où un "djihad" contre le vaccin s'est enraciné dans la société des croyants. L'information circule difficilement. Le monde extérieur n'apprend la vulnérabilité de ceux qui, au nom de Dieu, essaient de se protéger et de protéger leur troupeau de la pandémie mortelle que s'ils doivent être hospitalisés en dehors d'un monastère pour être sauvés par la science.

Sept religieuses d'un couvent des Météores ont été soignées pour le Covid-19 dans un hôpital de Larissa. Vingt-cinq des 37 religieuses du couvent de Thessalie sont tombées malades, et leur supérieure est morte. Seize des 25 religieuses du sanctuaire Agios Nektarios-Agia Triada, à Égine, sont tombées malades, et une religieuse du monastère de l'Assomption, à Makri, dans l'Evros, s'est retrouvée à l'hôpital d'Alexandroupolis, tandis que de nombreuses autres ont été testées positives.

Les couvents ne sont évidemment pas les seuls touchés par le Covid-19, le mont Athos [réservé aux hommes, et qui rassemble 20 monastères] compte à lui seul 8 décès parmi les moines et environ 400 personnes malades.

Comme le soulignent des sources ecclésiastiques et médicales, le virus le plus dangereux qui se transmet au sein des paroisses n'est pas tant celui du Covid-19 que celui du combat contre le vaccin.

Dans la grande majorité des plus de 1 000 monastères que compte la Grèce, la vague antivaccin déferle – notamment chez les vieux zélés fanatiques – et se transmet des lieux de culte à la société, avec la "bénédiction de Dieu". Et comme les moines exercent traditionnellement une forte influence sur la

> **"Les vaccins cultivent la peur et sont une soumission au système papal."**
> UN PRÊTRE ORTHODOXE GREC

population locale, la parole du guide religieux et spirituel est perçue comme la parole de Dieu, et n'est pas sujette à un jugement.

Lorsqu'il apparaît parmi ses ouailles pour prétendre – au nom de Dieu – que le virus n'existe pas et que la vaccination est une œuvre de Satan ou des Juifs destinée à exterminer l'homme, son discours fait foi pour le croyant de base. *"Le phénomène qui voit des groupes de croyants laïques se former autour d'un moine, en défendant avec un fanatisme aveugle toutes ses opinions et attitudes, est une bombe qui ébranle les fondements de notre Église"*, nous a confié M. Bartholomé, du monastère d'Esfigmenou, sur le mont Athos. *"La plupart des négationnistes de la vaccination fanatisent les croyants avec des théories paranoïaques et sont dangereux."*

À l'exception du mont Athos, où seules les personnes vaccinées ou testées peuvent entrer, le reste des monastères du pays fonctionnent comme si de rien n'était, laissant leurs portes ouvertes aux pèlerins, qui participent à des rituels sans aucune mesure de protection.

Comme nous le confie anonymement un éminent ecclésiastique, car il a lui-même été ciblé en tant qu'*"ennemi, disciple du pape et partisan du vaccin"*, les monastères interdisent masques et gels antiseptiques, les visiteurs étant invités à ne pas se faire vacciner.

Dans le monastère Agia Paraskevi, à Kozani, deux grandes bannières placées au-dessus de l'entrée principale du temple sacré informent que le prêtre interdit à ceux qui portent des masques d'entrer, car *"les masques sont portés par des voleurs"*.

Des milliers de naïfs de tout âge viennent prier quotidiennement "dans la crainte de Dieu" dans ces foyers antivaccination et y accomplir leur devoir de croyant. Ils en sortent convaincus que le vaccin peut provoquer le cancer ou l'infertilité.

La plupart des moines effectuent régulièrement et sans entrave leur travail de diacre à l'extérieur du monastère, transmettant le "virus" antivaccin, et beaucoup d'entre eux mènent les rassemblements sur le terrain avec des icônes et les Évangiles à la main!

Un prêtre s'estimant *"persécuté"* par les partisans du vaccin et du pape (!) dit à *Kathimerini* : *"Les vaccins cultivent la peur et sont une soumission au système papal. Ils essaient d'abolir les droits de l'homme, ils ont rejoint le diable. Les vaccins tuent les humains. La plupart des monastères brandissent le drapeau de la lutte contre la vaccination."*

Il formule lui-même une autre théorie scandaleuse, pourtant largement diffusée dans le monde des négationnistes, qui prétend que le "système" verse la somme de 1 400 euros à tout proche du défunt qui le présente comme victime du Covid, alors qu'il a peut-être succombé à une autre maladie, voire est mort dans un accident de voiture. *"Ils montrent beaucoup de victimes du prétendument terrible virus."*

"C'est un péché de perdre des gens alors que la science a les moyens de nous protéger", a déclaré un prêtre qui a vacciné tous les membres de son monastère. Un autre métropolite, dont le couvent abrite 50 religieuses, dont sept diplômées de médecine, a raconté la chose suivante : *"Dans le monastère, plusieurs religieuses ont été contaminées, une est morte. Mais elles ont refusé de se faire vacciner, non pas parce qu'elles ne se rendaient pas compte du problème, mais par crainte que les autres monastères les critiquent. La situation est tragique…"*

—Stavros Tzimas
Publié le 14 septembre

DISTINCTION

Le prix Sakharov à Alexeï Navalny

Le Parlement européen remettra son prix de la liberté de l'esprit à l'opposant russe le 15 décembre.

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, décerné cette année à l'opposant russe au régime de Vladimir Poutine Alexeï Navalny, actuellement emprisonné en Russie, sera officiellement remis le 15 décembre, lors d'une cérémonie qui se tiendra dans l'hémicycle du Parlement européen, à Strasbourg. À cette occasion, la Ville de Strasbourg et le Parlement européen organisent le même jour, en partenariat avec **Courrier international** et Sciences-Po Strasbourg, une conférence-débat intitulée *"Démocraties en danger : résister à la vague autoritaire"*.

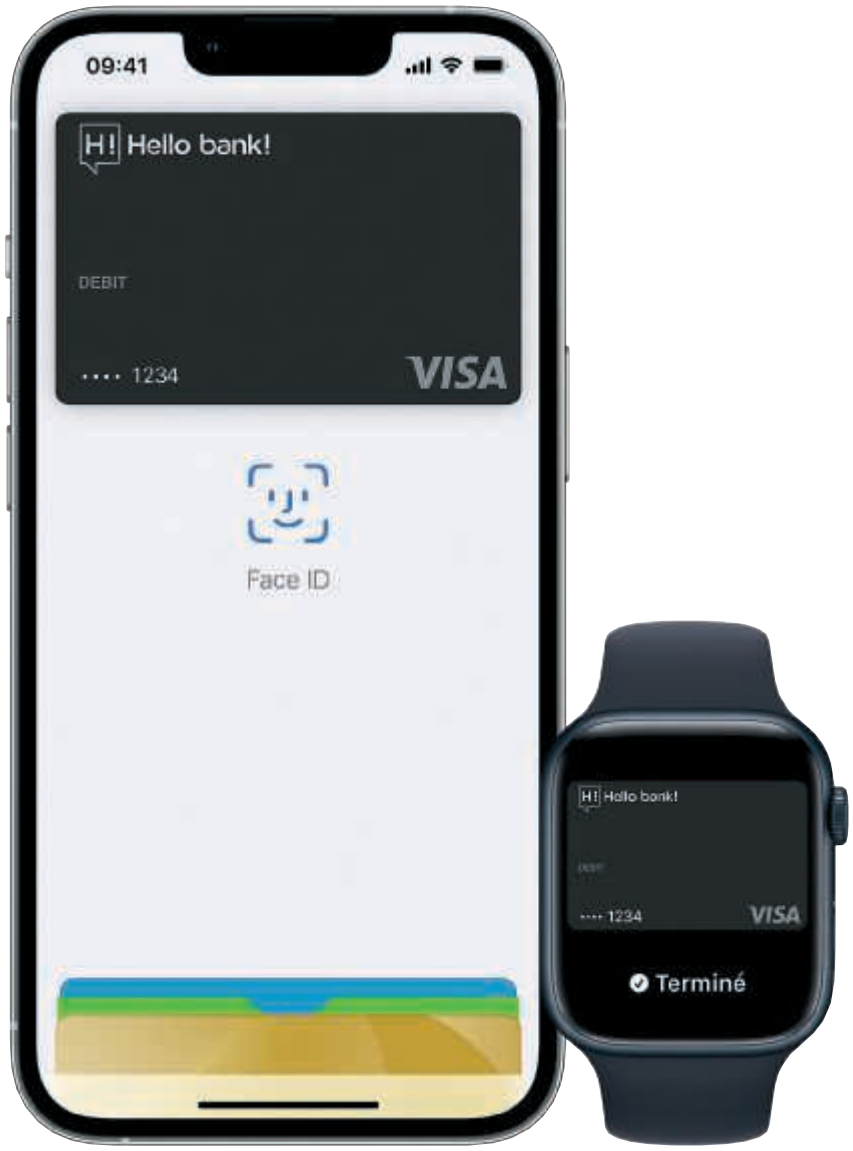
Alexeï Navalny, 45 ans, a été condamné en février à une peine de colonie pénitentiaire de trois ans et six mois à l'issue d'un procès pour fraude, considéré par l'opposition russe et de nombreux pays occidentaux comme relevant de la répression politique.

L'opposant s'est fait connaître au début des années 2010 par ses enquêtes sur la corruption. Il a été candidat à la mairie de Moscou en 2013. En 2018, sa candidature à l'élection présidentielle a été rejetée par la Commission électorale fédérale. En 2019, son Fonds de lutte contre la corruption a été déclaré *"agent de l'étranger"*, puis *"organisation extrémiste"* et enfin dissous en juin 2021 sur décision de justice.

Arrêté à plusieurs reprises, Alexeï Navalny a déposé six fois plainte auprès de la Cour européenne des droits de l'homme contre le pouvoir russe et obtenu six fois gain de cause. En mai 2021, Amnesty International lui a octroyé le statut de "prisonnier politique".

—Courrier international

Payer sans sa carte,
c’est aussi ça la magie de Noël !



Chez Hello bank! on fait tout pour simplifier vos paiements avec Apple Pay.*

Hello bank! par BNP PARIBAS | Apple Pay

*Sous réserve de conditions d’éligibilité au service Apple Pay.
Hello bank! est l’offre 100 % digitale de BNP Paribas SA - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris.
Apple, le logo Apple, iPhone et Apple Pay sont des marques déposées aux États-Unis et dans d’autres pays.

amériques

Mexique. Iztapalapa s'échappe du chaos

À Mexico, la plus grande banlieue de la capitale a multiplié les programmes sociaux pour se sortir de la pauvreté et de la délinquance qui faisaient sa sinistre réputation.



↙ **Un nouveau téléphérique surplombe les fresques colorées du quartier d'Iztapalapa, en 2021.** *Photo Luis Antonio Rojas The New York Times*

—El País México (*extraits*)
Mexico

Le samedi 9 octobre, l'actrice Mercedes Hernández s'est vu décerner un prix Ariel, la plus haute distinction du cinéma mexicain, pour le premier rôle dans le film *Sin señas particulares* [*Sans signe particulier,* sorti en France en septembre], qui a conquis le public de la cérémonie. Trois jours plus tard, assise sur une chaise d'école, elle donne un cours d'interprétation à un groupe d'élèves assis en cercle, au pied du Cerro de la Estrella ["mont de l'Étoile"], à la périphérie de la périphérie de Mexico.

Chaque semaine, les élèves assistent à cette master class sans débourser un peso. Cela se passe dans l'une des "Utopies" d'Iztapalapa, d'immenses centres sportifs et culturels qui ont changé la physionomie de ce qui était l'un des *municipios* ["canton"] les plus violents du pays. L'actrice révèle à l'assistance les secrets d'un casting réussi. La leçon d'aujourd'hui porte sur la fierté. Il s'agit de convaincre les élèves qu'il n'y a pas que les grands blonds qui peuvent faire des films. La fierté est aussi le nouveau signe particulier d'Iztapalapa, depuis que des fonctionnaires de la mairie se rendent à l'étranger pour présenter les changements en cours ici et dire au monde que cette commune ne veut pas être le dépotoir de Mexico. La fierté, la vraie, Iztapalapa n'en manque pas. Avec ses 2 millions d'habitants, cette banlieue de l'est de Mexico est l'une des plus peuplées du continent depuis que, dans les années 1960 et 1970, des centaines de milliers de familles sont arrivées de la campagne sans un sou. Là, entre les monts et les champs de maïs et de figuiers de barbarie, ils ont trouvé un lieu où s'implanter.

Cinquante ans plus tard, Iztapalapa est un quartier périphérique de la taille d'une ville, à l'habitat précaire aux allures de bidonvilles. Mais Iztapalapa est la ville de tous les records : la ligne de téléphérique la plus longue d'Amérique latine (10,6 kilomètres), le plus grand nombre de fresques murales (plus de 7 000), la rue la mieux éclairée du pays. Il ne s'agissait pas de se vanter, mais de prévenir les féminicides.

Mercedes Hernández explique : *"Le changement commence comme ça, par des projets d'aménagement de l'espace public, des mesures destinées aux jeunes, avec des débouchés, de la qualité. C'est ici que j'habite et je veux un Iztapalapa différent pour mon fils."* Iztapalapa a longtemps été synonyme de violence et d'abandon. Depuis que les chiffres sont comptabilisés et comparés, ce *municipio* avait toujours été parmi les dix plus violents du Mexique, ce qui revient à jouer dans la Ligue des champions de la violence.



COURRIER INTERNATIONAL

Mais ces deux dernières années, il est sorti de la liste et ne fait même plus partie des 15 *municipios* les plus sanglants, selon le Secrétariat de la sécurité citoyenne (SSPC) du gouvernement fédéral.

Une partie du secret réside dans des classes comme celle-ci, où cinq jeunes apprennent le cinéma. Ils étudient dans l'une de ces 12 Utopies, où des milliers d'autres se rendent chaque jour pour apprendre le théâtre, la photographie, la musique, la boxe, l'athlétisme, la natation. Les différents bâtiments hébergent des auditoriums, des centres d'accueil pour les femmes, des lacs artificiels, des pistes de skate ou des patinoires. Les Utopies sont le fer de lance d'une stratégie du gouvernement Morena [Movimiento Regeneración Nacional, du président López Obrador], qui mise sur des programmes sociaux pour créer des débouchés et réduire la délinquance. Ainsi, par exemple, il y a trois ans, Iztapalapa ne comptait qu'une seule piscine pour 2 millions d'habitants, alors qu'aujourd'hui il y en a 12.

> **"Le changement commence par des aménagements dans l'espace public."**
> **Mercedes Hernández,** ACTRICE

L'une des élèves, Susana Vidal, professeure de théâtre pour enfants, a appris l'existence des cours de cinéma quand elle cherchait du travail et qu'elle a décidé de recevoir une formation. *"Ici, les enseignants sont de très haut niveau, et je me sens en sécurité"*, explique-t-elle. Il y a trois ans, cet endroit était l'une des plus grandes casses automobiles de la ville. Depuis le début des cours, Vidal ne fait plus partie de ces gens qui n'étudient pas et ne travaillent pas non plus, et qui font si peur aux autorités, car ils sont des proies faciles pour la délinquance.

La rue Ermita Iztapalapa se voit depuis l'avion. Jusqu'à une date récente, il valait mieux ne pas fréquenter cette artère après 22 heures. Aujourd'hui, on dirait une piste d'atterrissage. L'avenue principale du *municipio* fait partie du plan "Sentiers sûrs", consistant à installer un lampadaire tous les dix mètres dans des centaines de rues. Résultat, les agressions contre les femmes ont diminué de moitié. Certains travaux publics transforment une ville. Début août avait lieu l'inauguration du téléphérique, nommé Cablebús, qui transporte l'avenir dans des cabines suspendues au-dessus des monts de Santa Catarina. Autour de l'ouvrage et des stations, près de 1 500 boutiques et restaurants ont ouvert. Pas moins de 7 000 fresques murales ont été réalisées le long de la ligne, apportant de la couleur dans des dizaines de quartiers où, jusqu'à présent, le gris du béton dominait. *"On voit moins de graffitis, parce que même les jeunes respectent les fresques. Et les gens aiment voir leurs rues embellies"*, souligne Víctor Alarcón depuis sa boutique de boissons fraîches peinte en vert, ornée de deux énormes colibris.

Si durant des décennies le Mexique a été "l'arrière-cour" des États-Unis, Iztapalapa était le dépotoir de cette arrière-cour, affirme la maire de *delegación* [équivalent d'un arrondissement], Clara Brugada : *"Les gens qui allaient chercher du travail ne disaient pas qu'ils habitaient à Iztapalapa, car ce nom était synonyme de délinquance ou de trafic de drogue."*

La maire, du parti Morena, est à l'origine de la métamorphose d'Iztapalapa. L'actuel président, Andrés Manuel López Obrador, n'oublie pas qu'en 2000, quand il est devenu gouverneur de la capitale, il a dû sa victoire à Iztapalapa, in extremis. Le modèle préventif n'est pas la seule méthode retenue. Le *municipio* a multiplié les patrouilles dans les rues. Dans le même temps, le nombre de policiers pour 10 000 habitants doublait, et le nombre de caméras de surveillance a triplé, de 3 000 à 9 000. Si ce quartier reste celui où le plus grand nombre de délits sont commis par rapport au reste de la capitale, ces derniers temps, il s'y est ouvert pas moins de dix centres publics de soins aux addictions, dans l'une des zones du pays les plus touchées par les toxicomanies.

—Jacobo García
Publié le 10 octobre

LABEL 5

THE PERFECT MIX*

FIVE SENSES | WHISKY / CRANBERRY / GINGEMBRE



4CL DE LABEL 5, 4CL DE NECTAR DE CRANBERRY, 4CL DE LIMONADE, GINGEMBRE, CITRON. *LA PARFAITE PROPORTION DES INGRÉDIENTS POUR RÉVÉLER TOUTES LES SAVEURS DU COCKTAIL.

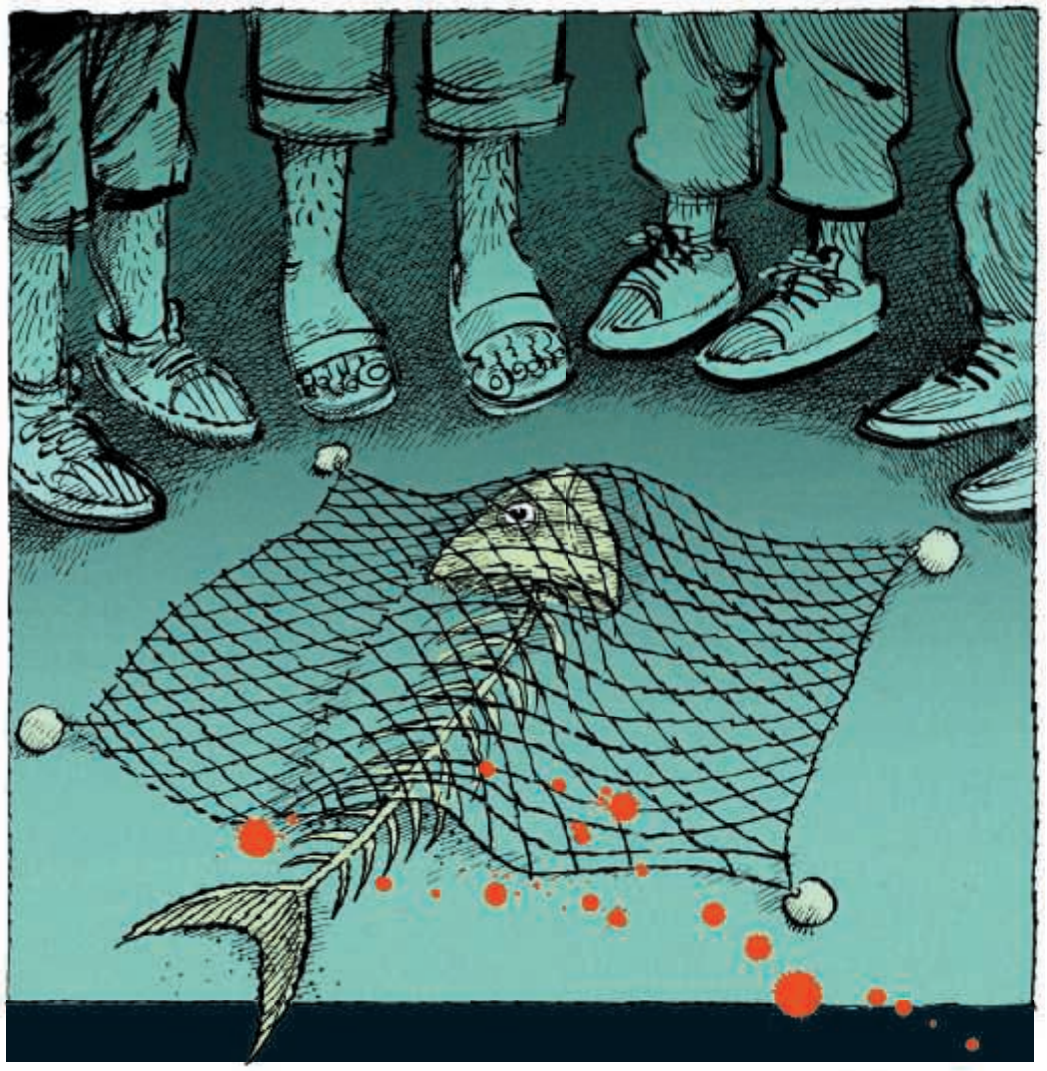
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE, A CONSOMMER AVEC MODERATION.

SIREN 572 056 331

asie

Chine. Le silence du lac Dongting

Depuis l'interdiction de leur activité et la destruction de leurs bateaux, les pêcheurs ont déserté les rives de cet immense lac. Pas sûr que dans dix ans, quand la pêche sera de nouveau autorisée, les jeunes reviennent.



CARTOON MOVEMENT

↙ *Dessin de* **Leo Ríos,** *Chili.*

—Asahi Shimbun *Tokyo*

Le Yangzi Jiang, troisième plus long cours d'eau du monde avec ses 6 300 kilomètres, aux innombrables affluents, est surnommé le "fleuve mère" par les Chinois. À la mi-septembre, nous nous sommes rendus au lac Dongting, deuxième étendue d'eau douce de Chine, plus de quatre fois plus grand que le lac Biwa [premier lac du Japon], sur le cours moyen du fleuve.

Depuis les hauteurs herbeuses du village de Lujiao (district de Yueyang, province du Hunan), sur la rive est, le lac s'étend jusqu'à l'horizon, sa surface calme uniquement troublée par quelques rides. C'est l'une des plus importantes zones de pêche du bassin, peuplée de poissons emblématiques de la table chinoise depuis la dynastie Tang [618-907], parmi lesquels la carpe noire, la carpe amour, la carpe argentée et la carpe à grosse tête.

Quelque 300 familles de pêcheurs se sont établies à Lujiao, dont l'atmosphère animée lui a valu le surnom de "petit Hong Kong". Les petits bateaux de pêche remplis de poissons frétillants se succédant le long de la petite jetée et la foule des marchands jouant des coudes pour leur acheter leurs prises étaient des scènes quotidiennes. Un pêcheur, disait-on, pouvait ici gagner autant en un jour qu'un agriculteur en une année.

Électrochocs. Pourtant, lorsque nous l'avons visité, le village était des plus calmes. Pas un seul bateau n'était en vue, ni sur l'eau, ni à quai, ni sur la rive.

La pêche de poissons sauvages a été interdite cette année dans l'ensemble du bassin du fleuve, pour une période de dix ans. Selon les estimations du gouvernement chinois, l'interdiction, considérée comme la plus sévère de l'histoire, toucherait 110 000 bateaux et près de 280 000 personnes. Cette mesure sans précédent a été adoptée pour sauver l'écosystème, menacé par la surpêche.

Le lac Dongting a été fermé à la pêche à la fin de 2019, avant la généralisation de l'interdiction. Tous les bateaux de pêche du village ont été détruits par les autorités en échange d'une indemnisation.

Aucun remous ne vient déranger le silence qui régnait autour de la jetée, complètement déserte. Sur un immense panneau dépassant des herbes folles, on peut lire : *"La pêche désormais interdite, profitons ensemble de notre beau lac."* Près de la jetée, nous avons arpenté une rue bordée de restaurants de poisson. La plupart étaient fermés, sans âme qui vive. Sur la devanture d'un des restaurants, les caractères "poissons vivants" étaient en partie effacés, et ses décorations du nouvel an, laissées en l'état, étaient en train de moisir.

Lorsque nous avons trouvé une échoppe ouverte, nous avons demandé à sa propriétaire où étaient passés les pêcheurs. *"Tous ceux encore assez jeunes pour travailler sont partis après l'interdiction,* nous a répondu la quinquagénaire. *Seules sont restées les personnes âgées, qui vivent recluses chez elles."*

REPORTAGE

Nombre de pêcheurs ont quitté le village à la recherche d'un autre travail après avoir touché une aide de subsistance immédiate. À l'entrée d'un appartement en béton vétuste, en périphérie du village, loin de la rive, était assise une ancienne pêcheuse de 56 ans. Elle nous a raconté qu'elle passait ses journées à ne rien faire dans l'appartement de ses enfants depuis qu'elle avait perdu son gagne-pain. *"Je ne comprends pas l'interdiction,* s'est-elle lamentée. *Des poissons, il y en a autant qu'on veut."*

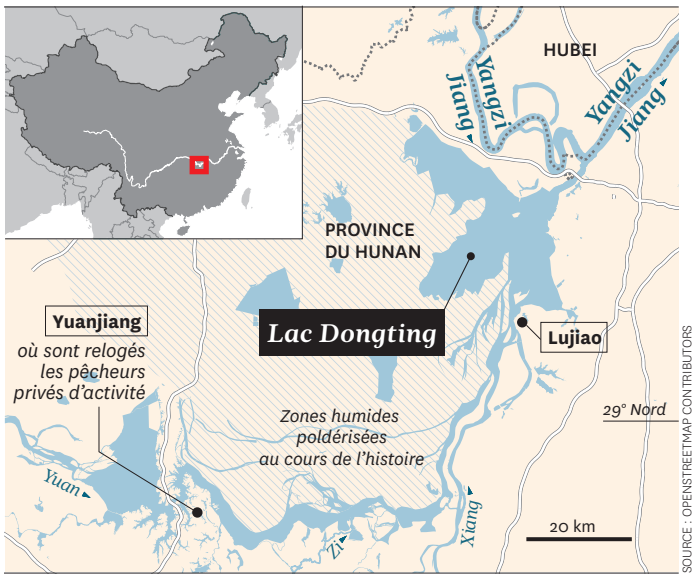
Elle avait vécu comme nomade du fleuve depuis sa naissance. Le bateau de pêche de ses parents était sa "maison". Ils remontaient et descendaient le fleuve en quête de poissons, mettant rarement pied à terre. Elle n'est jamais allée à l'école. Après avoir fondé sa propre famille, elle a conservé son mode de vie. Il y a une trentaine d'années, elle a quitté la province de l'Anhui, en aval, pour rejoindre le lac Dongting, réputé poissonneux.

Elle écoulait chaque jour tout le poisson qu'elle avait pris, et avec l'argent gagné, elle a installé l'électricité sur son bateau, l'a équipé d'appareils électroménagers et a envoyé ses enfants à l'école. *"Je n'ai maintenant plus rien à faire,* a-t-elle poursuivi en forçant le ton de sa voix. *Que mon bateau ait été détruit me rend malade. C'est impossible que le poisson disparaisse."*

D'autres pêcheurs avaient cependant remarqué que quelque chose n'allait pas. Sur la rive qui domine le lac s'alignent les maisons de pêcheurs installés ici depuis plusieurs générations. *"Les poissons étaient devenus nettement moins nombreux",* avait observé Kong Donghai, 33 ans, pêcheur de la sixième génération.

Selon lui, les bateaux des nomades du fleuve ont commencé à affluer à la fin des années 1980 dans la région du village, qui ne comptait alors qu'une vingtaine de familles de pêcheurs. Avec la croissance économique qui a suivi le lancement de la politique de réforme et d'ouverture [en 1979], la demande de denrées alimentaires est montée en flèche. L'aquaculture s'est développée, mais l'élevage ne suffisant pas à satisfaire la demande, le marché du poisson sauvage a explosé. On entendait dire que les pêcheurs pouvaient gagner jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de yuans [plusieurs milliers d'euros] par jour.

Au début des années 2000, même les agriculteurs locaux se sont mis à pêcher. Le nombre de familles vivant de la pêche a grimpé à 300 et le lac s'est rempli de bateaux. Et puis, la pêche électrique, "méthode prohibée", a fait son apparition. Elle consiste à plonger un courant électrique dans une zone pour en électrocuter les poissons, qui, étourdis, remontent à la surface, où ils sont ramassés d'un coup. Les poissons débarqués étaient de plus en plus petits et



les espèces, de moins en moins variées. Les poissons se faisant plus rares, la concurrence s'est intensifiée entre les pêcheurs, toujours plus nombreux à recourir aux électrochocs pour s'assurer des prises, alimentant un cercle vicieux.

Restaurer l'écosystème. Les données recueillies par des chercheurs de différentes régions confirment les propos de Kong Donghai. D'environ 19 000 tonnes dans les années 1980, les prises annuelles moyennes dans le lac Dongting ont grimpé à quelque 40 000 tonnes dans les années 1990. Au début des années 2000, la tendance s'est inversée et les prises sont retombées à 20 000 tonnes. La diversité des poissons s'est par ailleurs appauvrie, le nombre d'espèces passant de 117 dans les années 1990 à 80 en 2014.

"Si les pêcheurs s'en étaient tenus aux bonnes méthodes, le lac n'aurait pas subi de dommages, déplore Kong Donghai. *Interdire la pêche était la seule solution."* Il survit aujourd'hui grâce à de petits boulots, souvent payés à la journée. *"J'ai l'intention de reprendre la pêche dans dix ans",* nous a-t-il assuré. Sa mère, Liu Jiaoye, 59 ans, compte parmi les pêcheurs qui ont perdu leur bateau à cause de l'interdiction. De son jardin, elle scrute la surface du lac, sur laquelle ne glisse plus aucun bateau de pêche.

"Les poissons sont de retour, nous a-t-elle dit calmement. *On le voit bien si on observe le lac chaque jour. Les petits poissons, poursuivis par les plus gros, sautillent à la surface. Nous ne pouvons certes plus pêcher, mais je suis contente que le lac redevienne comme avant."*

En interdisant la pêche pendant dix ans pour restaurer l'écosystème, le gouvernement chinois s'est retrouvé face à un défi de taille : aider les pêcheurs à refaire leur vie sur la terre ferme. Un nouveau "village" destiné à reloger les pêcheurs qui vivaient sur les îles du lac est en cours de construction sur la rive sud, dans la ville de Yuanjiang (province du Hunan).

Sur le chantier de l'ensemble d'habitations de 200 000 m², non loin de la digue, un panneau indique "Nouveau village des pêcheurs". La ville y a investi environ 580 millions de yuans [80 millions d'euros]. Les anciens pêcheurs peuvent y acheter un logement pour à peu près la moitié du prix du marché local. Environ 3 400 personnes doivent y emménager.

> **"Tout d'un coup, je me retrouve sur la terre ferme, où je ne connais rien."**
> UN ANCIEN PÊCHEUR

Pour soutenir la réinsertion professionnelle des nouveaux résidents, diverses formations ont été mises en place, notamment dans les domaines de la pisciculture, de la culture des champignons, de l'aide aux personnes dépendantes et du massage, et une agence d'intérim spécialisée a été créée, proposant par exemple des travaux de ménage.

Mais pour les pêcheurs, recommencer leur vie sur la terre ferme n'a rien de simple. Sur la rive du lac, [nous avons rencontré] un ancien pêcheur de 55 ans qui fabriquait des filets pour la pisciculture. Nous lui avons demandé ce qu'il pensait des emplois proposés par la ville. *"Il n'y a pas de travail pour moi",* a-t-il répondu nonchalamment. Le nouvel emploi qui lui avait été proposé n'était rémunéré que 150 yuans [20 euros] par jour environ. *"Ça n'en vaut pas la peine,* a-t-il soupiré. *La plupart des jeunes sont partis dans les grandes villes chercher du boulot sur les chantiers et ailleurs."*

Il fabrique aujourd'hui des filets sur demande. Un filet, qui nécessite une semaine de travail, lui rapporte environ 700 yuans [100 euros]. Il a trouvé cette activité après plus d'un an de recherche. *"Quand je pêchais, je gagnais beaucoup plus d'argent. Pour les vieux comme moi, c'est impossible de faire autre chose. Tout d'un coup, je me retrouve sur la terre ferme, où je ne connais rien ni personne. C'est compliqué."*

Pour d'autres, l'interdiction de la pêche a été l'occasion de changer de vie. Nous avons appris qu'un ancien pêcheur avait ouvert une supérette dans un ensemble immobilier de la ville avec les indemnités et l'aide de subsistance qu'il avait touchées. Nous nous y sommes rendus. L'enseigne du magasin, au rez-de-chaussée, annonce "Produits frais du pêcheur". Le propriétaire, Zhang Shengmin, 39 ans, vivait autrefois sur une île du lac. Fort de son expérience, il achète en gros des poissons d'élevage frais et produit du poisson séché. Son affaire est en bonne voie.

"Comme la vie de pêcheur était dure et que beaucoup y laissaient leur santé, je songeais à m'installer sur le continent. L'interdiction m'a résolu à le faire", nous a confié l'ancien pêcheur. Il pêchait depuis la fin de l'école primaire. Il souhaite que sa fille de 11 ans et son fils de 9 ans fassent des études. Il n'a jamais désiré qu'ils deviennent pêcheurs. *"La vie insulaire tient une place spéciale dans mon cœur, mais mes enfants sont habitués à vivre sur le continent depuis leur plus jeune âge. Je suis certain que tout se passera bien pour eux."*

—Yoshikazu Hirai
Publié le 9 novembre

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code

Ou sinon rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/vpc

ou par téléphone : 03.21.13.04.31
(du lundi au vendredi, de 9h à 18h)



Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50 €*

Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50 €*



Moyen-Orient : les nouveaux maîtres du jeu

Dans ce hors-série, Courrier international, avec les presses libanaise, égyptienne, iranienne, israélienne, panarabe, etc., fait le point sur les forces en présence et les alliances qui se dessinent aujourd'hui au Moyen-Orient.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022
** Frais de port en sus en fonction du produit.*
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :
https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co

moyen-orient

Conflit. Le bras de fer entre Israël et l'Iran s'exporte au Maghreb

La guerre par procuration que se livrent les deux États au Moyen-Orient se déplace sur le terrain maghrébin, explique *Raseef22*. Désirs expansionnistes et visées stratégiques prospèrent sur les rivalités locales.



↙ *Dessin de* **Hassan Bleibel** *paru dans le* **Daily Star,** *Beyrouth.*

—Raseef22 *Beyrouth*

Les tensions croissantes entre l'Algérie et le Maroc risquent d'ouvrir la porte à des puissances du Moyen-Orient qui cherchent à prendre pied au Maghreb. En effet, le Maroc vient de [signer un accord de coopération militaire avec Israël, le 24 novembre], tandis que l'Algérie n'a vu d'autre choix que de se tourner vers Téhéran pour trouver un allié qui puisse faire contrepoids. Laquelle des alliances aura le dessus dans ce conflit sans fin entre les deux pays voisins, dont les populations (respectives) paient le prix ?

À la mi-novembre déjà, les relations entre l'Iran et l'Algérie s'étaient resserrées, quand le ministre des Affaires étrangères iranien, Hossein Amir-Abdollahian, avait affirmé apprécier les positions fermes d'Alger, qui refuse l'adhésion d'Israël à l'Union africaine [en tant que membre observateur] et qui plaide pour un retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe. Dans un entretien téléphonique avec son homologue algérien, Ramtane Lamamra, le responsable iranien avait alors souligné la *"grande sagesse"* dont Alger faisait preuve sur ces deux questions.

Mariage d'intérêt. Cet entretien a été suivi d'une déclaration de Ramtane Lamamra sur l'importance de former une commission politique algéro-iranienne pour examiner les évolutions des affaires d'intérêt commun, dans une allusion claire au rôle croissant d'Israël au Maghreb.

Les relations entre Alger et Téhéran sont jalonnées de hauts et de bas, de ruptures, d'accusations mutuelles, de médiations, de résolutions de crises et de rapprochements sous le signe d'intérêts communs. Alger avait par exemple joué un rôle central de médiateur entre Bagdad et Téhéran lors de la crise sur la délimitation de la frontière irano-irakienne, en 1975, qui s'était aggravée quand l'Irak avait accusé l'Iran de soutenir les Kurdes [d'Irak] et de fournir des armes à leur chef de file, Mustafa Barzani [mort en 1979, grand-père de l'actuel président de la région autonome du Kurdistan d'Irak, Nechirvan Barzani]. Les tensions s'étaient alors aggravées jusqu'à ce que l'accord dit d'Alger apaise la situation. Temporairement en tout cas, puisque, en 1980, Saddam Hussein déclenche la première guerre du Golfe en attaquant l'Iran.

En novembre 1979, quand de jeunes militants de la révolution islamique en Iran prennent en otage 52 Américains à l'ambassade américaine à Téhéran et les détiennent pendant quatre cent quarante-quatre jours, c'est encore la diplomatie algérienne qui obtient leur libération, mettant fin à l'une des crises les plus ardues dans le monde à l'époque.

Les relations bilatérales se tendent à nouveau en 1993, quand le Premier ministre algérien, Redha Malek, accuse les Iraniens d'apporter leur soutien politique et médiatique au Front islamique du salut (FIS). Cela

> **"On ne peut exclure qu'Alger ait recours aux drônes iraniens."**
> **Houssam Hamza,** PORTE-PAROLE D'AZM

s'est soldé par une rupture des relations qui a duré plusieurs années avant que les choses ne s'arrangent petit à petit, jusqu'à ce que, plus récemment, d'autres raisons poussent les deux pays à se rapprocher à nouveau. Ils affichent clairement leur hostilité vis-à-vis d'Israël. De même, Alger a publiquement exprimé son refus de participer à la guerre au Yémen [aux côtés de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis, qui disent y lutter contre l'influence iranienne]. Bien que l'Algérie reconnaisse officiellement le gouvernement en titre – soutenu par Riyad –, elle a une position favorable à l'Iran.

Le 10 décembre 2020, le Maroc avait annoncé la normalisation des relations avec Israël, en contrepartie de la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental [où le Front Polisario se bat toujours pour obtenir l'indépendance du territoire avec le soutien d'Alger].

L'arrivée d'Israël au Maghreb, via Rabat, renverse les équilibres dans la région et enflamme un peu plus les relations entre les deux pays voisins. Vu d'Alger, le Maroc a introduit un ennemi de longue date dans son voisinage immédiat. Et c'est pour y faire face sur le plan politique et militaire que les Algériens se rapprochent davantage des Iraniens, avec lesquels ils pourraient développer un partenariat stratégique qui s'ajouterait à celui qu'ils entretiennent déjà avec la Chine et la Russie, explique Houssam Hamza, porte-parole du mouvement Azm [d'inspiration conservatrice, né dans le sillage du Hirak algérien].

Cela intervient à la suite d'une brusque montée des tensions [le 1er novembre], quand l'Algérie a accusé le Maroc d'avoir causé la mort de trois de ses ressortissants, en bombardant [deux] camions [civils] à Bir Lahlou, au Sahara occidental.

Selon la déclaration officielle de la présidence algérienne, les Marocains auraient utilisé des *"armes sophistiquées"* [ces attaques auraient été menées par les drones] dont le Maroc dispose, à savoir les Hermes [israéliens] ou les Bayraktar turcs. Ce qui fait craindre une course à l'armement par drones au Maghreb.

"On ne peut exclure qu'Alger ait recours aux drones [iraniens] Mohajer 6, qui ont récemment servi en Éthiopie et qui sont également utilisés par le Hezbollah libanais, la résistance palestinienne [dans la bande de Gaza] et les rebelles houthistes au Yémen", explique ainsi Houssam Hamza.

Visions expansionnistes. Selon le professeur en sciences politiques et relations internationales à l'université d'Alger Zoheir Bouamama, le volet militaire du partenariat israélo-marocain permet à Israël de menacer l'Algérie, via une base militaire qu'il cherchera à installer au Maroc. L'Iran, de son côté, se sent encerclé au Moyen-Orient, où ses ennemis sont nombreux et où de plus en plus de pays arabes normalisent leurs relations avec Israël. D'où la volonté de Téhéran de s'appuyer sur Alger, qui tient un discours comparable au sien au sujet d'Israël.

Pour autant , ce rapprochement avec l'Iran n'est pas sans poser un tas de problèmes et pourrait s'avérer à double tranchant, explique Zoheir Bouamama. Car cela va à l'encontre de la politique des Américains et des Européens, qui imposent des sanctions à l'Iran. Cela risque également de peser sur → 26



FAIM CLIMATIQUE

D'ICI 2080, 600 MILLIONS DE PERSONNES SUPPLÉMENTAIRES SOUFFRIRONT DE LA FAIM.*

ENSEMBLE, CHANGEONS LES PRÉVISIONS

FAITES UN DON

CCFD-TERRESOLIDAIRE.ORG

CCFD TERRE SOLIDAIRE

Soyons les forces du changement

DON en CONFIANCE

© Ana Caroline de Lima/CCFD-Terre Solidaire – Adfinitas * PNUD2021

↙ *Algérie-Maroc : la nouvelle guerre des sables. Dessin de* **Dilem** *paru dans* **Liberté,** *Alger.*



Vers une cyberguerre entre le Maroc et l'Algérie ?

La signature d'un accord sécuritaire entre Israël et le Maroc exacerbe les tensions avec l'Algérie, soutenue par l'Iran, raconte ce site espagnol.

—El Confidencial *(extraits) Madrid*

Depuis un an, on voit le conflit le plus grave du Moyen-Orient s'inviter aux portes de l'Union européenne. Le plus récent épisode de ce phénomène s'est produit au Maroc, avec une visite du ministre de la Défense israélien, Benny Gantz, à Rabat, le 24 [novembre], au cours de laquelle il a signé avec son homologue marocain, Abdellatif Youdyi, un *"accord de coopération en matière de sécurité"*. L'accord confère un caractère plus officiel à la collaboration dans le domaine des services de renseignement, qui s'effectuait en sous-main depuis des décennies. Mais, en outre, il ouvre la voie à l'achat de matériel militaire israélien par le Maroc, depuis des drones jusqu'au Skylock Dome, un système qui identifie et détruit les drones. FAR-Maroc, un forum proche de l'armée marocaine, estime que cette acquisition ne fait plus de doute.

À l'origine de ce rapprochement, il y a la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental par l'ancien président Donald Trump, le 10 décembre 2020. Cette initiative faisait partie des accords d'Abraham, qui visaient à normaliser les relations entre Israël et plusieurs pays arabes.

L'établissement de relations diplomatiques entre le Maroc et Israël ouvre des perspectives de coopération commerciale entre les deux pays. Ainsi, l'entreprise israélienne Ratio Petroleum a annoncé, en octobre dernier, un projet de prospection pétrolière au large du Sahara occidental.

Hackeurs iraniens. Le Maroc livre depuis un an une guerre de basse intensité avec le Front Polisario, un conflit dont le leader sahraoui Brahim Ghali vient d'annoncer qu'il allait s'intensifier. De plus, la tension permanente avec l'Algérie atteint des sommets, et les relations du royaume avec ses principaux alliés européens sont en berne. L'Algérie est un adversaire pas seulement du Maroc, mais aussi d'Israël. C'est sans doute le pays arabe qui a apporté le plus d'aide à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Aujourd'hui, Alger s'oppose à ce qu'Israël obtienne le statut d'observateur au sein de l'Union africaine (UA). Dès lors, il n'est pas anodin que, lors de sa première visite à Rabat, en août dernier, le ministre des Affaires étrangères israélien, Yaïr Lapid, ait manifesté sa préoccupation concernant le rôle de l'Algérie dans la région et *"son rapprochement avec l'Iran"*.

Le chef de la diplomatie marocaine, Nasser Bourita, a repris ce discours à partir de février, insistant sur le fait que *"l'Iran est présent au Maghreb et [que] le Polisario coopère avec le Hezbollah"*, la milice chiite libanaise proche de Téhéran et ennemie jurée d'Israël. Une accusation relayée également par Dore Gold, ancien ambassadeur israélien auprès de l'ONU, qui affirme dans ses articles que le Hezbollah entraînerait des guérilleros sahraouis — même si ni lui ni Bourita n'apportent de preuves convaincantes.

L'Algérie entretient depuis plusieurs décennies d'étroites relations avec la Russie, qui fournit en armes ce pays, à tel point qu'Alger a été le premier client du système russe de défense aérienne S-400 en 2014. Depuis quelques mois, la République algérienne resserre discrètement ses liens avec l'Iran. Fin août, quand Alger a rompu ses relations diplomatiques avec Rabat, Téhéran a aussitôt exprimé son soutien à l'Algérie. *"[Le Maroc] a péché en normalisant ses relations avec le régime sioniste"*, a déclaré en octobre Ali Khamenei, guide suprême de la révolution islamique.

Au-delà du soutien politique de la part de Téhéran, ce dont Alger a le plus besoin est d'aide en matière de cybersécurité. L'Iran est fréquemment visé par des cyberattaques d'Israël, qui cherche ainsi à faire échouer son programme nucléaire et à nuire à son économie. Résultat, Téhéran a amélioré ses capacités dans ce domaine et semble apporter un soutien à l'Algérie, laquelle manque d'expérience. Depuis la fin de l'été, le Maroc a subi plusieurs cyberattaques menées par Lyceum, un groupe de hackeurs iraniens. Ces pirates informatiques pourraient avoir agi pour le compte des autorités algériennes.

Si en matière d'armement classique l'Algérie possède une certaine avance sur le Maroc, elle accuse un certain retard par rapport à Rabat en ce qui concerne la cybersécurité. L'accord signé par Gantz à Rabat contient tout un chapitre consacré à cette question : il officialise une coopération bilatérale déjà lancée avant la signature. De cette manière, *"Israël se positionne pour devenir plus que jamais le garant de la sécurité dans le cyberespace face à l'Iran et à d'autres menaces régionales"*, écrit Islam Al-Halawany, chercheur au Centre international du Caire pour la résolution des conflits et le maintien de la paix.

Logiciel espion. Fin juin, Forbidden Stories, une association qui regroupe 17 médias et ayant révélé l'utilisation généralisée du logiciel espion israélien Pegasus, a attribué aux services spéciaux marocains la mise sur écoute, en 2019, d'environ 10 000 téléphones portables, algériens à 60 %. Le 16 novembre, des agents marocains ont participé à la simulation d'une cyberattaque contre l'aviation civile organisée par la Direction nationale du cyberespace d'Israël. L'opération a été menée depuis le pavillon israélien de l'Expo 2020 de Dubaï, et a été rendue publique.

L'Algérie a subi récemment plusieurs cyberattaques, la principale ayant eu lieu le 7 novembre dernier, quand les sites Internet du ministère de l'Intérieur et d'autres institutions publiques ont été rendus inutilisables. Son faible niveau de numérisation fait que, dans la pratique, l'administration algérienne est peu vulnérable : les sites ne sont qu'une vitrine d'information. En revanche, si d'autres objectifs étaient visés, notamment Sonatrach, la gigantesque entreprise publique d'hydrocarbures, cela pourrait nuire considérablement à l'Algérie. *"S'ils arrivent à paralyser Sonatrach, ce serait un* casus belli*"*, prédit un diplomate algérien.

—Ignacio Cembrero
Publié le 25 novembre

24 ← les relations avec les pays du Golfe, qui considèrent l'Iran comme leur ennemi immédiat. Les relations avec le Golfe avaient déjà connu des tensions après le discours du président algérien, Abdelmadjid Tebboune, qui avait critiqué devant l'assemblée générale de l'ONU *"la course à la normalisation des relations avec Israël"*.

"L'Algérie a souffert des ingérences iraniennes dans ses affaires intérieures pendant la décennie noire [période de guerre civile à partir de fin 1991]", explique encore Zoheir Bouamama. Téhéran avait alors soutenu les groupes armés islamistes, selon sa politique *"d'exportation de la révolution"* islamique.

[Aujourd'hui encore], l'Iran voudrait favoriser l'expansion du chiisme en Algérie pour s'y assurer une sorte de clientèle confessionnelle. Aussi essaie-t-il de rappeler les gloires de l'ancien [califat] fatimide [chiite, qui régna sur le Maghreb pendant une partie du Xe siècle]. Cela représente une menace, face à laquelle l'Algérie doit se montrer très ferme.

Les visées expansionnistes israéliennes, les craintes de l'Algérie d'être assiégée et les convergences d'intérêts avec l'Iran risquent de transformer le Maghreb en terrain de confrontations. Personne ne peut dire où cela s'arrêtera. Ce que l'on sait en revanche, c'est que ce seront encore une fois les populations arabes qui trinqueront.

—Karim Kandouli
Publié le 18 novembre

SOURCE

RASEEF22
Beyrouth, Liban
raseef22.com

En arabe, *raseef* signifie "trottoir", comme celui de cette rue qui gronde depuis le déclenchement des révoltes, en 2011. Et 22, c'est le nombre de pays membres de la Ligue arabe, qui comptent 360 millions d'habitants. Fondé au Liban en août 2013, *Raseef22* s'inscrit dans la mouvance des nombreux sites d'information et blogs politiques qui ont vu le jour après les "printemps arabes".

SOURCE

EL CONFIDENCIAL
Madrid, Espagne
elconfidencial.com

Fondé en 2001, ce site madrilène se définit comme "Le journal [numérique] qui s'adresse à ceux qui ont de l'influence". À l'époque, il voulait surtout cibler le monde de l'économie et de la finance. Mais, pour élargir son audience, il est devenu un média plus généraliste.

afrique

Diplomatie. Une avalanche de sommets

De la Chine aux États-Unis en passant par la Turquie ou la France, chacun veut désormais sa grand-messe avec l'Afrique. Cet exercice est aussi pour les États africains un moyen d'unifier leurs voix face aux puissances mondiales.



↙ *Dessin de* **Glez** *paru dans* **Le Journal du jeudi,** *Ouagadougou.*

—Le Journal de l'Afrique
(*extraits*) *Tunis*

Après la Russie, la Turquie et la Chine, c'est au tour des États-Unis de ressusciter le sommet États-Unis–Afrique, dont la dernière édition remonte à 2014. Ces rencontres sont-elles devenues un moyen pour les puissances mondiales de tisser un lien avec le continent ?

Lors d'un discours à Abuja [le 19 novembre], au Nigeria, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a annoncé la préparation d'un sommet de haut niveau regroupant l'administration américaine et les leaders africains [prévu les 9 et 10 décembre]. L'US-Africa Leaders Summit, dont la première et seule édition a eu lieu en 2014, s'est déroulé lors de la dernière année de la présidence de Barack Obama. Un sommet de haut niveau qui sert, sans le dire, à concurrencer les autres puissances étrangères qui ont fait de l'Afrique, pour certaines d'entre elles, leur terrain de jeu. C'est le cas de la France, qui a revu le format de son sommet Afrique-France [le 8 octobre 2021, à Montpellier] en excluant les chefs d'État du programme, mais également de la Chine, de la Turquie ou de la Russie.

Antony Blinken a annoncé la tenue du sommet américain à la veille de son arrivée à Dakar, la capitale sénégalaise, qui accueillera dans les prochains jours [du 28 au 30 novembre 2021] le Forum de la coopération Chine-Afrique (Focac). Le prochain sommet Russie-Afrique est, lui, pour le moment reporté. De son côté, la Turquie organisera le troisième sommet de partenariat Turquie-Afrique, à partir du 17 décembre.

De quoi ces sommets de coopération sont-ils le nom ? Et qu'ont à gagner les pays africains lors de ces événements ? Pour les puissances mondiales, sortir l'artillerie lourde pour organiser ces sommets est une question d'image. Si les relations entre les pays africains et leurs anciennes colonies commencent à se fissurer, c'est une véritable opportunité pour de nouveaux partenaires. Il s'agit aussi, pour les États du continent, de mettre en avant leurs atouts afin d'attirer de nouveaux investisseurs. Et la tendance est au "win-win" : les puissances émergentes, à l'instar de la Chine, proposent des partenariats commerciaux sans s'ingérer dans la politique.

Reste que, côté américain, les investissements en Afrique sont encore timides. Notamment l'année dernière à cause de la pandémie de Covid-19. Les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique ont en effet baissé de 16 % en 2020, à 40 milliards de dollars [35 milliards d'euros].

Le cas nigérian. En début d'année, le président nigérian, Muhammadu Buhari, avait fait appel à l'aide militaire, économique et sanitaire américaine. La réponse américaine arrive donc avec neuf mois de retard, accompagnée d'un abstrait "*accord d'aide au développement de 2,1 milliards de dollars* [*1,85 milliard d'euros*] *qui soutient la collaboration dans la santé, l'éducation, l'agriculture et la bonne gouvernance*". Mais dans ce pays de 207 millions d'habitants – pour 440 milliards de dollars de PIB [390 milliards d'euros] –, cet accord n'est-il pas plus symbolique qu'autre chose ?

Le cas nigérian est un cas d'école. Ce pays jouit déjà d'une infrastructure fonctionnelle, la seconde meilleure pénétration d'Internet sur le continent, etc. De plus, la démocratie y est solidement installée. Il s'agit désormais pour les États-Unis de tenter de signer d'autres partenariats, dans d'autres pays.

Les États-Unis sont-ils un rival crédible de la Chine en Afrique ? Au cours des neuf premiers mois de cette année, le volume du commerce chinois en Afrique a atteint un niveau record : 185 milliards de dollars [163 milliards d'euros], en hausse de 38,2 % par rapport à 2020. Les investissements directs de la Chine en Afrique dans tous les secteurs ont enregistré une hausse de 2,59 milliards de dollars [2,3 milliards d'euros], soit une augmentation de 9,9 %. La Chine dépasse ainsi de 3 % son propre record d'investissement direct en Afrique. Le pays de Xi Jinping a réussi à intégrer des marchés très convoités en Afrique : infrastructures – routes, hôpitaux, écoles –, nouvelles technologies de l'information (NTIC) à travers la téléphonie mobile, connexion satellite dans les pays enclavés… Et l'influence chinoise se manifeste également dans les secteurs des textiles, des hydrocarbures et de l'énergie. Une percée que la Chine doit parfois beaucoup à sa politique de la dette. Lors du Focac, les entrepreneurs chinois arrivent donc forts d'un bilan très positif. Et, surtout, ils montrent que les relations sino-africaines n'ont fait que prendre de l'ampleur pendant la pandémie, là où les autres puissances sont, à demi-mot, accusées d'avoir "lâché" l'Afrique.

On assiste en Afrique à une réédition en bonne et due forme de la guerre froide.

Pendant que les États-Unis et la Chine se livrent une bataille économique en Afrique, les sommets français, turc et russe consacrés à l'Afrique s'appuient beaucoup plus sur la realpolitik. Une réédition en bonne et due forme de la guerre froide.

Cela fait des années que la France a été boutée hors de certains pays africains, francophones en l'occurrence, par la Russie et la Turquie mais aussi par les dirigeants africains eux-mêmes. Et si Paris poursuit sa conquête des ressources naturelles, en s'appuyant sur sa présence militaire dans les pays africains, ses deux concurrents ont adopté des stratégies différentes. Pour la Russie, il s'agit principalement de l'autonomisation des forces armées des pays mal aimés par l'Occident. Et depuis quelques années, Moscou soutient les pays africains "à problèmes" jusqu'aux plus hautes sphères diplomatiques. Moscou est aujourd'hui le premier, voire l'unique armurier de l'Éthiopie, de l'Algérie et de la République centrafricaine, et semble bien parti pour conquérir les marchés malien et angolais, entre autres. Pour la Turquie, les mots d'ordre sont commerce et diplomatie. Ankara a raflé une grande partie du pré carré français, et européen en général, que ce soit en Afrique du Nord ou dans les pays de la Côte de l'Or.

Les sommets de coopération organisés par la France, la Russie ou la Turquie tournent souvent en guerre de communication. Mais, du côté des pays africains, certains se retrouvent tiraillés entre de vieilles alliances stériles et de nouvelles alliances, quitte parfois à échanger une puissance néocolonialiste par une autre.

Quoi qu'il en soit, les rencontres de haut niveau restent aujourd'hui une opportunité pour les leaders africains d'uniformiser leurs relations avec les puissances mondiales. Les relations internationales deviennent vitales pour améliorer une situation socio-économique qui ne cesse de se dégrader.

—Anouar Diden
Publié le 21 novembre

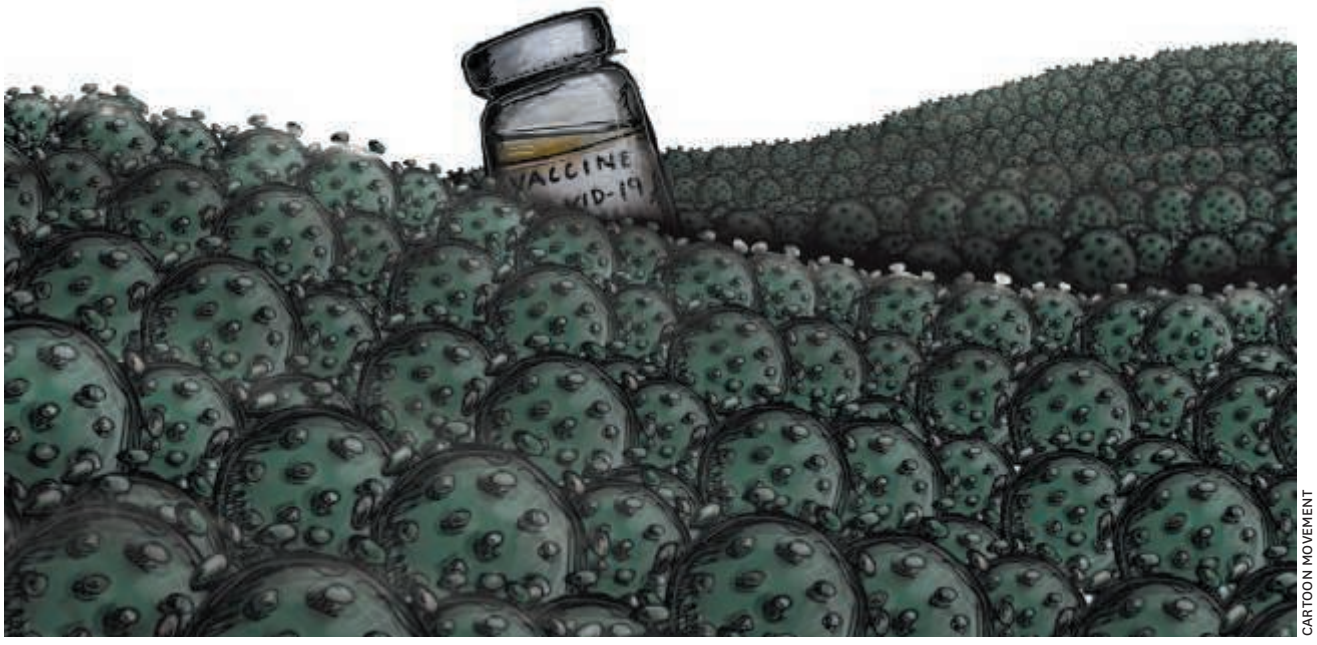
Le poids de la Chine

●●● Du 28 au 30 novembre, Dakar a accueilli la huitième conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine. Une réunion qui marque la présence incontournable de la Chine dans le tissu économique africain. Mais ces investissements ont une contrepartie pesante : l'ampleur de la dette envers la Chine pour les économies africaines. Cependant, à l'occasion de ce sommet, des annonces ont été faites. La Chine va ainsi élargir la liste des produits bénéficiant d'un traitement tarifaire préférentiel, afin d'atteindre 300 milliards de dollars (266 milliards d'euros) d'importations en provenance d'Afrique, dans les trois prochaines années.

SOURCE

LE JOURNAL DE L'AFRIQUE-
Tunis, Tunisie
Français
lejournaldelafrique.com
Le Journal de l'Afrique est un site proposé en plusieurs langues dont le français. Il se présente comme un média indépendant alimenté par des éditorialistes et des chroniqueurs qui interrogent l'"Afrique d'hier, d'aujourd'hui et de demain".

↙ *Dessin de* **Matias Tejeda**, *Argentine.*



CARTOON MOVEMENT

KENYA

Le difficile pari de l'obligation vaccinale

Face à un taux de vaccination sous les 5 %, le gouvernement va imposer le vaccin pour accéder aux services publics, à l'hôpital ou aux écoles. Mais les infrastructures sont à la peine.

—The Continent *Johannesburg*

Espérant doper son taux de vaccination, le Kenya va rendre le vaccin obligatoire pour l'accès à tous ses services publics, des écoles aux transports en commun, en passant par les services de l'immigration, les hôpitaux et les prisons.

"Dès le 21 décembre 2021, tous ceux qui souhaiteront bénéficier de nos services publics devront disposer d'une preuve de vaccination complète", a annoncé Mutahi Kagwe, le ministre de la Santé, lors d'une allocution le 21 novembre. La décision a de quoi surprendre quand on sait que le Kenya a précédemment abrogé une directive qui imposait la vaccination aux fonctionnaires sous peine de sanctions disciplinaires. *"Il est extrêmement important que nous ne soyons pas en retard sur le reste du monde, d'autant plus que nous sommes une destination touristique de premier plan"*, a justifié le ministre.

Mais dans un pays où seuls 4,5 % des habitants sont pleinement vaccinés, cette mesure laissera de nombreux citoyens sur le carreau. Monica Njeri a déjà tenté de se faire vacciner à deux reprises, mais à chaque fois elle est revenue bredouille de l'hôpital. *"Certaines personnes passent devant tout le monde, et quand votre tour arrive, toutes les doses ont déjà été utilisées, c'est complètement injuste"*, témoigne cette mère de quatre enfants, qui occupe un poste de gouvernante.

Avec cette nouvelle mesure, Monica Njeri ne pourra plus emprunter les transports en commun pour se rendre chez son employeur. *"Deux de mes enfants sont en internat, comment vais-je faire pour aller les voir ?"* se désole-t-elle. Et même si elle parvient à se faire vacciner dans les prochaines semaines, elle ne pourra pas présenter le certificat numérique fourni par le gouvernement, car elle ne possède pas de smartphone.

En adoptant cette nouvelle règle, le Kenya rejoint la poignée de pays qui souhaitent imposer la vaccination contre le Covid-19 à tous leurs citoyens. Mais tandis qu'un État comme l'Indonésie a administré 224,9 millions de doses à ses 273,5 millions d'habitants, le Kenya, lui, n'a injecté que 6,5 millions de doses, pour une population totale de 53,8 millions de personnes.

Plus de 95 % des formes graves de Covid qui encombrent les hôpitaux sont contractées par des personnes non vaccinées.

D'autres pays africains [ont adopté des mesures similaires]. Le gouvernement zimbabwéen a imposé la vaccination à ses 500 000 fonctionnaires ; en Ouganda, tous les soignants et les enseignants doivent eux aussi être vaccinés, et le gouvernement ne rouvrira pas les écoles – fermées depuis mars 2020 – tant que l'ensemble du personnel scolaire ne sera pas immunisé. Le gouvernement sud-africain envisage quant à lui de rendre la vaccination obligatoire pour certains événements, notamment un concert de Justin Bieber prévu l'an prochain.

[Au Kenya], plus de 95 % des formes graves de Covid qui encombrent les hôpitaux sont contractées par des personnes non vaccinées, a expliqué le ministre de la Santé kényan pour justifier sa mesure. Il a ensuite annoncé la tenue d'une campagne de vaccination de dix jours, à partir du 26 novembre. En dix jours à peine, le Kenya devra immuniser les 95 % de sa population qu'il n'a pas pu vacciner complètement au cours des derniers mois, entravé par les pénuries de vaccins et de seringues.

Si le gouvernement ne parvient pas à augmenter sensiblement le rythme de la vaccination d'ici au 21 décembre, les Kényans devront peut-être affronter de nouveau les forces de l'ordre, chargées de garantir le respect des règles sanitaires, comme ce fut le cas pour le confinement et le couvre-feu. Il y a près de deux ans, lors de précédentes mesures, au moins vingt décès avaient été attribués à des violences policières.

Le 20 octobre, pendant les commémorations de Mashujaa [le jour des héros], le ministère de la Santé avait annoncé vouloir administrer 10 millions de doses avant la fin de l'année. Or cela représente moins de 20 % des citoyens non vaccinés, qui devront bientôt présenter un certificat pour accéder aux services publics.

À l'instar de tous les Kényans qui n'auront pas pu recevoir le vaccin dans les temps, Monica Njeri risque d'être laissée de côté par son gouvernement, comme lorsque l'État avait verrouillé le pays sans proposer de solution de secours à ceux qui, comme elle, ne pouvaient pas télétravailler. Alors elle persévère : *"Je vais continuer de tenter ma chance."*

—Soila Kenya
Publié le 27 novembre

SOURCE

THE CONTINENT
Johannesburg
Hebdomadaire
mg.co.za/thecontinent/
C'est au cœur d'un monde bouleversé par la pandémie de Covid-19 que *The Continent* s'est lancé, en avril 2020, avec l'ambition de réunir *"les meilleurs des reportages"* faits aux quatre coins du continent. Hebdomadaire adossé au très réputé *Mail & Guardian*, il est disponible gratuitement au format PDF, et pensé pour être partagé sur les réseaux sociaux.



• Dans dix ans, la France sera-t-elle encore une démocratie ? Un régime autoritaire ?

• Les Français veulent-ils être dirigés par un homme fort ?

• Le recours à la violence est-il compréhensible ?

• Les élections sont-elles faussées ?

• Voter est-il encore utile ?

• Faut-il contrôler les médias et les journalistes ?

Un numéro historique

Challenges

La grande enquête qui dérange

IL FAUT SAUVER LA DÉMOCRATIE

61% des Français l'estiment en danger



à la une



Le mot circule un peu partout, aux États-Unis et désormais en Europe, notamment en France. Mais de quoi *woke* est-il le nom ? Désigne-t-il encore une prise de conscience de l'injustice sociale et du racisme ? Ou est-il une caricature des idées et politiques "inclusives" d'une partie de la gauche, comme le dénoncent ses détracteurs conservateurs, qui s'en servent comme d'une insulte ? Il est au centre d'un débat de plus en plus dur et violent, voire impossible. La manière dont on enseigne l'histoire est au cœur de cette bataille.

COMMENT WOKE EST DEVENU UN GROS MOT

Un concept qui s'est vidé de son sens

Pour ce chroniqueur progressiste américain, woke est devenu une coquille vide. Plus personne ne revendique ce terme : il ne sert que d'épouvantail.

—The Washington Post *(extraits)*
Washington

Autrefois, le mot woke avait plus ou moins un sens. Mais aujourd'hui, ce n'est plus qu'un concept vide, une insulte passe-partout que dégainent les conservateurs acharnés, les affabulateurs antivax, les journalistes indolents et tous ceux qui ne s'intéressent pas à notre histoire. Il est temps d'arrêter ce manège.

En accusant les démocrates de wokisme, les républicains tentent d'imposer ce mot comme synonyme d'"antiaméricanisme" et insinuent que les Africains-Américains et les autres minorités ethniques représentent une menace pour les Blancs. Certains commentateurs de l'élite renchérissent, s'efforçant de façon ridicule de prouver leur supposé anti-élitisme et leur populisme [au sens américain, ce terme ce n'est pas péjoratif]. Ceux qui reconnaissent le passé raciste des États-Unis sont également taxés de wokisme par ceux qui préfèrent ignorer les faits, dérangeants et irréfutables.

Tout cela n'est qu'une vaste escroquerie, et on doit à Aaron Rodgers, star de l'équipe [de football américain] des Packers de Green Bay (Wisconsin), de l'avoir mise en évidence. La semaine dernière, on a appris que le joueur avait refusé de se faire vacciner contre le Covid-19 – et qu'il avait menti sans vergogne sur le sujet. Au lieu d'assumer la responsabilité de ses actes et de ses paroles, Rodgers a prétendu être "*dans le viseur de la clique* woke", ajoutant qu'il allait rétablir la vérité – enfin, pas tout à fait encore – avant que "*la 'cancel culture' ne lui porte le coup de grâce*". Réussir à caser "*clique* woke" et "*cancel culture*" dans la même phrase lui vaudrait bien quelques points bonus au concours de l'autovictimisation.

"RESTER ÉVEILLÉ" SIGNIFIAIT S'IMPLIQUER DANS LES ENJEUX D'INTÉRÊT PUBLIC, ÊTRE UN CITOYEN ACTIF ET S'ÉVERTUER À FAIRE ENTENDRE SA VOIX.

Comme tant d'autres néologismes qui se diffusent dans la société, woke est né dans la communauté africaine-américaine. Bien qu'il dérive évidemment du mot *awake* [littéralement "éveillé"], sa définition a toujours été un peu floue. Être woke signifiait au départ avoir conscience de l'injustice sociale et du racisme. Puis le sens s'est enrichi pour englober la bonne connaissance de l'histoire américaine et du rôle joué par l'esclavage, les lois ségrégationnistes Jim Crow et la discrimination systémique au fil des siècles. Mais woke pouvait aussi désigner ceux qui se tenaient informés de la situation politique et culturelle [des États-Unis], tout simplement.

Qu'y a-t-il de mal à cela ? "Rester éveillé" signifiait s'impliquer dans les enjeux d'intérêt public, être un citoyen actif et ne pas renoncer à faire entendre sa voix. Dans son acception – ou ses acceptions – initiale(s), être woke était clairement une bonne chose.

Guerre culturelle. Mais comme bien d'autres néologismes, woke a décliné après son heure de gloire. Il a rempli son devoir d'éveil des consciences puis a commencé à dépérir. Aujourd'hui, à ma connaissance, plus aucun Américain noir, progressiste, démocrate ou LGBTQ, ni aucun autre représentant de la soi-disant "clique woke" n'emploie ce mot. Jamais.

En revanche, les politiques de droite l'utilisent – comme une arme, en toute malhonnêteté. Les républicains l'abattent telle une massue sur les démocrates, en particulier les progressistes. Les conservateurs et les chambres d'écho des médias d'extrême droite se sont également emparés du concept, espérant déclencher une guerre culturelle autour de la question des pronoms de genre. J'ai été élevé dans l'idée qu'appeler les gens par le pronom qu'ils ont choisi – elle, iel, peu importe – est une simple question de politesse. Mais dans les rangs de la droite, on estime que respecter la façon dont les gens veulent être désignés relève du wokisme, et qu'une telle attitude est à la fois inappropriée et dangereuse – allez savoir pourquoi.

Ce qui m'exaspère le plus, c'est de constater que certains journalistes, qui devraient faire preuve d'un peu plus de bon sens, se mettent à utiliser ce terme comme un raccourci, sans interroger et encore moins remettre en question le discours de la droite. Certains médias affirment que c'est le wokisme de l'école publique en Virginie qui a offert la victoire au futur gouverneur républicain Glenn Youngkin face au démocrate Terry McAuliffe [début novembre], au terme d'une élection très serrée. Ils ne se donnent pas la peine de signaler que ce n'est pas la théorie critique de la race qui est enseignée en Virginie [comme l'affirment certains détracteurs du mouvement woke], mais simplement une version honnête de l'histoire des États-Unis, incluant le positif comme le négatif. Et si apprendre l'histoire de son pays est condamnable, alors la situation est grave.

Peut-être Aaron Rodgers nous a-t-il rendu un fier service en tentant – de manière flagrante et cocasse – de dissimuler ses mensonges derrière la menace imaginaire d'une "*clique* woke". Peut-être a-t-il fait comprendre à certains Américains que le wokisme sert aujourd'hui d'écran de fumée pour camoufler la malhonnêteté, l'imprécision et la paresse d'esprit.

Alors, la prochaine fois que quelqu'un vous accuse de wokisme, demandez-lui d'expliquer précisément ce qu'il entend par là. La réponse risque de se faire attendre.

—Eugene Robinson
Publié le 8 novembre

SOURCE

THE WASHINGTON POST
Washington, États-Unis
Quotidien, 475 000 ex.
washingtonpost.com
Le grand quotidien de la capitale américaine est l'un des titres les plus influents de la presse mondiale. Traditionnellement au centre droit, *The Washington Post* se distingue par sa couverture de la vie politique américaine, ses analyses, ses reportages, ainsi que par ses chroniqueurs de tous bords politiques. Depuis le rachat par le patron d'Amazon, Jeff Bezos, le *Post* a mis l'accent sur les nouvelles technologies.

← *Dessin de* **André Carrilho** *paru dans* **Granta,** *Portugal.*

Polémique

Qu'est devenu le "politiquement correct" ?

●●● Le terme woke a suivi une trajectoire similaire à l'expression "politiquement correct", en vogue à partir des années 1980 aux États-Unis, souligne dans le **New York Times** le linguiste John McWhorter, professeur à l'université Columbia. Né dans le milieu académique, le "politiquement correct" reposait sur une reconnaissance de l'oppression dont certaines minorités pouvaient faire l'objet et entendait corriger les effets stigmatisants ou discriminants de la langue. Ce courant a donné naissance à de nouveaux mots comme "malvoyants" ou à de nouveaux usages comme celui d'"Africains-Américains". Pour ses contempteurs, ces néologismes relevaient d'une novlangue destinée à euphémiser la réalité. Outre-Atlantique, rappelle le linguiste, les tenants du politiquement correct, à gauche, *"avaient tendance à considérer leurs opposants avec mépris"*, ce qui a conduit la droite *"à tourner le politiquement correct en dérision en usant abondamment de l'abréviation péjorative PC"*. Le terme a fini par disparaître, mais la polémique se rejoue aujourd'hui autour du phénomène woke.—

Lexique

Des mots pour le dire

Au début de novembre, le New York Times s'est fendu d'un long article pour rendre plus explicites quelques expressions nouvelles et autres usages linguistiques devenus populaires à gauche dans le sillage des manifestations Black Lives Matter. Florilège.

Si la locution *people of color* (ou *person of color*) est ancienne, son usage est redevenu courant aux États-Unis à partir des années 1980 pour remplacer les termes "non-blancs" ou "minorités", jugés négatifs. Puis est apparu l'acronyme **Bipoc** (*Black, Indigenous or other people of color*, "Noirs, Amérindiens ou autres personnes de couleur") pour insister sur la gravité des injustices raciales subies par les Noirs et les Amérindiens. Mais cet acronyme est peu clair, souligne le *New York Times*, *"certains pensent qu'il désigne les personnes de couleur bisexuelles"*. De plus, il est assez peu utilisé par les Africains-Américains et les Amérindiens eux-mêmes. Quant aux Latinos et aux Asiatiques-Américains, ils se demandent souvent s'ils font bien partie des *"autres personnes de couleur"*, note le journal.
Latinx est le nouveau terme neutre et inclusif qu'on emploie pour désigner une personne d'ascendance latino-américaine, au lieu de se contenter du terme générique masculin *Latino*. Le terme *Latinx* permet, de plus, d'inclure les personnes qui ne s'identifient ni comme homme ni comme femme.
L'usage du sigle **Aapi** pour *Asian Americans and Pacific Islanders* ("Asiatiques-Américains et îliens du Pacifique") s'est accru aux États-Unis à la suite de la vague de racisme antiasiatique liée à la pandémie de Covid-19.
Il existe également de nouvelles locutions comme **birthing parent** ("parent de naissance") ou **pregnant people** ("personne enceinte"), qui permettent *"de contourner le terme 'mère' et d'inclure les personnes trans"*, explique le quotidien.
Enfin, de nouveaux concepts sont aussi entrés dans le langage courant, comme celui de **biais implicites,** pour désigner les préjugés racistes sexistes ou âgistes automatiques et inconscients. Il y a encore **microagressions,** qui désigne des paroles ou des comportements en apparence banals perçus comme blessants ou offensants. Quant aux expressions **racisme systémique** et **racisme structurel,** elles ont largement dépassé les frontières américaines et font débat jusqu'en France.—

Réactions

UN PETIT TOUR ET PUIS S'EN VONT

Dix jours après son lancement, l'université d'Austin annonçait la démission de deux figures importantes : Steven Pinker et Robert Zimmer, respectivement professeur de psychologie à Harvard et président de l'université de Chicago. Le premier, parmi les intellectuels les plus connus aux États-Unis, a fait valoir qu'il partait en bonne entente avec les responsables de la nouvelle université et préférait se consacrer à d'autres projets. Le second n'a, lui, pas fait mystère de ses divergences avec *"un certain nombre de déclarations [faites par ces responsables] au sujet de l'enseignement supérieur en général"*. Un mauvais signe pour une institution qui affiche son ambition de dépasser les clivages au sein du *"champ de mines qu'est devenu le monde universitaire [américain] en 2021"*, souffle le site **Politico.**

↗ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

À AUSTIN, BIENTÔT UNE UNIVERSITÉ ANTIWOKE

En juillet 2020, la journaliste Bari Weiss est devenue une héroïne de la droite américaine en quittant le *New York Times*. Elle a lancé un projet d'université libre au Texas, vouée à *"la recherche intrépide de la vérité"*.

—La Presse *(extraits) Montréal*

Au début de l'année, l'Américaine de 37 ans [Bari Weiss] a rejoint d'autres journalistes en rupture de ban, dont Glenn Greenwald et Andrew Sullivan, sur la plateforme Substack. Elle y publie depuis une lettre d'information dans laquelle elle s'exprime en toute liberté (et lucrativement) sur la censure, la culture du bannissement (*cancel culture*) et les autres dérives attribuées au wokisme.

Le 8 novembre, elle a créé la surprise en annonçant la fondation de la première université antiwoke. *"Nous sommes fatigués de nous plaindre de l'échec de l'enseignement supérieur. Nous avons décidé de faire quelque chose. Nous annonçons une nouvelle université vouée à la recherche intrépide de la vérité : @uaustinorg"*, a-t-elle tweeté.

Son gazouillis était accompagné d'un lien vers son compte Substack, où le premier président de l'université d'Austin, Pano Kanelos, signe un texte expliquant la raison d'être de l'établissement.

L'UNIVERSITÉ PRÉVOIT D'OFFRIR L'ÉTÉ PROCHAIN UN PROGRAMME INTITULÉ "COURS INTERDITS".

"Ce n'est pas seulement que nous laissons tomber les étudiants en tant qu'individus, nous laissons tomber la nation. Notre démocratie est en train de s'effondrer, en grande partie parce que notre système éducatif est devenu illibéral et produit des citoyens et des dirigeants qui sont incapables de participer aux activités essentielles de la gouvernance démocratique et ne veulent pas le faire", écrit-il après avoir dénoncé le *"harcèlement"* qui a poussé des professeurs à quitter leur université.

La liste des administrateurs et conseillers fondateurs de l'université d'Austin est un Who's Who de la critique de la gauche américaine et de la façon perverse dont ses préoccupations – diversité, intersectionnalité, équité, etc. – ont contaminé, selon eux, la société, et tout particulièrement l'université. Outre les journalistes Bari Weiss et Andrew Sullivan, on y trouve notamment l'historien Niall Ferguson, le dramaturge David Mamet, l'économiste Glenn Loury, l'entrepreneur Joe Lonsdale et la militante Ayaan Hirsi Ali.

Font également partie du groupe Peter Boghossian, ex-professeur de philosophie à l'université d'État de Portland, et Kathleen Stock, ex-professeure de philosophie à l'université de Sussex. Le premier a démissionné en septembre en dénonçant une université qui *"a transformé un bastion de la libre-pensée en une manufacture de justice sociale"*. L'autre a démissionné en octobre après avoir été accusée de transphobie.

L'université d'Austin n'a pas encore de campus dans la capitale du Texas. Elle n'est pas encore accréditée et n'est pas encore autorisée à fonctionner comme un établissement privé d'enseignement supérieur. L'université prévoit néanmoins d'offrir l'été prochain un programme intitulé "Cours interdits", où les étudiants seront encouragés à débattre des *"questions les plus provocantes, qui conduisent souvent à la censure ou à l'autocensure dans de nombreuses universités"*. Selon ses promoteurs, un programme de maîtrise en entrepreneuriat et leadership sera offert à partir de l'automne 2022, et un programme complet de premier cycle suivra à l'automne 2024.

Pourquoi les fondateurs de l'université d'Austin ont-ils choisi la capitale du Texas? La réponse se trouve sur le site Internet de l'établissement : *"Si c'est assez bon pour Elon Musk et Joe Rogan, c'est assez bon pour nous."* Le patron de Tesla a annoncé en octobre le déménagement du siège de son entreprise de Palo Alto, en Californie, à Austin. Quant à l'humoriste et animateur, il y vit depuis plus d'un an.

L'annonce de Bari Weiss a suscité des réactions partagées. Des conservateurs ont salué cette initiative, qui survient au moment où *"l'élite universitaire a besoin d'être secouée"*, pour reprendre les mots de Ross Douthat, une des plumes conservatrices du *New York Times*. Mais même des commentateurs sympathisants à la cause de cette université ont exprimé un certain scepticisme sur la faisabilité du projet. Au-delà de l'enjeu du financement, comment convaincre des étudiants de s'inscrire dans une université qui n'est pas encore accréditée et dont les diplômes, le cas échéant, auront une valeur incertaine?

En attendant, les critiques de Bari Weiss et consorts, déjà nombreux, s'en sont donné à cœur joie, qualifiant l'université d'Austin de *"Fox News de l'enseignement supérieur"* ou, pis encore, la comparant à la Trump University.

—Richard Hétu
Publié le 15 novembre



La gauche fera les frais de cette idéologie

Devenu le parti d'une élite culturelle, le Parti démocrate risque de se mettre à dos beaucoup d'électeurs américains en voulant imposer les idées woke, avertit ce chroniqueur conservateur.

Controverse

L'HISTOIRE EN DÉBAT

Essais, photographies, poèmes pour éclairer l'histoire et les conséquences de l'esclavage aux États-Unis, *The 1619 Project*, publié en novembre, amplifie le "Projet 1619" lancé par le **New York Times Magazine** en août 2019. *"L'esclavage est souvent considéré comme le péché originel de l'Amérique. Bien plus que cela, il est l'origine même du pays"*, avançait le magazine. Nikole Hannah-Jones a reçu le prix Pulitzer pour avoir coordonné ce projet, qui a fait naître une énorme controverse. Des historiens l'ont critiqué, les conservateurs l'ont éreinté : *"La théorie critique de la race, le* Projet 1619 *et la croisade contre l'histoire américaine sont une propagande toxique, un poison idéologique"*, avait déclaré Donald Trump, qui en 2020 avait lancé en réaction une "commission 1776" pour promouvoir *"une éducation patriotique"* axée sur l'indépendance du pays.

—The New York Times *(extraits) New York*

L'un des principaux problèmes du Parti démocrate est qu'il se considère encore comme le parti des opprimés. Mais depuis l'avènement de l'ère de l'information, il est aussi devenu le parti de l'élite, surtout dans le domaine de la culture.

Les démocrates dominent les grands générateurs de culture de notre société : les universités prestigieuses, les médias respectables, l'industrie du divertissement, les grandes entreprises technologiques et les hauts lieux de l'élite, comme Manhattan, San Francisco et Los Angeles. En 2020, Joe Biden a obtenu la majorité dans environ un comté du pays sur six, mais ces comtés génèrent à eux tous autour de 71 % du PIB des États-Unis.

LE WOKISME COMPREND L'IDÉE QUE LA SOCIÉTÉ EST FONDAMENTALEMENT UN CHAMP DE BATAILLE ENTRE OPPRESSEURS ET OPPRIMÉS.

Au fur et à mesure que les démocrates ont accentué leur prédominance dans l'économie et la culture, des élèves de grandes écoles privées et des étudiants d'universités hors de prix se sont rangés de façon ostentatoire du côté des opprimés. Cela a eu des retombées positives en poussant la société à intensifier son combat contre les injustices sociales et raciales. Mais malheureusement, une idéologie tacite (parfois appelée "wokisme") est venue se greffer sur cette lutte.

Organe de résistance. Cette vision du monde comprend l'idée que la société est fondamentalement un champ de bataille entre oppresseurs et opprimés, que l'identité d'une personne est principalement le reflet de l'identité d'un groupe, et que l'histoire des États-Unis s'est fondée sur l'esclavage.

Étant donné que les progressistes sont aux commandes de la culture (dont certaines des plus grandes institutions éducatives et les principaux syndicats enseignants), leurs idées imprègnent les écoles, les musées, les films et, de plus en plus, les prises de position publiques des grandes entreprises.

Le Parti républicain, comme beaucoup de partis populistes de droite dans le monde occidental, est devenu un immense organe de résistance contre les élites de la culture, des → 34



33 ← villes et de l'information. Le républicain Glenn Youngkin, qui vient d'être élu gouverneur de Virginie [un revers cuisant pour les démocrates], s'est fait le porte-parole de cette résistance lorsqu'il a déclaré : "*J'estime que les parents doivent pouvoir décider de la façon dont leurs enfants sont éduqués.*"

Dès lors que les démocrates semblent approuver le contrôle de l'enseignement par l'establishment éducatif et minimiser le rôle des parents, une réaction est inévitable. Une partie de cette réaction est du racisme pur et simple, mais la plus grande partie est un regimbement contre la domination par les élites et contre cette idéologie tacite. Le résultat du scrutin en

LES DÉMOCRATES DEVRAIENT ROMPRE AVEC CETTE ANTIENNE D'UN CONFLIT ÉTERNEL ENTRE RACES, CLASSES, CULTURES OU IDÉOLOGIES.

Virginie montre une fois de plus que la résistance contre les élites peut se révéler une force puissante pour propulser les républicains vers la victoire. Dans les semaines qui ont précédé l'élection de Youngkin, l'éducation était devenue l'un des principaux sujets de préoccupation des électeurs de Virginie.

Ordre pluraliste. Le verdict des urnes donne également un nouvel éclairage au phénomène Donald Trump. Trump était nécessaire pour faire éclater le vieux Parti républicain et le transformer en avant-garde de la résistance contre les élites. Mais en 2020, avec sa moralité de plus en plus douteuse et tout le reste, il a aussi freiné les républicains. S'ils parviennent à trouver des candidats opposés à l'oligarchie bleue [la couleur des démocrates] mais sans trop de bagages trumpiens, les républicains pourront séduire certains électeurs de Biden. Les démocrates seraient avisés de reconnaître qu'ils détiennent un immense pouvoir social et culturel, et d'assumer les responsabilités qui accompagnent un tel pouvoir en adoptant ce que j'appellerais "un progressisme pour toute la nation".

L'Amérique est profondément divisée sur de nombreux plans : économique, régional, racial et confessionnel. Le travail des dirigeants est de rester au-dessus de ces déchirements et de chercher à les guérir. Pas d'imposer leurs valeurs à tous les autres. Leur travail est de défendre un ordre pluraliste dans lequel des communautés différentes peuvent définir leurs propres valeurs.

Les démocrates devraient adopter une vision morale positive. Et en premier lieu, rompre avec l'idée que nous sommes enfermés dans un éternel conflit entre classes, cultures, races ou idéologies. Ils devraient rejeter la posture de combat et tout ce qui la caractérise : penser en termes "eux/nous", exagérer la malveillance de l'autre moitié du pays, *recourir à des stéréotypes essentialistes primaires pour se catégoriser soi-même et catégoriser autrui.*

En faisant cela, ils offriraient une vision d'unité. Une unité fondée sur l'acceptation de l'humanité complexe de chaque personne, la reconnaissance du fait que chacun s'efforce de créer une vie qui a du sens. Cette vision refuserait le racisme, force de déshumanisation la plus puissante qui soit, mais aussi tout acte visant à contrôler le marché des idées ou à intimider ceux qui professent des opinions contraires. Elle écarterait toute idée ou mouvement qui réduirait des êtres humains complexes à une identité de groupe. Elle défendrait l'intégration raciale, économique et idéologique et s'opposerait au séparatisme, en critiquant par exemple la façon dont les conservateurs sont souvent exclus des institutions culturelles dominées par les élites.

Si les démocrates donnent l'impression de soutenir les soldats d'une culture d'élite contre ceux d'une culture de masse ou de vouloir imposer les valeurs des grandes villes, ils seront mis en déroute. Ils doivent être vus comme des champions de toute la nation.

—David Brooks
Publié le 4 novembre

L'auteur

Chroniqueur de longue date du *New York Times*, **DAVID BROOKS** est de tendance conservatrice mais il s'est opposé à Donald Trump, soutenant Hillary Clinton en 2016. Il est connu pour avoir inventé le néologisme "bobo" (bourgeois bohème), dans un livre publié en 2000.



↗ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

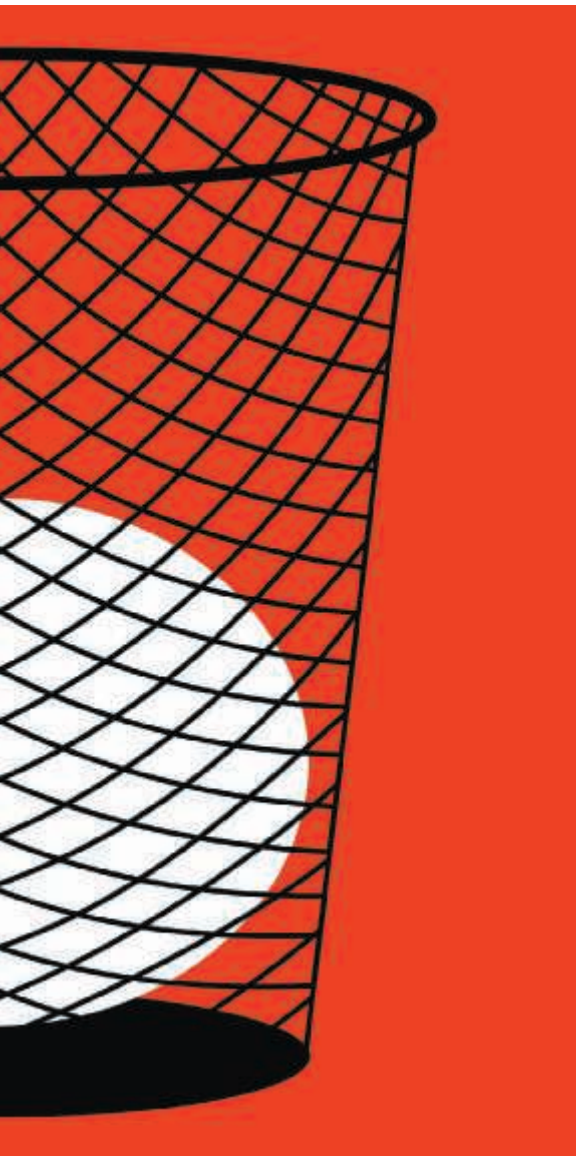
EN FRANCE, L'ÉTAT À LA POINTE DE LA RÉSISTANCE ANTIWOKE

Pour la presse américaine, la virulence avec laquelle l'Hexagone se défend politiquement contre le wokisme est révélatrice des antagonismes du pays.

Zoom

Un nouveau puritanisme?

●●● Des professionnels licenciés ou contraints de démissionner du jour au lendemain, à la suite d'un propos jugé offensant ou d'une accusation contre laquelle ils considèrent ne pas avoir eu la possibilité de se défendre : c'est, si l'on en croit Anne Applebaum, la situation que vivent un nombre croissant d'Américains. Cette journaliste spécialiste de l'Europe de l'Est, lauréate du Pulitzer en 2004 pour son essai *Goulag. Une histoire* (Folio), s'inquiète d'un phénomène où elle voit une réminiscence de l'époque de la "chasse aux sorcières" aux États-Unis. Dans "Les nouveaux puritains", un long article de **The Atlantic**, elle rapporte avoir échangé avec une dizaine de personnes – ou leurs proches – à qui il a été publiquement reproché d'avoir enfreint *"des codes sociaux relatifs à la race, au sexe, au comportement personnel, et même à l'humour, qui n'existaient peut-être pas il y a cinq ans, voire cinq mois"*. Certains *"ont commis une énorme erreur de jugement"*, quand d'autres n'ont d'après la journaliste *"rien fait du tout"*. Mais dans tous les cas, le fait qu'il soit possible de *"juger et condamner sans procès ni pitié"* devrait "*profondément troubler les Américains*", affirme Applebaum.—



Quand le **New York Times** publie un article sur la France et le wokisme, le ton devient vite assez grave. Selon le grand quotidien américain, l'Hexagone se sent aujourd'hui menacé, voire agressé par les concepts importés des universités américaines. Ainsi, en rendant compte du récent débat sur le pronom neutre "iel", qui venait d'être inclus dans Le Robert en ligne, le journal titrait : *"Pour la France, un pronom non binaire est le signe d'une attaque américaine contre la république"*.

En cause : la virulence de la réaction en France, mobilisant de la Première dame au ministre de l'Éducation nationale, et qui s'est achevée par un appel à l'Académie française pour qu'elle s'empare du sujet ; ainsi que les difficultés d'adaptation au non-binaire d'une langue *"extrêmement genrée et vigoureusement défendue par de hautes autorités"* ; mais in fine, surtout, l'ambition universaliste française qui ne tient pas compte des réalités du pays : *"La France, un pays où il est interdit à l'État de procéder à la collecte de statistiques ethniques, est inquiète de l'ascension de la politique américaine de la race et du genre"*, écrivait le *Times*, en faisant référence à l'offensive anti-"iel" lancée par un député de la majorité, estimant que *"le modèle français 'guide' les citoyens vers certaines identités de genre binaires en niant l'existence d'autres possibilités"*.

Dans d'autres pays d'Europe, le débat sur le woke fait rage. Mais si la France sort du lot, c'est aussi parce que la résistance y est une affaire menée depuis le sommet de l'État, voulue par le président de la République et chapeautée par Jean-Michel Blanquer. Le ministre de l'Éducation nationale, constatait **Politico** en octobre, à la suite du lancement du groupe de réflexion Le Laboratoire de la République, a été chargé par Emmanuel Macron d'une *"mission antiwoke"*.

La détermination française s'explique surtout, selon l'édition européenne du site américain, par le fait qu'Emmanuel Macron ne peut plus ignorer l'importance prise par Éric Zemmour, qui a fait des attaques contre le politiquement correct un de ses fonds de commerce. Toutes les initiatives – la critique par Macron de certaines théories des sciences sociales américaines ou les diatribes de Blanquer – devraient être lues dans ce contexte-là : *"Pour une grande partie de l'establishment, la laïcité telle qu'elle est pratiquée par la France transcende la race, le genre et la religion et est authentiquement égalitaire. Mais pour ses détracteurs, cette même laïcité met en avant un idéal blanc et chrétien qui perpétue la discrimination dont sont victimes les minorités."*

De l'autre côté de l'échiquier politique américain, le **Washington Examiner** note lui aussi qu'il y a un sujet wokisme en France, mais se montre plus compréhensif vis-à-vis des mouvements de résistance hexagonaux. *"Si la France partage les fondations culturelles des États-Unis et se considère comme le plus vieil allié de l'Amérique, elle subit de plus en plus de pressions en faveur de la préservation de son identité distincte et de ses traditions laïques."* Pour cet hebdomadaire conservateur, la France *"tente de suivre un cap qui accepte une partie du changement sans le basculement totalitaire que réclament certains des partisans de la réforme aux États-Unis"*. D'où l'attitude du président désireux d'être réélu, qui a fini par *"se donner bien du mal pour mettre en avant la France 'd'abord'"*.

Pour l'*Examiner*, la révolution culturelle provoquée par les politiques identitaires influence la vie publique en France depuis longtemps déjà, et prend aujourd'hui notamment la forme d'un conflit entre générations, comme aux États-Unis : *"Au sein des grands médias de gauche, 'l'esprit Charlie' n'est plus en odeur de sainteté auprès d'une nouvelle génération d'auteurs français et de leurs lecteurs."*

Et l'opinion des Français ? Après une tribune de militaires dans *Valeurs actuelles*, l'hebdomadaire américain cite un sondage d'avril 2021 : 74 % des personnes interrogées pensent que l'antiracisme a l'effet contraire à celui escompté. D'un autre côté, le directeur de l'Ifop France, Frédéric Dabi, cité par le **Daily Telegraph** à Londres, déclare : *"Un tiers des jeunes Français pensent qu'il y a un 'racisme d'État' et 40 % que les 'inégalités de genre sont systémiques' : ils pratiquaient déjà le wokisme sans le savoir."*

REVUE DE PRESSE

—Courrier international

Débat

BRUXELLES CONTRE NOËL ?

Fin novembre, les médias européens ont signalé l'existence d'un document de la Commission européenne dans lequel sont prodigués des conseils à ses fonctionnaires à propos du langage correct à employer pour ne pas discriminer sur la base du sexe, de la race ou de la religion. Plusieurs titres reprochent à Bruxelles de vouloir *"interdire d'utiliser 'Monsieur' ou 'Madame' dans les mails"*, mais aussi *"de ne pas vouloir qu'on s'adresse au public avec un 'Madame, Monsieur', mais de préférer la formule neutre 'chers collègues'"*. L'exécutif bruxellois préfère aussi que l'on dise *"période de vacances"*, plutôt que *"période de Noël"*. *"Il est évident que derrière cette restructuration du langage se cache une volonté de changer la société européenne, de faire disparaître le christianisme"*, s'insurge **Il Giornale,** le quotidien conservateur italien.

Vu du Royaume-Uni

Boris Johnson, l'antiwoke woké

●●● Boris Johnson avait lancé une *"croisade contre le wokisme"*, dans le sillage des manifestations Black Lives Matter du printemps 2020. Désormais, c'est le Premier ministre britannique lui-même qui est soupçonné d'avoir cédé aux sirènes du mouvement par une partie de la presse. *"Boris Johnson se montre incapable d'arrêter l'assaut du wokisme et dérive vers la gauche"*, déplorait **The Daily Telegraph** en septembre. Le site libertarien **Spiked** reproche au conservateur de s'être entouré de *"conseillers woke"*, en particulier sur les questions liées au genre. *"Le Premier ministre a refusé de dire lors d'une interview s'il pensait que seules les femmes étaient dotées d'un utérus"*, se lamente le tabloïd **Daily Express,** en référence au débat houleux sur les droits trans, qui agite une partie de la société britannique, en particulier les universités.

DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com



"A-t-on encore le droit de ne pas être d'accord ?" Dans un dossier paru en septembre 2020, *Courrier international* se faisait déjà l'écho des vifs débats autour de la *cancel culture* ou "culture de l'effacement".

"L'appel de Blanquer et son homologue québécois contre la 'cancel culture'" Le quotidien québécois **Le Devoir** revient sur la tribune des deux ministres de l'Éducation fustigeant la *cancel culture*. Au risque de froisser le gouvernement canadien.

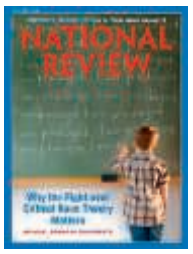
"Écriture inclusive : pourquoi il ne faut pas nous infliger une révision woke du français." Alors qu'une proposition de loi visant à interdire l'écriture inclusive dans l'administration relançait le débat en France, un correspondant britannique appelait à faire disparaître le point médian.



En Californie, des **cours d'études ethniques** au lycée

L'État de Californie est le premier aux États-Unis à rendre obligatoires les cours d'études ethniques. L'objectif : aider les jeunes à comprendre le monde qui les entoure en découvrant les luttes historiques et actuelles de groupes marginalisés.

À la une



MENACE SUR LES ÉCOLES

"Pourquoi la lutte contre la théorie critique de la race est importante", titrait en juillet le magazine conservateur **National Review.** Sur sa couverture, un écolier puni et contraint de copier au tableau : *"Je suis privilégié."* La théorie critique de la race *(critical race theory),* une approche universitaire qui étudie les conséquences des inégalités raciales sur le fonctionnement des institutions, est devenu l'épouvantail des conservateurs. Ils accusent l'école de l'utiliser pour culpabiliser les enfants blancs et leur faire croire qu'ils sont tous racistes.

—Los Angeles Times *Los Angeles*

Qu'est-ce que la colonisation de peuplement? Talaya Poindexter et ses camarades de classe considèrent la question posée. *"C'est lorsqu'un groupe de personnes se rend dans le pays ou le territoire d'un autre groupe, et remplace ses croyances, ses traditions et sa culture par les siennes",* explique Talaya. Les trois autres élèves de son groupe de travail acquiescent.

Quelques jours plus tôt, ces lycéens ont regardé des vidéos et parcouru des articles sur la population autochtone du pays – notamment sur le fait que de nombreuses mascottes d'équipes sportives s'inspirent de leur culture. La veille, raconte Talaya, elle a lu un article qui expliquait que le gouvernement américain avait retiré des enfants autochtones de leurs familles pour les placer de force dans des foyers blancs. *"C'est bouleversant. On l'apprend rarement dans les cours d'histoire normaux",* regrette-t-elle.

Mais ce n'est pas un cours d'histoire normal. C'est un exemple de ce qui attend tous les lycéens californiens qui, à partir de 2030, devront obligatoirement avoir suivi un cours d'études ethniques pour décrocher leur diplôme de fin d'études secondaires.

La classe de Talaya discute de la façon dont l'identité peut être définie par l'origine raciale et ethnique; elle apprend à penser les cinq visages de l'oppression [théorisés par la philosophe américaine Iris Marion Young, 1949-2006]; elle se plonge dans des textes sur les populations amérindiennes qui, autrefois, se sentaient chez elles en Californie.

À une période où les écoles de tout le pays sont l'objet et le théâtre de débats enflammés sur l'enseignement de l'histoire et les questions raciales – et alors qu'au moins douze États ont adopté, ou sont en voie d'adopter, des législations pour brider les discours sur ces questions –, la Californie avance à toute vapeur en direction contraire : elle est le premier État à rendre obligatoire les cours d'études ethniques au lycée.

Le but est d'aider les jeunes Américains à comprendre les luttes historiques et actuelles de groupes marginalisés – Noirs, Latinos, Asiatiques, Amérindiens et autres. Et de les encourager à embrasser une vision plus large de l'histoire, en considérant les perspectives d'autres groupes et cultures.

La législation de l'État autorise les différentes circonscriptions scolaires à adapter leurs cours à leurs communautés. Par exemple, les écoles de l'est du comté de Los Angeles pourront explorer en profondeur le mouvement chicano [terme désignant les Américains d'origine mexicaine]; tandis que les établissements de Glendale [dans le nord de Los Angeles] pourront s'attarder plus particulièrement sur l'immigration arménienne.

Mais ces cours d'études ethniques sont attaqués par des conservateurs et des militants d'extrême droite opposés à la "théorie critique de la race", ce courant de pensée universitaire qui étudie la façon dont le racisme reste ancré dans les institutions, les politiques et la législation

américaines. Et en Californie aussi, ses détracteurs envahissent les réunions des conseils d'établissement pour protester.

À mille lieues de ces cris de colère et des querelles politiques, à Culver City [à l'ouest de Los Angeles], les lycéens de la classe de Talaya discutent respectueusement, mais ouvertement, des questions raciales, du pouvoir et du colonialisme pendant tout un semestre. Après avoir parlé de la colonisation de peuplement, Talaya et ses camarades se séparent pour former d'autres petits groupes et passent à la question suivante : quel type de réparations pourraient être offertes aux communautés autochtones?

"Les Amérindiens ont moins de patrimoine que les Blancs à transmettre à leurs descendants, alors je pense que le versement de réparations est un moyen de rendre les choses plus équitables", commente Ariana Moss, 16 ans. Elle souligne que les populations autochtones ont davantage de difficultés à trouver un emploi. Mason Merriwether, 16 ans elle aussi, poursuit. *"Nous pourrions commencer par considérer les terres avec leurs yeux : pour nous, ce sont des biens à posséder, or, pour eux, c'est une source de vie." "Je sais qu'ils sont fermement opposés aux forages pétroliers sur leurs réserves,* intervient Ariana, *alors on pourrait arrêter d'en faire. Les forages sont un grand manque de respect envers leurs terres. Il n'est pas acceptable de continuer."* Mason acquiesce.

Plus tard, Kimberly Young pose une question à la classe entière. Parmi les cinq éléments de l'oppression – la violence, l'exploitation, la marginalisation, l'absence de pouvoir et l'impérialisme culturel –, lesquels font partie de la colonisation de peuplement?

LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT AUTORISE LES DIFFÉRENTES CIRCONSCRIPTIONS SCOLAIRES À ADAPTER LEURS COURS À LEURS COMMUNAUTÉS.

"Le génocide est un élément de la colonisation de peuplement, répond un élève. *Il conduit à la violence."* Un autre élève inclut l'ensemble des cinq éléments : *"Pour prendre les terres d'un peuple, il faut le rendre impuissant, l'exploiter, détruire sa culture, le marginaliser, tout cela dans la violence. Donc les cinq visages de l'oppression vont de pair avec la colonisation. La colonisation est une oppression." "Bravo,* lâche Kimberly Young, *tout est là!"*

Kimberly Young, qui a fait ses études à l'université de Californie à Berkeley, travaille comme enseignante depuis quinze ans. Et cela fait six ans qu'elle donne des cours d'études ethniques. Aujourd'hui, elle est rompue aux discussions qui remettent en question les discours dominants sur l'histoire. *"Je demande à mes élèves de porter un regard critique sur le monde qui les entoure. Ils s'en sortent brillamment!"* souligne-t-elle.

Ces derniers temps, l'enseignante perçoit un certain malaise lors des discussions sur les problématiques raciales : élèves comme professeurs craignent de dire quelque chose qu'il ne faut pas. Elle s'efforce de mettre à l'aise ses élèves pour qu'ils se sentent libres de poser les questions qu'ils veulent. Et elle se sert de sa propre identité, à la fois noire et mexicaine, pour aider les jeunes à parler d'eux-mêmes. Elle souligne : *"Souvent, quand on aborde les questions raciales, on pense aux problèmes, aux inégalités, à des choses bien réelles dans notre société. Mais il existe aussi tant de choses magnifiques, tant d'éléments que notre culture est allée puiser dans celle des différents groupes raciaux et ethniques."*

Les élèves de sa classe ont des origines très variées – à l'instar de la population de la circonscription scolaire. À la Culver City High School, en effet, 36 % des jeunes sont latinos, 27 % blancs et 16,5 % noirs.

Kimberly Young sait que les questions qui remettent en cause la version eurocentrique de l'histoire peuvent être délicates. Mais, après avoir donné son cours d'études ethniques pendant des années, elle dit qu'elle parvient mieux à encadrer les discussions en classe.

De l'autre côté de Los Angeles, dans le quartier de Westlake, Melina Melgoza salue la législation californienne, qui reconnaît l'importance des études ethniques. *"Nous devons préparer nos élèves à un monde imparfait, parce que c'est la réalité dans laquelle nous vivons."* Comme beaucoup d'enseignants, elle façonne ses cours en fonction de ses élèves, pour qu'ils se retrouvent dans ce qui leur est enseigné, et elle couvre les mouvements latinos qui ont marqué la Californie. L'administration du lycée Edward R. Roybal Learning Center, dont l'effectif est à 88 % latino, soutient vivement son enseignement.

Comme Kimberly Young, Melina Melgoza parle de l'identité et des conséquences de la colonisation de peuplement. Elle se penche longuement sur les mouvements qui ont ponctué l'histoire du pays : le mouvement pour les droits civiques, les luttes des paysans chicanos pour obtenir de meilleures conditions de vie, les femmes et les droits des LGBTQ. Le plus souvent, elle commence son cours en demandant à ses élèves de noter leurs émotions, leurs *pensamientos* – leurs "pensées" – et tout ce qui leur traverse l'esprit.

Ses anciens élèves témoignent que son enseignement a façonné leur vision du rôle de l'origine ethnique dans la société. Karen Reyes, aujourd'hui étudiante à l'université d'État de Californie à Los Angeles, confirme qu'elle se sent plus ouverte d'esprit. Il lui est devenu plus facile de se pencher sur sa propre identité. Mais aussi, après avoir étudié les différentes formes d'oppression, de repérer les injustices de la vie de tous les jours.

Par ailleurs, le cours de Melina Melgoza lui a fait prendre conscience du rôle des biais raciaux dans les inégalités que subissent les personnes de couleur notamment dans l'accès aux soins médicaux. Aujourd'hui, elle aspire à devenir infirmière, mais une infirmière consciente des répercussions du racisme sur les malades. *"Je les écouterai"*, promet-elle.

—Melissa Gomez
Publié le 10 novembre

SOURCE

LOS ANGELES TIMES
Los Angeles, États-Unis
Quotidien, 233 000 ex.
latimes.com
Le géant de la côte ouest. Créé en 1881, c'est le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays et le grand spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement. Détenu par des Californiens depuis l'origine, le titre est racheté en l'an 2000 par le groupe Tribune – propriétaire du Chicago Tribune. En 2018, le Los Angeles Times est vendu à un milliardaire des biotechnologies, qui entend relancer le titre et lui faire prendre le train du numérique.

↖ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

Réactions

Le boom des livres "anti-antiracistes"

●●● *How to Be an Antiracist* ("Comment être antiraciste"), d'Ibram X. Kendi et paru en 2019, s'est vendu à plus de 2 millions d'exemplaires. Les livres "anti-antiracistes" connaissent aussi un grand succès ces derniers temps, rapporte **The New York Times.** Citons par exemple *I Can't Breathe : How a Racial Hoax Is Killing America* ("Je ne peux pas respirer : comment une imposture raciale est en train de tuer l'Amérique"), de David Horowitz. *Blackout : How Black America Can Make Its Second Escape from the Democrat Plantation* ["Black-out : comment l'Amérique noire peut s'échapper pour la seconde fois de la plantation démocrate"], de l'animatrice-chroniqueuse noire de droite Candace Owens, s'est vendu à des centaines de milliers d'exemplaires. D'après le quotidien, les ouvrages de ce type *"représentent désormais un véritable filon".* Et si les grandes maisons d'édition prennent parfois leurs distances vis-à-vis d'auteurs controversés, *"les conservateurs en viennent de plus en plus à créer leur propre écosystème éditorial".*

Dans les écoles, la "guerre des livres"

●●● De plus en plus de parents aux États-Unis cherchent à faire retirer des bibliothèques scolaires et des salles de classe des ouvrages jugés choquants ou susceptibles d'"endoctriner" leurs enfants, relate le **Los Angeles Times.** Notamment des livres évoquant des personnages LGBTQ, ciblés par des pétitions de parents conservateurs. On assiste à une *"guerre contre les livres",* d'après le politologue Richard Price, qui assure que les établissements et les conseils scolaires accèdent de plus en plus aux demandes parentales. Les républicains relaient les exigences de ces parents : le gouverneur du Texas a demandé une enquête sur *"des livres 'pornographiques' [...] dans les établissements publics".* Et il n'y a pas que les conservateurs : *"Des parents de gauche ont aussi cherché à faire retirer des livres des écoles ces dernières années".* Par exemple *Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur* et *Des souris et des hommes, "après que des parents se sont plaints de la manière dont la race et le racisme y étaient évoqués, qui pourrait blesser des élèves".*



UNE TROISIÈME VOIE EST POSSIBLE

Dans le débat sur le wokisme, il est temps d'avoir une position nuancée, plaide ce journaliste du *Financial Times*.

—Financial Times (*extraits*) *Londres*

Nous, les libéraux [centre gauche], nous ne nous emportons pas facilement, d'une manière générale. Mais le débat sans fin sur ce que les gens de droite appellent le wokisme a réussi à me faire monter sur mes grands chevaux.

Si le débat sur le courant woke est si stupide, c'est d'abord parce que personne n'est d'accord sur le sens de ce mot. Le journaliste américain progressiste James McAuley en donne la définition suivante : "*Une conscience accrue des inégalités raciales et de la justice sociale.*" Matthew Goodwin, un politologue britannique conservateur, parle quant à lui de "*sacralisation des minorités raciales, sexuelles et de genre*", tandis qu'Alexandria Ocasio-Cortez, la députée démocrate du Congrès américain, explique dans un tweet : "*Woke est un terme désormais utilisé de façon péjorative par les experts pour faire référence, par euphémisme, aux droits civiques et à la justice.*"

↑ *Dessin de* **Falco**, *Cuba*.

Second problème : il s'agit d'une discussion "fabriquée aux États-Unis", comme tant de questions débattues à l'échelle mondiale, et ultrapolarisée en deux bords opposés, comme tout bon débat américain actuel qui se respecte.

Sur la question, nous, les libéraux, avons notre propre position, ce que l'on peut appeler une "troisième voie". Nous sommes parfois d'accord avec ceux qui partent en croisade pour plus de justice sociale, mais il nous arrive aussi de l'être avec les conservateurs. (Il n'y a que le mouvement identitaire blanc pro-Trump qui se fourvoie complètement.)

En tant que libéral, je suis aux côtés de ceux qui se disent woke quand ils s'en prennent aux structures discriminatoires. Il faut que les Blancs aujourd'hui à la tête d'institutions comprennent que c'est peut-être parce qu'ils sont des hommes blancs qu'ils en sont arrivés là.

Récemment, deux amis blancs au parcours professionnel réussi m'ont bassiné au sujet du courant woke. L'un d'eux se plaignait que, dans sa profession, les femmes et les Noirs s'attendaient désormais à faire facilement carrière, alors que lui avait dû travailler dur. Dans son esprit, c'était lui, la victime. J'admets que dans son cas une prise de conscience (woke) quant à la façon dont fonctionne le pouvoir est nécessaire, car d'autres méritent qu'on leur donne la possibilité d'y arriver.

Les militants qui défendent la justice sociale ont raison de veiller à ce que les femmes et les minorités soient entendues. Ils ont raison quand ils affirment que si les hommes blancs d'un certain âge se lamentent souvent contre le mouvement woke, c'est pour protéger leur propre position. Les adeptes du wokisme ont également raison de vouloir renverser les statues des personnalités racistes, car il ne s'agit pas d'"effacer l'histoire", mais de changer ce que nous honorons. Enfin, lorsque les adeptes du mouvement woke sont accusés de propager la "culture de l'annulation" (*cancel culture*), ils ont raison de rétorquer que les personnes de droite le font aussi.

Dans un district scolaire du Kansas, on vient de retirer des bibliothèques des écoles 29 ouvrages de différents auteurs, dont Margaret Atwood ou Toni Morrison. Par ailleurs, en Virginie, à la suite d'un conseil scolaire [instance qui pilote la politique éducative de chaque district], il a été demandé aux bibliothèques de retirer (autrement dit, de supprimer) tout contenu "*sexuellement explicite*". Deux membres du conseil allant même jusqu'à préconiser un autodafé des livres concernés (l'ordre a ensuite été annulé après avoir été vivement critiqué).

Or il ne s'agit pas de cas isolés qui faussent le débat sur le wokisme. Selon l'organisation de défense de la liberté d'expression PEN America, de janvier à septembre dernier, aux États-Unis, 54 projets de loi ont été présentés devant 24 assemblées législatives de différents États afin d'introduire des restrictions quant à ce que les établissements scolaires peuvent enseigner sur des sujets tels que le racisme, le genre et l'histoire américaine.

D'un autre côté, je suis d'accord avec les conservateurs lorsqu'ils se plaignent d'être bâillonnés par certains "guerriers" de la justice sociale. Le droit à la "sécurité émotionnelle" face à des arguments peu appréciés n'existe pas. Tout ce qu'on peut avoir, c'est une protection contre les discours haineux et les menaces de violence.

LE DISCOURS ANTIRACISTE FAIT LA LOI DANS CERTAINS CAMPUS ET MÉDIAS, MAIS LA SÉGRÉGATION AU QUOTIDIEN EST TOLÉRÉE.

Les conservateurs ont raison de dire que les Blancs doivent être entendus comme tout le monde. Ils ont raison d'affirmer que les membres de la classe ouvrière blanche peuvent être victimes de discriminations fondées sur leur origine géographique, leur accent, leur habillement ou leur religion. Ils ont raison de rejeter les plaintes concernant l'"appropriation culturelle". Après tout, un chanteur blanc est libre de s'inspirer de la musique africaine, et un homme d'écrire sur une femme. Enfin, les conservateurs ont raison de dire qu'aucune carrière ne devrait être stoppée à cause d'accusations sans preuve. Même les statues devraient être déboulonnées par des instances élues, et non par des manifestants.

Une des positions que nous soutenons, nous, les libéraux, c'est que nous estimons que les personnes peuvent penser à titre individuel, et pas seulement en tant que membre d'un groupe identitaire. Nul n'est contraint du fait de ses origines de suivre la ligne qui lui a été léguée par les "leaders" de sa prétendue "communauté" génétiquement déterminée.

Notre objectif devrait être de marginaliser l'ensemble du débat. Le mouvement woke ne doit pas devenir la nouvelle guerre culturelle de notre temps. Il ne façonne pas la vie de la plupart des gens. En Europe, on n'en entend guère parler, sauf sur quelques campus britanniques. Il nous faut nous soucier plus de l'existence de structures économiques et sociales discriminatoires que de l'usage de mauvais termes. C'est aberrant de voir le discours antiraciste faire la loi aux États-Unis dans certains campus et dans certains médias, alors qu'une ségrégation proche de l'apartheid est tolérée dans la vie quotidienne.

Pour Erik Bleich, professeur de sciences politiques au Middlebury College, dans le Vermont, il faut garder deux idées simples en tête, à savoir que la liberté d'expression est essentielle, et qu'il est tout aussi essentiel de comprendre que certaines personnes sont historiquement désavantagées en raison de leur identité. Ce n'est pas plus compliqué que ça !

—Simon Kuper
Publié le 25 novembre

Courrier international






Analyser
les points de vue de l'étranger sur la France

Comprendre
l'actualité du monde

Interpréter
les différents éclairages sur l'histoire

Apprendre
en puisant dans les meilleures sources d'information

Débattre
des grandes questions qui agitent le monde

9,90€ PAR MOIS au lieu de ~~18,23 €~~*

VOTRE ABONNEMENT COMPREND :

1 an
(52 numéros)

+





l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** *sur tous vos supports numériques.*

+

EN CADEAU



Valeur 9,90 €

L'agenda 2022
de *Courrier international*

Bon d'abonnement à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

☐ **Oui, je profite de cette *Offre liberté*** pour **9,90 €** par mois au lieu de ~~18,23~~ €*
et je recevrai ***en cadeau*** **l'agenda 2022** de *Courrier international*.
Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

Réduction de plus de 45%**

☐ **Je préfère régler en une fois 119 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
et je recevrai l'agenda 2022
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/2021auto1
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

RCO21BA1623

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

*Prix de vente au numéro. **Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 30/06/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine.** Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co
En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

⌊_⌊_⌊_⌊ ⌊_⌊_⌊_⌊ ⌊_⌊_⌊_⌊ ⌊_⌊_⌊_⌊ ⌊_⌊_⌊_⌊ ⌊_⌊_⌊_⌊ ⌊_⌊_⌊_⌋
IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire

⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋
BIC – Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à : .....

Le : .....

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international – ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France – 75013 Paris

** Par rapport au prix de vente au numéro.

RCS Paris 344 761 861 000 71

trans-versales. techno

IBM fait un saut de puce vers l'ordinateur quantique

Le dernier processeur quantique d'IBM dépasse pour la première fois les 100 qubits. Mais la course à l'ordinateur quantique est loin d'être finie.



IKON IMAGES

↙ *Dessin d'***Oliver Burston,** *Royaume-Uni.*

—Nature *(extraits) Londres*

Dévoilé le 15 novembre, le tout dernier microprocesseur quantique d'IBM a marqué une étape : doté de 127 bits quantiques [quantum bits, ou qubits], il est le premier de sa catégorie à atteindre les trois chiffres. Toutefois, il ne s'agit que d'une étape dans une compétition sans merci, qui voit l'ensemble du secteur investir des milliards de dollars.

La puce, baptisée "Eagle" [Aigle], représente un pas de plus pour IBM sur la voie censée mener à la création d'un processeur quantique de 433 qubits l'an prochain, puis d'un autre de 1 121 qubits en 2023, le Condor. Des objectifs dans la lignée de ceux que s'est fixés le secteur de l'électronique depuis des décennies dans le domaine de la miniaturisation des puces en silicium, commente Jerry Chow, qui dirige le groupe expérimental d'informatique quantique d'IBM au Centre de recherche Thomas J. Watson, à Yorktown Heights, dans l'État de New York. D'autres entreprises, dont des géants comme Google et Honeywell, ainsi qu'une horde de start-up bénéficiant d'un robuste financement, affichent des ambitions comparables. À terme, elles espèrent produire des ordinateurs quantiques, dont le grand intérêt est qu'ils seront capables d'accomplir certaines tâches inaccessibles même aux plus puissants supercalculateurs basés sur la technologie classique.

Accomplir des tâches inaccessibles aux meilleurs des supercalculateurs actuels.

"C'est bien d'avoir des objectifs ambitieux, mais ce qui importe c'est de savoir s'ils pourront mettre leurs plans à exécution", déclare John Preskill, théoricien de l'informatique quantique au California Institute of Technology [CalTech], à Pasadena.

En exploitant les lois de la physique quantique pour traiter l'information binaire, des circuits informatiques quantiques comme ceux de la puce Aigle peuvent déjà effectuer des calculs difficiles à simuler sur des supercalculateurs classiques [par exemple simuler l'équation de Dirac, à laquelle obéit un électron qui se déplace à une vitesse proche de celle de la lumière]. En 2019, Google avait prétendu avoir atteint la *"suprématie quantique"* [le moment où un ordinateur quantique est plus rapide qu'un ordinateur classique pour traiter une tâche donnée] à l'aide de qubits utilisant des circuits supraconducteurs, comme ceux d'IBM. L'an dernier, une équipe de l'université des sciences et technologies de Chine (USTC), à Hefei, a assuré avoir atteint cette suprématie quantique en utilisant des qubits optiques ; cette année, elle aurait fait de même avec des qubits supraconducteurs.

Simulation. Mais les tâches confiées à ces machines étaient artificielles. *"Aucune expérience n'a encore démontré une suprématie quantique pour des tâches pratiques",* tempère le physicien Chao-Yang Lu, un des responsables des travaux de l'USTC. Pour résoudre des problèmes du monde réel comme la simulation de molécules médicamenteuses ou de matériaux faisant appel à la chimie quantique, il va falloir que les ordinateurs quantiques deviennent radicalement plus grands et plus puissants.

Andrew Dzurak, spécialiste en ingénierie quantique à l'université de Nouvelle-Galles du Sud, à Sydney, en Australie, estime qu'avec des puces de 1 000 qubits comme la Condor à venir d'IBM, la technologie va pouvoir commencer à montrer ce qu'elle vaut. *"On espère pouvoir résoudre certains problèmes utiles, voire profitables sur le plan commercial, à l'aide d'ordinateurs quantiques dans cette gamme de 1 000 à 1 million de qubits,* dit-il. *Mais pour bouleverser vraiment les choses, il va nous falloir des millions de qubits physiques."*

L'Aigle compte presque deux fois plus de qubits que la vedette précédente d'IBM en la matière, la Colibri de 65 qubits. Pour réussir à accroître cette capacité, l'équipe a dû résoudre plusieurs problèmes d'ingénierie, explique Jerry Chow. Il ajoute qu'il a été par ailleurs essentiel de trouver des matériaux susceptibles de rester performants aux températures ultrabasses nécessaires pour que les qubits supraconducteurs fonctionnent.

Mais la puissance de traitement d'un circuit quantique n'est pas seulement fonction du nombre de ses qubits. Elle dépend aussi de leur rapidité et de leur résistance à des erreurs [des pertes d'information] qui pourraient brouiller le calcul final, à cause de fluctuations aléatoires de leur environnement [champ magnétique, lumière…]. Toujours selon Jerry Chow, il est encore possible de procéder à bien des améliorations dans tous ces domaines pour les qubits supraconducteurs.

Le problème de correction d'erreurs est encore loin d'être résolu.

La gestion des erreurs est particulièrement complexe parce que les lois de la physique empêchent les ordinateurs quantiques d'avoir recours aux méthodes de correction d'erreurs des machines classiques, qui, en général, nécessitent de conserver de multiples versions de chaque bit. Au lieu de cela, les chercheurs cherchent à développer [comme groupes de contrôle] des "qubits logiques" – dans lesquels presque toutes les erreurs pourraient être identifiées et corrigées.

D'autres approches espèrent exploiter des qubits présentant des taux d'erreurs intrinsèques plus faibles. C'est l'un des avantages potentiels d'utiliser des ions piégés pour les qubits, comme le fait la société IonQ, née des travaux de recherche de l'université du Maryland, à College Park. En octobre, IonQ a empoché plus de 600 millions de dollars [530 millions d'euros] en devenant la première entreprise uniquement consacrée à l'informatique quantique à entrer à la Bourse de New York, la valorisation de la société s'étant montée à près de 2 milliards de dollars [1,75 milliard d'euros]. Rigetti Computing, une start-up de Berkeley, en Californie, est elle aussi entrée en Bourse cette année, avec une valorisation de 1,5 milliard de dollars [1,3 milliard d'euros].

Christopher Monroe, cofondateur d'IonQ et physicien de l'université du Maryland, et ses collaborateurs ont annoncé le mois dernier la mise au point d'un qubit logique tolérant aux erreurs, constitué de tout juste 13 qubits physiques à ions piégés, même si Andrew Dzurak précise que son degré de correction des erreurs reste *"loin de ce qu'il faudrait pour un ordinateur quantique utile, qui aurait besoin de taux d'erreurs logiques très en dessous de 1 sur 1 million"*.

De son côté, l'équipe de Google a obtenu des taux comparables en utilisant 21 qubits supraconducteurs : là encore, *"un résultat important"*, concède Andrew Dzurak, mais toujours fort loin de ce qui nécessaire pour résoudre le problème de la correction d'erreurs.

Performance. Toutefois, Jerry Chow prévient qu'il vaut mieux ne pas accorder trop d'importance au développement des qubits logiques. *"Nous n'allons pas nous retrouver un jour avec juste un interrupteur sur lequel appuyer pour dire 'le système de correction est activé'*, dit-il. *Il est beaucoup plus important d'améliorer les performances des qubits que de produire des qubits logiques et de tout diviser par 1 000."*

IBM et d'autres s'efforcent de comprendre plus en détail le bruit lié aux erreurs dans un circuit, afin de pouvoir l'extraire – un peu comme la suppression du bruit pour améliorer le rapport signal-bruit en acoustique.

Au-delà des dispositifs du niveau de Condor, poursuit Jerry Chow, on va probablement concevoir des circuits modulaires, avec plusieurs puces reliées par des "interconnexions quantiques". Mais on ne sait pas encore quel serait le meilleur moyen d'y parvenir.

Du point de vue de bon nombre de chercheurs, il est probable que les premières applications de l'informatique quantique dans le monde réel concernent des domaines relativement spécialisés, comme la simulation de molécules et de matériaux, l'apprentissage automatique et les problèmes d'optimisation dans certains secteurs, dont la finance. Pour atteindre ce stade, *"je m'attends à ce que nous soyons témoins d'une amélioration progressive des performances plutôt que d'un bond en avant subit*, conclut John Preskill. *Il va sans doute falloir attendre longtemps avant de pouvoir faire tourner des applications utiles."*

—Philip Ball
Publié le 19 novembre

Comment fonctionne l'ordinateur quantique ?

●●● Le rêve de l'ordinateur quantique, tel qu'imaginé par le physicien américain Richard Feynman en 1982, est celui d'une machine ultrarapide utilisant une propriété quantique contre-intuitive de la matière, la superposition. Dans un ordinateur classique, l'information élémentaire, le bit, ne prend que deux valeurs, 0 ou 1. Ce qui limite ses capacités et pèse sur le temps nécessaire à l'exécution de calculs. En revanche, un ordinateur quantique aura accès en théorie à la totalité des résultats d'un calcul en une seule étape. Son information de base, le qubit, repose sur l'état d'un système physique (atome, ion, photon…) régi par la mécanique quantique. Un qubit peut donc se retrouver dans une multitude d'états superposés en même temps. Et lorsque deux qubits interagissent, ils sont intriqués : ils échangent instantanément des informations sur leur état physique. Grâce à ces deux phénomènes, un ordinateur quantique pourrait en principe exécuter des calculs extrêmement complexes cent millions de fois plus rapidement que le meilleur des supercalculateurs actuels. Avec une telle puissance, l'ordinateur quantique pourrait permettre entre autres de modéliser des galaxies et de créer des systèmes de cryptographie inégalés.

Les toilettes en apesanteur, c'est de la haute voltige

Espace. Les sanitaires spatiaux modernes ont fait beaucoup de progrès depuis le premier vol habité, en 1961. Ce qui n'empêche pas les couacs.

—The Times *(extraits) Londres*

Depuis que je travaille au National Space Centre de Leicester [en Angleterre], la question que j'entends le plus souvent est la suivante : *"Comment fait-on pour aller aux toilettes dans l'espace ?"* Une question qui a été d'actualité pour les astronautes mis sur orbite [le 24 avril] par la société SpaceX d'Elon Musk, puisque leur vaisseau, le Crew Dragon Endeavour, a rencontré des problèmes de plomberie. Les toilettes étant hors service, l'équipage n'a eu d'autre choix que d'utiliser des couches pour satisfaire ses besoins naturels pendant son retour vers la Terre depuis la Station spatiale internationale.

Ce n'est pas la première fois que des astronautes se voient obligés, disons le mot, de se faire dessus. Du temps d'Alan Shepard, le premier astronaute américain, en 1961, il n'y avait pas de sanitaires à bord de la capsule Freedom 7 [premier vol habité]. Comme la mission était programmée pour ne durer qu'un quart d'heure dans l'espace, on supposait qu'il n'en aurait pas besoin.

Manque de chance pour Alan Shepard, un retard à l'allumage l'a obligé à lanterner plusieurs heures sur la rampe de lancement. Comme tout héros américain qui se respecte, il n'a pas bronché, et ses sous-vêtements en coton ont absorbé le plus gros, avant le lancement historique.

C'est une fois dans l'espace que les choses se gâtent vraiment. La gravité n'est pas là pour aider à l'expulsion des matières, comme sur Terre. Autant dire que le séjour aux toilettes est parfois acrobatique.

[Pour uriner,] les premiers astronautes américains se servaient d'un appareil rudimentaire relié à une poche en plastique. Un accessoire en forme de préservatif canalisait l'urine vers la poche jetable. Pour la petite histoire, ces messieurs se voyaient présenter différentes tailles de canules avant le vol et, ego oblige, tous choisissaient la version extra-large.

Pour la "grosse commission", ce n'était pas mieux – à vrai dire, c'était même bien pire. Les astronautes n'avaient rien d'autre qu'un sac plastique à se coller au derrière, muni d'un petit appendice pour les doigts afin d'aider à la manœuvre.

L'ovni marronnasse et visqueux se promenait dans l'habitacle.

Walt Cunningham, astronaute de la mission Apollo 7 [première mission habitée par un équipage du programme Apollo en octobre 1968], raconte qu'ils se laissaient flotter sous les sièges pour se déshabiller de la tête aux pieds et avoir "un peu d'intimité". L'opération, qui prenait près de trois quarts d'heure, a sans doute créé des liens au sein de l'équipage.

Pire encore, en 1969, sur la mission Apollo 10 – la répétition d'Apollo 11 – Tom Stafford, Gene Cernan et John Young ont été rejoints par un objet volant non identifié. Échappé d'une de leurs poches en plastique, l'ovni marronnasse et visqueux se promenait dans l'habitacle, chacun des trois membres d'équipage rejetant la paternité de l'objet sur l'autre. Était-ce l'œuvre du capitaine ? Une serviette jetée à la hâte sur l'intrus a permis de régler le problème… qui allait néanmoins se représenter une deuxième fois pendant le vol.

En Union soviétique, les toilettes de l'espace prenaient une forme plus futuriste et civilisée. Quand Valentina Terechkova est devenue la première femme à s'envoler pour l'espace en 1963, les cosmonautes avaient à leur disposition des W.-C. qui fonctionnaient sur le principe de l'aspirateur. Une légère aspiration acheminait les matières dans un entonnoir puis dans un dispositif de stockage. L'embout était amovible afin que les femmes fixent à la place une coupelle évoquant le Shewee, l'urinette bien connue des festivalières de Glastonbury [festival de musique dans le sud de l'Angleterre].

Recyclage. Tous les sanitaires spatiaux modernes s'inspirent de ce dispositif. Les déchets solides sont ensachés et éliminés, généralement ils sont entassés dans un engin spatial rempli de détritus renvoyé vers la Terre afin qu'il s'embrase dans l'atmosphère.

Les toilettes installées à bord de la Station spatiale internationale reprennent le principe de l'aspirateur. Deux entonnoirs, un pour les matières solides, un autre pour les liquides, garantissent un stockage sécurisé.

Les déchets liquides sont recyclés, transformés ingénieusement en eau potable pour l'équipage. L'urine filtrée est une des eaux les plus saines qui soient.

Face à la perspective de missions lointaines au long cours, la Nasa a lancé en 2016 le Space Poop Challenge ["concours popo de l'espace"]. Les candidats devaient imaginer un dispositif qui permette aux astronautes de rester dans leur combinaison jusqu'à six jours d'affilée sans entraver leurs fonctions physiologiques.

Plus de 5 000 propositions différentes ont été recueillies. Et c'est le colonel Thatcher Cardon, médecin dans l'armée de l'air américaine, qui a remporté le premier prix de 15 000 dollars [13 000 euros d'aujourd'hui] grâce à son dispositif baptisé Maces : inspiré des techniques de chirurgie fines, il prend la forme d'un petit sas à l'entrejambe de la combinaison et d'une petite écoutille autorisant le passage de couches et d'un urinal gonflable.

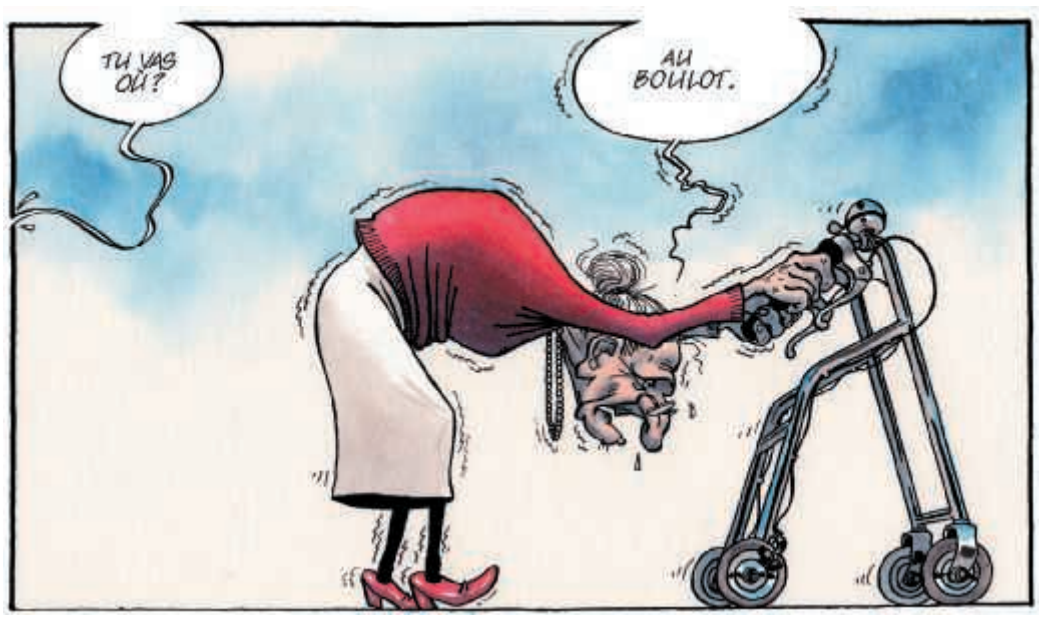
—Dan Kendall*
Publié le 7 novembre

** Conservateur au National Space Centre de Leicester.*

ÉCONOMIE

Au Japon, travailler jusqu'à 80 ans ou plus

Emploi. Pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre et à la crise démographique, de grandes entreprises reculent l'âge de la retraite.



↙ *Dessin de* **Vincent L'Épée** *paru dans* **L'Express,** *Neuchâtel.*

—Nihon Keizai Shimbun
Tokyo

Les entreprises sont toujours plus nombreuses à employer les seniors désireux de travailler. Nojima, une grande enseigne d'électroménager, a supprimé l'âge limite d'activité, jusqu'alors fixé à 80 ans. En avril, le groupe YKK avait de son côté aboli l'âge de la retraite pour les employés permanents.

En plus de répondre aux réformes visant à encourager l'emploi des seniors, ces mesures pallient le manque de main-d'œuvre qui accompagne la reprise économique postpandémie. Alors que la population continue de vieillir, l'emploi des plus âgés devrait aussi jouer sur la compétitivité des entreprises.

Chez Nojima, la suppression de l'âge maximal d'activité, entrée en vigueur en octobre, concerne les quelque 3 000 employés permanents du siège social et des magasins, parmi lesquels une dizaine ont 75 ans ou plus. L'entreprise recrute par ailleurs des octogénaires, qui, en travaillant en magasin cinq heures par jour, quatre jours par semaine, touchent environ 120 000 yens [910 euros] par mois. À partir de ce mois [d'octobre], ceux qui le souhaitent et dont la santé le permet auront la possibilité de prolonger leur contrat.

Transmission. En juillet 2020, le règlement de la société avait été modifié pour permettre aux salariés de continuer à travailler après l'âge de la retraite – 65 ans – comme employés temporaires jusqu'à 80 ans, mais beaucoup ont émis le souhait de rester actifs au-delà. Pour Nojima, qui a pour caractéristique de ne pas recourir aux assistants de vente des fabricants, le lien que les seniors ont créé avec la clientèle et leur profonde connaissance des produits en font de précieux atouts.

Chez YKK, les salariés peuvent désormais travailler comme employés permanents jusqu'à l'âge qu'ils souhaitent. Mitsubishi Chemical [industriel de la chimie, 42 660 salariés] envisage également de supprimer l'âge de la retraite. Nojima prévoit d'embaucher 870 personnes dans l'ensemble du groupe d'ici au printemps 2022, mais pour le moment, seuls 700 postes ont été pourvus.

La pénurie de main-d'œuvre justifie l'extension de l'activité des seniors. Selon les estimations réalisées en 2017 par l'Institut national de recherche sur la population et la sécurité sociale, la population active (15-64 ans) représentera 59,78 millions de personnes en 2040, soit 17,5 millions de moins qu'en 2015. Parallèlement, la part des 65 ans et plus devrait grimper jusqu'à 35,3 %.

Pour nombre d'entreprises, le recul de l'âge de la retraite est la réponse immédiate à l'évolution démographique. À partir d'avril 2022, Kubota [fabricant de machines agricoles, 41 605 salariés] reculera l'âge de la retraite de 60 à 65 ans pour les employés permanents, à l'exclusion des cadres. Cela permettra aux techniciens qui travaillent dans ses usines de transmettre leur savoir-faire aux générations suivantes, notamment en matière de dépannage et d'amélioration de la production. Mazda [constructeur automobile, 49 785 salariés] repoussera aussi progressivement l'âge de la retraite de 60 à 65 ans d'ici à 2030 [depuis 2006, l'âge légal de la retraite est de 65 ans et 60 ans dans certaines entreprises].

Repousser l'âge de la retraite coûte environ 40 % plus cher qu'une réembauche en contrat temporaire.

Au Japon, où la rémunération à l'ancienneté est la norme, les dépenses de personnel augmentent en même temps que la durée d'emploi des salariés. On estime que repousser l'âge de leur retraite coûte environ 40 % plus cher que de les réembaucher en contrat temporaire.

Réglementation stricte. Pour alléger leurs charges, les entreprises ont tendance à différencier les salaires en appliquant aux plus vieux un système de rémunération fondé sur les résultats. Casio a par exemple introduit un système qui évalue plus sévèrement les 60 ans et plus que les générations dites "actives". La loi révisée sur la stabilisation de l'emploi des personnes âgées, promulguée par le gouvernement en avril, contraint les entreprises à faire des efforts pour garantir aux seniors des possibilités d'emploi jusqu'à 70 ans. En septembre, le *Nihon Keizai Shimbun* a réalisé un sondage auprès de 100 PDG. Interrogés sur ce qu'ils comptaient faire pour répondre aux nouvelles exigences légales, 36,8 % d'entre eux ont déclaré qu'ils réembaucheraient en contrat temporaire et 10,4 % qu'ils repousseraient l'âge de la retraite; 25,7 % ont avoué n'avoir encore pris aucune mesure.

Si les entreprises hésitent à reculer l'âge de la retraite, ce n'est pas seulement en raison de l'augmentation potentielle de leurs coûts de personnel et du risque de non-renouvellement des talents, mais aussi à cause des règles japonaises strictes en matière de licenciement. Ainsi, pour généraliser l'emploi flexible des seniors, patronat et syndicats devront également revoir la réglementation relative au licenciement.—

Publié le 14 octobre

Un tournant dans la politique migratoire

Le Japon facilite la délivrance de titres de séjour illimités aux travailleurs étrangers.

Sur fond de crise démographique sans fin, le Japon a pris une décision inédite : les étrangers titulaires du visa délivré aux travailleurs qualifiés ne seront bientôt plus soumis à une durée limitée de séjour. Une petite révolution. *"Les travailleurs expérimentés pourront renouveler leur titre de séjour indéfiniment, et le regroupement familial sera autorisé",* décrypte le **Nihon Keizai Shimbun** le 17 novembre.

Le document en question, "Specified Skilled Worker Visa" ("visa pour les travailleurs qualifiés"), concerne à ce stade 350 000 étrangers employés dans quatorze secteurs en manque criant de main-d'œuvre, tels que l'agriculture, la pêche et l'hôtellerie. Ceux qui travaillent dans le BTP et sur les chantiers navals bénéficiaient déjà d'une dérogation.

Accueil défaillant. Dans un pays qui refusait jusqu'ici d'avoir une véritable politique d'immigration, *"cette réforme, qui permettra aux étrangers d'avoir plus de facilités pour s'installer définitivement, est un tournant",* souligne Saburo Takizawa, professeur émérite de l'université Toyo Eiwa et spécialiste de l'immigration, cité par le *Nihon Keizai Shimbun* dans un autre article. Pour autant, estime-t-il, cela ne conduira pas à une explosion du nombre d'étrangers : *"C'est l'Agence de l'immigration qui gère les renouvellements de visas et elle peut contrôler le nombre de bénéficiaires en modifiant les critères d'obtention. La réforme sera sans doute appliquée de manière graduelle."*

Néanmoins, le Japon s'étant toujours vanté d'être une société homogène, la réforme y est accueillie avec inquiétude. *"Au fur et à mesure que le manque de main-d'œuvre s'aggrave, le gouvernement*

assouplit les conditions d'autorisation des travailleurs venant d'autres pays. Il y a 2,82 millions d'étrangers sur le sol japonais. Or, force est de constater que notre société est toujours mal préparée pour accueillir un grand nombre d'immigrés", écrit le journal.

Et de citer en exemple les "stagiaires techniques", ces jeunes asiatiques employés dans des secteurs en manque de main-d'œuvre, qui ont été licenciés en raison de la crise sanitaire. Livrés à eux-mêmes, certains ont dû être pris en charge par des associations humanitaires. Idem pour les "Specified Skilled Workers". *"Plus leur nombre augmente, plus on note des problèmes liés aux licenciements ou aux changements d'employeur",* relève le journal.

Pour attirer les étrangers et les retenir au Japon, l'une des clés réside dans l'éducation offerte à leurs enfants. Or, selon un sondage mené par le ministère de la Culture en 2018, la moitié des 51 000 élèves ayant besoin de cours de japonais n'y avaient pas accès, faute de professeurs. *"Cela les handicape grandement, certains ont dû renoncer à aller au lycée."*

Le regroupement familial constitue une autre clé, au moment où beaucoup d'autres pays sont aussi confrontés à un manque de ressources humaines après l'arrêt de la circulation des personnes pendant la pandémie. *"Si la réforme permet aux étrangers de séjourner plus longtemps au Japon et de vivre avec leur famille, cela pourra donner naissance à un système plus attrayant pour les candidats à l'expatriation,* commente Eriko Suzuki, professeure à l'université Kokushikan. *Pour cela, il faut travailler au plus vite sur les questions liées à leur accueil, notamment l'éducation proposée à leurs enfants."* —

SOURCE

NIHON KEIZAI SHIMBUN
Tokyo, Japon
Quotidien, 2360000 (éd. du matin) et 1140000 (éd.du soir)
nikkei.co.jp
Par sa diffusion, le "Journal économique du Japon" est le plus important quotidien économique du monde.
Il excelle dans l'analyse de la vie économique et politique.

Petits arrangements climatiques

Automobile. Les constructeurs européens minimisent leurs émissions de CO_2 et retardent la transition vers l'électrique, accuse une ONG environnementale.



↙ *Dessin d'***Ammer** *paru dans* **NRC Handelsblad,** *Amsterdam.*

—Süddeutsche Zeitung
Munich

Alok Sharma nous a rappelé de manière poignante quels sont les enjeux de la lutte contre le dérèglement climatique et combien la voie du changement est semée d'embûches. À Glasgow, le président britannique de la conférence mondiale sur le climat [COP26] avait les larmes aux yeux au terme de ces journées marathons : les négociations avaient bel et bien débouché sur un accord, mais celui-ci était en deçà de ce qui est nécessaire pour limiter le réchauffement et ses répercussions sur la planète. Il se sentait le devoir de s'en excuser.

Or, les centrales électriques à charbon dans les pays en développement ne sont pas les seules à entraver la lutte contre le dérèglement climatique. Au sein de l'Union européenne (UE), on met également des bâtons dans les roues de l'électrique, prévient la fédération Transport & Environment (T & E), qui regroupe plusieurs dizaines d'ONG européennes intervenant dans les domaines de l'environnement et de la mobilité.

"Daimler, Volkswagen et BMW se disent très à cheval sur le respect de l'environnement, mais, derrière cette façade, ils profitent de la moindre faille pour retarder la transition vers des motorisations zéro émission", résume Stef Cornelis, le directeur de T & E Allemagne. Si la réglementation européenne n'était pas aussi permissive, les constructeurs auraient dû écouler cette année 840 000 véhicules électriques de plus [pour atteindre leurs objectifs] au détriment des véhicules thermiques, dévoile une étude de T & E, que la *Süddeutsche Zeitung* a pu lire en avant-première.

Les constructeurs auraient dû écouler cette année 840 000 véhicules électriques de plus.

Les voitures sont actuellement responsables de 13 % des émissions de dioxyde de carbone (CO_2) dans l'Union européenne, et ce chiffre doit baisser : l'Europe impose à l'ensemble du secteur un plafond de 95 grammes de CO_2 par kilomètre et par véhicule, ce qui correspond à 3,6 litres de gazole ou 4,1 litres d'essence. Selon T & E, les chiffres du premier semestre montrent que les constructeurs allemands ont respecté cette limite, parfois largement, notamment grâce aux ventes de voitures électriques

Les hybrides polluent presque deux fois plus que sur le papier : le mode thermique est surutilisé.

zéro émission, qui ont connu une véritable envolée – seules les marques du groupe Volkswagen sont encore à la peine.

Mais ce résultat prétendument louable n'a souvent été possible que grâce à des failles qui leur permettent d'enjoliver leur bilan, dénonce T & E. Sont notamment pointés du doigt les hybrides rechargeables, c'est-à-dire les voitures qui ne roulent qu'en partie en mode électrique, et les règles spécifiques pour les véhicules plus lourds.

Au moment de l'adoption de la réglementation, une voiture pesait en moyenne 1380 kilos dans l'Union européenne. Or, 100 kilos de plus sur la balance permettent de bénéficier d'un bonus de 3,3 grammes de CO_2 par kilomètre. Pour BMW, par exemple, le plafond fixé pour l'ensemble de la gamme était de 104 grammes de CO_2 – le groupe est descendu à 99. Cela n'a été possible que grâce aux bonnes ventes d'hybrides rechargeables, explique T & E : sur le papier, ces véhicules consomment très peu de carburant et sont même surreprésentés dans le calcul des plafonds à ne pas dépasser. Seulement, voilà, les hybrides polluent presque deux fois plus que sur le papier, pour la bonne et simple raison que leurs propriétaires roulent surtout en mode thermique. Sans ces astuces comptables, qui masquent plus de 10 % des émissions de CO_2 selon les calculs de T & E, BMW comme Daimler seraient en dehors des clous.

La réglementation tend à se durcir, c'est vrai, mais pas encore assez au goût de T & E. La fédération réclame la suppression des bonus afin d'augmenter la pression sur la construction et la vente de voitures électriques propres. Elle invite les trois partis au pouvoir en Allemagne à l'intégrer dans leur contrat de coalition et à soutenir l'objectif de l'UE d'en finir avec la voiture thermique à l'horizon 2035.

Pour les clients, le choix de l'hybride est souvent lié à la présence ou non de bornes de recharge, rappellent les constructeurs. Si le bonus au poids existe, c'est parce que les coûts sont plus importants, et il est de toute façon appelé à disparaître, comme la prime pour l'achat d'un véhicule hybride. Par ailleurs, le secteur serait tout à fait dans les temps – malgré des différences d'un constructeur à l'autre. BMW se dit prêt à sortir complètement du moteur thermique à partir de 2030, même s'il juge que ce n'est pas forcément une bonne idée. Daimler, à l'inverse, affiche clairement son intention de commercialiser uniquement des modèles électriques après 2030 – et a signé une déclaration qui va dans ce sens à Glasgow.

—Max Hägler
Publié le 14 novembre

SOURCE

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich, Allemagne
Quotidien, 317200 ex. (2021)
sueddeutsche.de
Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Il emploie ou a employé les meilleures plumes du pays. Sa page 3, qui publie grands reportages et articles de fond, est une institution. Le quotidien se distingue aussi par l'importance qu'il accorde à la culture, traitée dans ses pages immédiatement après l'actualité politique.



EUROPE MATIN 6H30-9H

DIMITRI PAVLENKO

Écouter

L'INTERNATIONAL,
LA SOCIÉTÉ, LA CULTURE,
L'ÉCONOMIE, LA POLITIQUE,
LES ENJEUX D'AUJOURD'HUI
ET DE DEMAIN.

FLASHEZ POUR ÉCOUTER
EN PODCAST

LE POUVOIR DE L'ÉCOUTE

Europe 1

CapaPictures / Europe 1

Carnet

UN NOËL GOURMAND

COMME CHAQUE ANNÉE, LA TRADITION DES FÊTES DE NOËL VEUT QUE NOS PALAIS SOIENT COMBLÉS. VOICI DONC UNE SÉLECTION DE CADEAUX CULINAIRES À OFFRIR À SES PROCHES. LE PÈRE NOËL, LUI AUSSI, A DROIT À UNE COLLATION LE SOIR DU RÉVEILLON : DÉCOUVREZ LES DIFFÉRENTS METS ET BOISSONS QUE LUI PRÉPARENT LES ENFANTS DU MONDE ENTIER.



CONCEPTION GRAPHIQUE WWW.LILIKLIK.COM / CRÉDIT : DILYARA GARIFULLINA/UNSPLASH

RÉALISÉ PAR L'AGENCE COURRIER INTERNATIONAL INDÉPENDAMMENT DE LA RÉDACTION

CE QUE LES ENFANTS DU MONDE ENTIER OFFRENT À BOIRE ET À MANGER AU PÈRE NOËL

Tout comme nous, le père Noël aime goûter la cuisine locale partout où il voyage. Le soir du réveillon, les enfants du monde entier lui préparent une collation pour qu'il puisse tenir jusqu'au bout de la nuit.

CHILI

Une tranche d'un **gâteau épicé** appelé *"pan de Pascua"* est laissée au Viejo Pascuero – le père Noël. La version chilienne de ce gâteau d'origine allemande comprend de la cassonade, des fruits confits, des raisins, des noix, parfois du gingembre et du miel.



RICARDO DIAZ - UNSPLASH

DANEMARK

Un lutin espiègle, et non le père Noël, reçoit un bol de **riz au lait,** *"risalamande"* en danois. Si ce dernier n'a pas son pudding, la tradition veut qu'il vole les cadeaux des enfants.



RASMUS GUNDORFF SAEDERUP - UNSPLASH



MAN CHUNG - UNSPLASH

CHINE

Le père Noël, connu sous le nom de *"Sheng dan lao ren"* ne reçoit rien la veille de Noël, moment d'ailleurs appelé "Soirée paisible". Au lieu de cela, les Chinois échangent des **pommes** – car le mot mandarin pour les désigner rime avec celui qui désigne la paix.



HELLO LIGHTBULB - UNSPLASH

SUÈDE

Pour éviter un assoupissement pendant sa tournée, le père Noël reçoit une bonne tasse de **café** de la part des enfants suédois.

PAYS-BAS

Ce sont les rennes qui reçoivent de quoi se ravitailler le soir du réveillon. Les enfants leur laissent **quelques carottes,** du **foin** et de l'**eau.**



TOA HEFTIBA - UNSPLASH

RUSSIE

Dans ce pays, les fêtes de Noël se déroulent le 7 janvier et, la veille, le *Ded Moroz* – le père Noël – reçoit une généreuse dose de **vodka** de la part des enfants.



ALEXANDR POPADIN - UNSPLASH



TOA HEFTIBA - UNSPLASH

ROYAUME-UNI

Les enfants britanniques laissent des *mince pies,* des **tartelettes** aux fruits secs et aux épices, au père Noël, lequel accompagne sa collation d'un verre de sherry, le nom anglais du xérès.



8PHOTO - FREEPIK

AUSTRALIE

Les enfants australiens laissent également des biscuits au Père Noël mais remplacent le verre de lait par un verre de bière fraîche. L'été débute en décembre en Australie, une boisson rafraîchissante est ainsi de mise.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

GREY GOOSE®

VODKA

LA VODKA 100% FRANÇAISE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

SEPT IDÉES CADEAUX POUR LES GOURMANDS

Si vos proches sont fous de gastronomie, il y a fort à parier qu'un cadeau gourmand leur fera plaisir. Livres, coffrets gourmands, cours de cuisine… Voici sept idées de délicieux cadeaux culinaires pour palais exigeants.

DU MIEL AU SAFRAN NEV

Ce miel d'acacia produit par un apiculteur du Var plusieurs fois primé est subtilement marié à un safran bio 100 % français récolté au cœur de la plaine de Villeveyrac.

Le prix : 14,95 euros



UNE YAOURTIÈRE SEB

La yaourtière Multi Délices Express contient 12 pots et permet de préparer des desserts et des yaourts rapidement.

Le prix : 150,29 euros





UNE PÂTE À TARTINER PIERRE HERMÉ

Pierre Hermé revisite la pâte à tartiner en une version très gourmande au praliné noisette et aux éclats de noisettes caramélisées.

Le prix : 15 euros



DES COURS DE CONFECTION DE MOCHIS

La pâtisserie Tomo, à Paris, propose des ateliers pour préparer des mochis. Pendant une heure et demie, les participants, accompagnés de la chef pâtissière, confectionnent ce dessert japonais.

Le prix : 60 euros



UN BOUCHON PIVOT DE CORAVIN

Le bouchon et l'appareil Pivot permettent de prolonger de quatre semaines la durée de vie d'un vin dont la bouteille a été ouverte.

Le prix : 129,99 euros

UN LIVRE DU CHEF OTTOLENGHI

Le célèbre chef britannique d'origine israélienne rend plus accessibles ses recettes dans son ouvrage *Simple*. Il y propose des recettes rapides (une demi-heure de préparation maximum) avec des listes d'ingrédients courtes et des produits faciles à trouver.

Le prix : 35 euros





À faire soi-même

UN KIT À SABLÉS AU CHOCOLAT BLANC ET PRALINES CROQUANTES

INGRÉDIENTS

- 300 g de farine
- 160 g de cassonade
- 100 g de pralines croquantes
- 100 g de chocolat blanc

MATÉRIEL

- 1 grand bocal en verre

PRÉPARATION

- Verser les ingrédients les uns après les autres dans le bocal en tassant légèrement après chaque ajout. Refermer et coller l'étiquette "fait maison".

RECETTE À TRANSMETTRE AVEC LE KIT

Ouvrir et verser le kit gourmand dans un grand saladier. Ajouter les ingrédients supplémentaires (100 g de beurre et 2 œufs) et mélanger bien le tout jusqu'à obtenir une pâte à cookies. Mettre cette dernière au frigo pendant 30 minutes, puis la sortir et former les sablés au chocolat. Enfourner à 180 °C pour 15 minutes.

— RÉALISÉ PAR L'AGENCE COURRIER INTERNATIONAL INDÉPENDAMMENT DE LA RÉDACTION —

ABERLOUR
EST. 1879

DISTILLERY

ABERLOUR, DE NATURE GÉNÉREUSE DEPUIS 1879

La générosité n'est pas une qualité. C'est un engagement.

Car pour nous, seuls les actes comptent. Préserver cet écrin de nature unique qu'offre le village d'Aberlour. Rendre à la Lour aussi pure qu'on l'a puisée, l'eau que la distillerie a utilisée. Privilégier l'orge locale, et enfin, rester fidèle au caractère généreux des single malts Aberlour, fruit d'une double maturation intégrale en fûts de Xérès et de Bourbon.

Pernod Ricard France SAS au capital de 54.000.000 € - siège : Les Docks, 10 Place de la Joliette 13002 MARSEILLE - 303 656 375 RCS MARSEILLE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

360

MAGAZINE
La guerre des sous-titres • Streaming 54
Un meurtrier bien suspect • Série 55
Le parfum impérial de Trieste • Voyage 56
L'âge d'or de l'espionnage espagnol • Histoire .. 58

Dostoïevski, les tourments d'une âme russe

En cette fin d'année 2021, la Russie célèbre le 200e anniversaire de la naissance de Fiodor Mikhaïlovitch Dostoïevski. De roman en roman, l'écrivain a ausculté les paradoxes et les tourments de ses contemporains, jusqu'à passer pour le chantre de ce qu'on appelle "l'âme russe". À tort ou à raison ? —*Kommersant* [extraits] Moscou



Auteur de quelques-uns des plus grands romans russes, Fiodor Dostoïevski a plongé à des profondeurs inexplorées dans l'âme humaine, conjugué la trivialité du quotidien à la métaphysique la plus sublime, prédit les grands tournants de l'histoire et de la pensée au xxe siècle. Son héritage est certes colossal, mais sa prose et sa philosophie présentent une sorte de dénominateur commun, distillé à travers des décennies de culture de masse et d'enseignement scolaire. Même celui qui n'a jamais lu Dostoïevski (et sans doute surtout celui-ci) saurait dire ce qu'est l'esprit dostoïevskien, la *"dostoïevtchina"*, ce tourbillon sans fin, cette tension, cette extrême exaltation oscillant entre le sacré et l'indécence, une dérision de soi qui confine au narcissisme, des ténèbres irrationnelles parées des atours de la piété.

LITTÉRATURE

La *dostoïevtchina* est une sorte de matrice éternelle de la pensée russe, ou un virus psychique que l'auteur aurait mis au point dans son laboratoire littéraire, plongeant les russophones dans un "Dostoïevski-trip" depuis bientôt deux siècles. *"Avant lui, tout était si évident dans la pensée et l'existence russe,* écrivait Viatcheslav Ivanov [poète et critique russe, 1866-1949]. *Il a insufflé de la complexité à notre âme, notre foi et notre art."*

Nous allons étudier les composantes de cette complexité. Aujourd'hui encore, elles définissent notre réalité ou s'y reflètent avec insistance.

L'expérience d'un état limite

En 1849, Fiodor Dostoïevski fait partie des accusés dans l'affaire du cercle de Petrachevski [un groupe d'intellectuels progressistes qui se réunissait alors à Saint-Pétersbourg]. On lui reproche d'avoir lu publiquement la fameuse lettre du [célèbre publiciste russe] Vissarion Belinski à Nicolaï Gogol, où il est écrit : *"La Russie ne trouvera son salut ni dans le mysticisme, ni dans l'ascétisme, ni dans la bigoterie, mais dans les progrès de la civilisation, l'éducation et l'humanisme."*



↓ *Dostoïevski et la hache de Raskolnikov, le héros torturé de son roman* Crime et Châtiment. *Dessin de* **Boligan** *paru dans* **El Universal,** *Mexico.*

Écran noir, sous-titre *"Dix ans plus tard"*, et voici le même Dostoïevski critiquant les valeurs européennes, se lançant dans l'écriture d'un roman antinihiliste* [*Les Démons*, voir plus loin], dissertant sur la vocation singulière de la Russie, ne voyant plus son salut que dans la transfiguration religieuse de l'âme humaine, au lieu du progrès social.

La transformation d'un jeune libre penseur en vieux réactionnaire est une histoire classique, mais chez Dostoïevski, elle prend une coloration spéciale. Le 22 décembre 1849, on conduit les condamnés dans l'affaire du cercle de Petrachevski sur la place Semionovski [à Saint-Pétersbourg] pour leur lire leur condamnation à mort. Cette cruelle mise en scène dure près d'une heure : les trois malheureux ont les yeux bandés, le peloton a armé les fusils, lorsqu'un officier vient leur énoncer le décret de grâce – la mort est remplacée par le bagne. *"J'ai été aujourd'hui à l'article de la mort, j'ai passé trois quarts d'heure avec cette idée, je vivais mes derniers instants, et me voilà revenu à la vie!"* écrit Dostoïevski le soir même à son frère Mikhaïl. Les années de bagne et de service militaire qui suivent ne font que parachever ce qui commence ce jour-là.

Pour passer de la dénégation d'un principe à sa défense sincère, il faut avoir vécu un état limite, une expérience extrême. À considérer qu'il y a là une tentative d'arrangement avec une force, il ne s'agit pas de celle qui dicte la loi des hommes, mais de celle qui détient toutes les fins et les commencements. D'une manière ou d'une autre, le caractère inexorable de ce revirement nous pousse à y percevoir une tournure d'esprit proprement russe, dont Dostoïevski n'est pas l'inventeur, contrairement à celles que nous énumérons ci-dessous, mais qui s'est particulièrement illustrée dans sa propre destinée.

Chronologie

DOSTOÏEVSKI EN 7 DATES

11 novembre 1821 — Naissance à Moscou. Son père, médecin militaire, est alcoolique et violent. Études dans un établissement militaire de Saint-Pétersbourg.
1849 — Pour avoir fréquenté le cercle de Petrachevski, l'un des premiers cercles socialistes formés dans l'Empire russe, il est condamné à dix ans de bagne puis d'exil en Sibérie.
1866 — Parution du *Joueur* et de *Crime et Châtiment*.
1869 — *L'Idiot*.
1871 — *Les Démons*.
1880 — *Les Frères Karamazov*.
9 février 1881 — Décès à Saint-Pétersbourg.



← La maison de Staraïa Roussa (région de Novgorod, nord-ouest de la Russie) où Dostoïevski a rédigé une partie des *Frères Karamazov*. Elle est aujourd'hui un musée.
Photo AKG Images



→ Une statue de l'écrivain a été inaugurée à Kaliningrad, en Russie, le 11 novembre 2021.
Photo Vitaly Nevar/Tass/Getty Images

Fascinés par la hache

Un homme capable de commettre un meurtre pour éprouver ses limites, atteindre un nouveau palier "surhumain" – ce personnage revient dans la littérature [russe] du début du XXe siècle, et pour longtemps. Les personnages des écrivains Maxime Gorki, Fiodor Sologoub et Leonid Andreïev tuent sans remords, parfois sans aucune raison, parfois littéralement à coups de hache [comme Rodion Raskolnikov, le héros de *Crime et Châtiment*, qui exécute avec cette arme une usurière ; le roman, publié dès 1866, explore les conséquences psychiques et émotionnelles de cet acte]. Dans *Les Oreilles nouées*, une nouvelle d'Ivan Bounine [publiée en 1917], le personnage de Sokolovitch tue une prostituée sans le moindre regret, tout en justifiant son acte par un raisonnement tout à fait raskolnikovien, une digression sur ceux qui *"tuent sans s'émouvoir et, une fois le crime commis, n'ont pas de remords, comme on dit, mais au contraire, ont le sentiment d'une normalité retrouvée, d'un soulagement"*. Le "siècle d'argent" [comme on appelle en Russie les années 1890-1920] a redécouvert Dostoïevski à travers Nietzsche, et derrière chaque monologue nietzschéen [sur le surhomme] se profile l'ombre de la hache de Raskolnikov.

Rapidement, les oiseaux-tempête de la révolution [bolchevique, en 1917] auront l'opportunité de mettre leurs théories en pratique : dès les années 1920, les fortes personnalités capables de tuer pour une noble cause deviennent des personnages clés, en littérature comme en politique ; raison pour laquelle Camus dit de Dostoïevski qu'il aura été un véritable prophète du XXe siècle. Ses prophéties se réalisent aujourd'hui encore, désormais cantonnées à la trivialité du quotidien et dépouillées de leur composante idéologique : la vie dans les provinces de Russie a toujours eu une part de cruauté absurde, et lorsqu'on tape dans Google "Raskolnikov moderne", on récolte des dizaines de résultats du type *"un étudiant a assassiné une retraitée pour lui voler 300 roubles"*.

Les démons de la rébellion

L'utopie d'un bonheur instantané pour tous a donné à la Russie une image de Mordor ne méritant pas d'exister, pas plus que les rêves de destruction totale au nom d'un "avenir radieux". Nikolaï Berdiaev [philosophe russe, 1874-1948] l'a formulé ainsi : *"La recherche russe de la vérité de la vie prend systématiquement une tournure apocalyptique ou nihiliste."*

Les Démons [qui, plus de quarante ans avant la révolution bolchevique, suit un groupe de révolutionnaires qui veulent renverser l'ordre établi ; socialistes et nihilistes y sont présentés comme des ennemis de la Russie] est une description du radicalisme distancée, critique et partiale. Ce roman a provoqué une réaction naturelle de rejet de la part de ceux qui vivaient le processus révolutionnaire de l'intérieur : Gorki, par exemple, a qualifié le roman de *"tache sombre de misanthropie malveillante dans le tableau lumineux de la littérature russe"*. Mais les romanciers antilibéraux et les essayistes conservateurs, prompts à dénoncer chaque "vent de changement", voient également dans ces derniers un tourbillon démoniaque ; même la propagande de la télévision d'État, en flagellant les opposants d'aujourd'hui, ne manque pas de renvoyer aux *Démons*. Saper les fondements de la civilisation, détruire la morale, profaner les traditions – autant de torts qui sont, aujourd'hui encore, attribués en Russie à n'importe quel activiste ou acteur de la culture qui sortirait des sentiers battus, et c'est, là encore, l'œuvre de Dostoïevski.

Les vivants et les morts

Le héros de la nouvelle de Dostoïevski *Bobok* [un récit fantastique publié en 1873 dans *Journal d'un écrivain*] entend les voix des défunts qui se décomposent sous terre, il écoute les morts raconter des bêtises, des insanités, menacer de se mettre à poil sans aucune pudeur, en tous points semblables aux vivants. La frontière entre les vivants et les morts est particulièrement ténue en Russie – une intuition déjà présente chez Gogol, qui va prendre tout son sens au cours du XXe siècle.

Dans l'essai qu'Iouri Mamléïev [écrivain russe, 1931-2015] a consacré à *Bobok*, on peut lire : *"Chez Dostoïevski, le mot 'bobok' symbolise dans une large mesure non seulement l'imbécillité de la prétendue vie après la mort, mais aussi l'absurdité de la vie terrestre, par l'incarnation parfaite de ces fantômes ambulants dans les conditions de notre civilisation."* Les fantômes ambulants de Mamléïev *"veulent [eux aussi] s'amuser, et se retrouvent au cimetière"*. Dans son récit *La Noce* [inédit en français], le marié décède en plein milieu du repas, mais les convives n'y voient rien d'anormal : *"Qu'il reste à table, il ne dérange personne"*, et la fête continue. Le personnage du marié mort se retrouve par la suite dans *Cargo 200*, un film d'Alexeï Balabanov [2007, inédit en France], où l'on ne fait pas non plus très bien la distinction entre les morts et ceux qui ne le sont pas encore, parce que *"chez nous, il y a des mouches"*.

On pourrait tout aussi bien associer cette interminable parade de morts-vivants à un épisode de delirium tremens, correspondant à une autre tradition nationale russe – c'est d'ailleurs ce que fait Dostoïevski dès les premières lignes de *Bobok* : *"Au troisième jour, Semion Ardalionovitch me dit justement :* 'Seras-tu sobre un jour, Ivan Ivanytch, dis-moi ?'"

Du bagne au Goulag

Dostoïevski revient en littérature après ses années de bagne à Omsk [en Sibérie] avec bien plus que des notes sur le quotidien carcéral : *Souvenirs de la maison des morts* [publié en 1862] est une œuvre exemplaire sur la captivité russe. La captivité est le revers de la liberté ; elles sont, comme la vie et la mort en Russie, séparées par une frontière ténue et perméable.

Les *Souvenirs* s'ouvrent sur une scène de vie libre que le détenu découvre à travers une brèche dans une palissade. Un siècle plus tard, cette même palissade figurera dans le premier chapitre de *L'Archipel du Goulag* [d'Alexandre Soljenitsyne, 1973]. *"Il nous est arrivé maintes fois de filer joyeusement ou traîner d'un pas maussade devant des palissades et des palissades et encore des palissades. Nous ne nous étions jamais demandé ce qu'il y avait derrière. Ni physiquement, visuellement, ni intellectuellement, nous n'avions jamais tenté de regarder de l'autre côté : or c'est là justement que commence le pays du GOULAG, sous notre nez, à deux pas."*

La prison est un creuset où se mêlent l'aristocratie, l'intelligentsia et le peuple. Un lieu où l'écrivain va pouvoir étudier le langage des "sagesses populaires", comprendre sa cruauté et sa philosophie, découvrir ce qu'il recèle d'ethnies, de vérités et de religions [et y puiser l'inspiration pour ses romans à venir]. La captivité est le lieu où, contre toute attente, percent des lueurs d'humanité, elle est une souffrance qui peut détruire, mais aussi élever. Une forme de "disculpation" des camps



En bref

POUR LE KREMLIN, UNE FIGURE "DOUTEUSE"

Si, dans la sphère culturelle russe, le bicentenaire de la naissance de Fiodor Dostoïevski a donné lieu cette année à des manifestations et à des spectacles, il n'en va pas de même au niveau politique et officiel. *"Le pays a trouvé le moyen de ne pas célébrer l'anniversaire de la naissance de l'un des plus grands écrivains de l'histoire mondiale"*, déplore le quotidien russe **Novyé Izvestia.** En 1999, le maire de Moscou avait *"orné jusqu'aux poteaux, palissades et pissotières de la capitale"* pour le bicentenaire de Pouchkine. Mais Dostoïevski est un génie *"paradoxal"*, une figure trop *"douteuse"* pour être érigé en *"icône nationale"* ou *"récupéré pour la propagande"*, relève le journal. Tout d'abord, dans son œuvre, *"ses athées et ses suppôts du diable sont toujours plus convaincants que ses saints et ses martyrs"*. Ensuite, *"les pays de l'Otan l'aiment pour de tout autres raisons que celles que souhaiteraient les conseillers culturels du Kremlin"*, attachés à promouvoir des valeurs conservatrices, décrypte *Novyé Izvestia*.

[présente aussi dans l'œuvre de Soljenitsyne] contre laquelle s'élèvera Varlam Chalamov [auteur d'un autre monument de la littérature concentrationnaire soviétique, *Récits de la Kolyma*, publiés au complet en 1978].

Souvenirs de la maison des morts et *L'Archipel du Goulag* sont deux descriptions archétypales de la captivité qui riment entre elles et s'affrontent. Au cours du siècle qui sépare les deux textes, le pouvoir d'oppression qui s'exerce sur l'humain en captivité a augmenté de façon incommensurable : le Goulag n'est en rien comparable au bagne d'Omsk, ni en tant qu'expérience de vie ni en tant que sujet littéraire. Pourtant, malgré tout ce qui différencie ces expériences et leur description, les deux romans impriment avec une force égale dans l'esprit du lecteur une vérité qui est toujours d'actualité. Le "système d'application des peines" en Russie repose sur la torture, les passages à tabac, la cruauté délibérée, et sur la complicité de personnes volontaires pour les infliger.

Les deux romanciers parviennent aux mêmes conclusions : la frontière entre les tortionnaires et les martyrs est mince, et personne n'est à l'abri de cette déchéance. *"Les dispositions du bourreau couvent à l'état embryonnaire dans presque chacun de nos contemporains"*, écrivait Dostoïevski, *"car ce n'est que par un concours de circonstances que ceux-là sont les bourreaux, et pas nous"* (Soljenitsyne). À chaque nouvelle vidéo du projet Gulagu.net [une ONG qui documente les tortures perpétrées dans les prisons russes], nous sommes à nouveau précipités dans cette même *Maison des morts* et confrontés à la même question de savoir comment le Mal parvient à s'emparer ainsi des hommes.

Les larmes d'un enfant

La souffrance d'une créature sans défense est la valeur éthique suprême, elle est un fait totalement inacceptable et injustifiable qu'il faut arrêter à tout prix – tel est l'argument qu'Ivan Karamazov oppose à son frère Aliocha [dans le dernier roman de Dostoïevski, *Les Frères Karamazov,* une œuvre philosophique sur la morale, la foi et les finalités de l'existence humaine, parue en 1880]. Cette "larme d'enfant" n'est pas seulement capable de détruire *"l'harmonie suprême"* dont les deux frères débattent [un ordre idéal dont l'avènement justifierait tous les sacrifices]. Elle sert aussi de test d'empathie universel : celui qui vote une loi qui empêche des orphelins malades d'être placés dans des familles et de recevoir un traitement, les condamnant à continuer de souffrir dans les orphelinats, est avant tout, quelle que soit *"l'harmonie suprême"* dont il se revendique, un être sans cœur, nous le comprenons bien. Cette petite larme (ou plutôt l'idée de la larme, l'idée même que des enfants souffrent quelque part) a propulsé bien des causes nobles et sauvé des millions de vrais enfants d'une souffrance réelle.

Oui, faire appel à la larme d'un enfant sauve des vies – mais elle renferme aussi son propre pouvoir destructeur. Sortie du contexte des *Frères Karamazov* et du débat théologique et transférée à la rhétorique politique, la petite larme devient un redoutable outil de manipulation. Tous les régimes totalitaires invoquent la souffrance des enfants, victimes supposées de l'oppression raciale ou de classe, pour regarder sans ciller dans la séquence historique suivante des milliers d'enfants mourir de faim ou à cause de la guerre. Le souci de protéger des enfants permet de faire passer n'importe quelle interdiction ou restriction : si l'on interdit un jour, par exemple, Internet en Russie, ce sera à coup sûr pour protéger les enfants de certains maux délétères. Si les spécialistes continuent de débattre sur l'adhésion de Dostoïevski à cet argumentaire karamazovien, une chose est sûre : lui qui aimait scruter les profondeurs de l'âme humaine, ne pouvait ignorer que cet impératif moral pouvait appeler au sacrifice de soi et au mysticisme, tout comme servir de prétexte aux pires ignominies.

Un autoportrait avant tout

Tout ce qui est contradictoire et radical dans le caractère des personnages de Dostoïevski peut s'expliquer par des éléments purement biographiques : un père cruel et morose et une mère douce et aimante, une sensibilité exacerbée et un ego meurtri, un simulacre d'exécution, l'expérience brutale des travaux forcés, la mort de son frère, des dettes épouvantables, une addiction maniaque au jeu de la roulette. *"Dostoïevski parle beaucoup des Russes et de la Russie, mais en fait, il se décrit lui-même, ses propres complexes, ses peurs, ses problèmes,* explique le philologue Alexandre Krinitsyne. *Lorsqu'il dit que l'homme russe typique tend vers l'abîme, ce n'est pas de l'homme russe qu'il s'agit, mais de Dostoïevski lui-même."* *"L'âme russe énigmatique"* d'après Dostoïevski ne serait donc peut-être qu'un autoportrait.

D'ailleurs, l'expression *"âme russe énigmatique"* est introuvable dans les écrits de Dostoïevski. Selon toute vraisemblance, elle a été introduite à la fin du XIXe siècle par des critiques britanniques et français, après la traduction des œuvres de Dostoïevski. *The mysterious Russian soul,* c'est un regard extérieur sur la Russie, lui attribuant tous les traits de l'Autre : dangereuse, imprévisible et séduisante, la *femme fatale*** de l'Europe, elle a ce quelque chose d'attirant, mais il vaut mieux garder ses distances. L'émigration russe de la première vague n'a fait que confirmer cette perception déjà bien établie : Nicolas Berdiaev, Dimitri Merejkovski et d'autres intellectuels [exilés après la révolution bolchevique] ont interprété la révolution à travers Dostoïevski. Oui, oui, l'Empire de l'Est a bien été déchu par les démons que l'écrivain a soit prédit, soit fait naître. Ce sont eux qui ont embarqué cet immense pays dans une tragédie sans fin, celle-là même qui régnait dans leur âme.

Le concept s'est révélé particulièrement tenace, en ce qu'il permet d'expliquer tous les extrêmes de la vie russe : la grandeur et la ruine, le Goulag et Gagarine, le putsch de 1991 et celui de 1993. Il s'est même parfaitement adapté à un usage interne : il permet généralement d'attribuer à ses sombres mystères toute forme de barbarie ou d'obscurantisme. D'où nous vient cette habitude de conduire sans ceinture de sécurité ou de se balader sans masque en pleine épidémie ? Pourquoi la torture est-elle de retour dans les colonies pénitentiaires ? La constante approbation du gouvernement en place, l'indifférence à l'égard de notre propre vie, l'incroyable réactivité aux problèmes des autres, la volonté de donner notre dernière chemise à notre prochain – tout cela constitue notre énigme. L'homme russe est vaste et ne saurait être résumé. Pour le maintenir dans un cadre, il faut une forte poigne, à défaut de quoi nous nous serions entre-tués depuis longtemps – et qu'il continue à nous craindre, cet Occident qui ne pourra jamais nous comprendre, de toute façon !

Ce qui est étrange, c'est que cette construction mentale qui n'est rattachée à aucune réalité si ce n'est au monde intérieur de Dostoïevski soit toujours vivante et légitime cent cinquante ans après sa mort. Mais l'homme, comme l'a dit un jour Fiodor Dostoïevski, *"est une créature qui s'adapte à tout, ce qui, selon moi, est sa meilleure définition"*.

—Iouri Saprykine

Publié le 5 novembre

* Le nihilisme est un courant philosophique radical, apparu entre autres en Russie au milieu du XIXe siècle, qui rejette toute forme de croyance et d'autorité.
** En français dans le texte.

SOURCE

KOMMERSANT

Moscou

Quotidien, 93 000 ex.

kommersant.ru

Kommersant est l'un des premiers quotidiens russes indépendants, créé dès 1990, un an avant la chute de l'Union soviétique. À dominante économique, il demeure aujourd'hui encore une référence sur le marché de la presse russe de qualité.

plein écran.



↙ L'acteur sud-coréen Lee Jung-jae sur le tournage de *Squid Game*, une série de Netflix. *Photo Noh Juhan/Netflix*

Séries sous-titrées, traducteurs sous-payés

Les séries étrangères connaissent un succès grandissant sur les plateformes de streaming américaines. Mais le travail de traduction demeure mal considéré et mal payé. La qualité des sous-titres s'en ressent.

—The Observer
Londres

Entre l'appétit grandissant du public pour des séries non anglophones et l'essor fulgurant du marché mondial du streaming, les traducteurs spécialisés dans le sous-titrage devraient être à la fête. Et pourtant… Les succès de la série phénomène sud-coréenne *Squid Game*, de l'espagnole *La Casa de Papel* et de la française *Lupin* sont venus montrer que le sous-titrage n'est pas un frein à l'international. Sur Netflix, selon les chiffres de la plateforme, le visionnage de contenus dans des langues autres que l'anglais a d'ailleurs bondi de plus de 50 % en 2020 [aux États-Unis].

Mais pour ce travail hautement qualifié, les traducteurs chargés de sous-titrer pour les plateformes, s'ils sont des intermédiaires indispensables entre la production originale et des millions de spectateurs parlant d'autres langues, ne tirent manifestement pas profit de la manne. Certains ne touchent pas plus de 1 dollar [0,88 euro] par minute de programme traduit.

Les conditions de travail sont même si mauvaises qu'après deux années dans le secteur, Anna Wanders, traductrice et rédactrice free-lance, ne le conseillerait à personne. *"C'est tellement déprimant que si quelqu'un vient me voir en disant* 'Eh, j'ai vu cette annonce, tu penses que je devrais me lancer dans le sous-titrage?', *je me sentirais obligée de lui répondre :* 'Surtout pas. Le jeu n'en vaut pas la chandelle'", lâche cette professionnelle de 40 ans, originaire de Dortmund, en Allemagne. Anna Wanders traduit de l'anglais vers l'allemand pour des sous-traitants des plateformes de streaming, parmi lesquels l'une des plus grosses agences spécialisées du monde. Elle aime ce travail, qu'elle trouve à la fois créatif et stimulant, mais la rémunération est telle – parfois sous la barre du salaire minimum – que ce métier, à lui seul, ne permet pas de vivre. *"C'est un super boulot, mais pas quand vous en arrivez à devoir puiser dans vos économies pour vivre. À ce stade, ce n'est plus un travail, c'est de l'exploitation."*

STREAMING

Professeur au Centre d'études en traduction de l'University College de Londres, Jorge Díaz-Cintas explique que les plateformes, dont l'offre a longtemps été presque exclusivement anglophone, se sont *"vraiment mondialisées"*. Et avec la pandémie, la demande de programmes sous-titrés s'est envolée. Mais, selon lui, *"le secteur est confronté à une pénurie, il n'y a pas assez de spécialistes du domaine ni de professionnels qualifiés pour faire ce travail"*. Payés à la minute de programme – quand bien même la traduction d'une minute à l'écran nécessite parfois des heures de travail pour être à la fois fidèle et concis –, les traducteurs audiovisuels officient généralement pour des sous-traitants qu'on appelle dans le jargon des *language service providers* (LSP), des agences de traduction.

"Il n'y a pas de tarif plancher, cela peut quasiment descendre à zéro", s'indigne Max Deryagin, président de la British Subtitlers' Association ["Association des sous-titreurs britanniques"] et membre de la fédération européenne Audiovisual Translators Europe. En théorie, poursuit-il, *"nous devrions vivre un âge d'or, il y a du travail à ne plus savoir qu'en faire"*. Au lieu de cela, constate-t-il, les traducteurs audiovisuels subissent un stress monstre, quand ils ne sont pas en burn-out, et ils n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Les professionnels les plus expérimentés délaissent ainsi ce domaine pour des missions de traduction mieux rémunérées, quand ils ne changent pas de métier, raconte-t-il : *"Et quand les sous-titreurs les plus compétents et les plus aguerris s'en vont, il faut les remplacer rapidement. Par qui? Des amateurs, des dilettantes, des étudiants encore en formation. Alors forcément, la qualité s'en ressent, ça se dégrade."*

Capitalisme. Dans le secteur, de nombreux traducteurs sont tenus par des clauses de confidentialité qui ne les autorisent pas à s'exprimer sur les œuvres qu'ils ont sous-titrées ni sur leurs clients. Sur Twitter, Katrina Leonoudakis, traductrice audiovisuelle exerçant du japonais vers l'anglais, à Los Angeles, ose tout de même : *"Comme dans tous les métiers nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, le problème ne vient pas d'une prétendue 'pénurie'. Le problème vient d'entreprises qui ne veulent pas payer le prix des traducteurs expérimentés, qui sont bien disponibles. 'Pénurie de main-d'œuvre', ça veut dire 'rémunération indigne' dans le jargon du capitalisme."*

Katrina Leonoudakis cite par ailleurs Pablo Romero-Fresco, professeur honoraire de traduction et de cinéma à l'université de Roehampton [à Londres] : selon ses calculs, la plupart des films doivent plus de 50 % de leurs recettes à leurs versions traduites ou accessibles [adaptées aux handicapés sensoriels], alors que 0,01 % à 0,1 % seulement de leur budget est consacré à la traduction-adaptation. *"La traduction est un gigantesque générateur de bénéfices pour les studios et les services de streaming"*, en conclut-elle. *"Ces entreprises qui brassent des milliards refusent de sortir quelques dollars de plus pour faire travailler un professionnel expérimenté, préférant aller toujours au moins cher et offrir une qualité médiocre : c'est une marque de cupidité et de mépris, non seulement pour cet art qu'est la traduction, mais aussi pour l'art des équipes de réalisation qu'elles emploient."*

Le sous-titrage est indéniablement une forme d'art : invisible quand il est

réalisé avec talent, il peut aussi déchaîner des torrents d'indignation quand il est raté, comme les polémiques autour de *Squid Game* l'ont démontré [sur Twitter, où de nombreux locuteurs coréens ont moqué la piètre traduction, selon eux, de la série en anglais].

Silhee Jin est la présidente de l'Association des traducteurs et interprètes de Corée et enseignante à l'université Chung-Ang, à Séoul. Pour elle, les mauvais sous-titres s'expliquent par *"des tarifs pathologiquement au rabais"*, qui *"découragent les personnes les plus indiquées de se lancer sur ce marché"*, mais aussi par *"le recours, dans certains cas, à des logiciels de traduction automatique* [voir ci-contre], *avec des interventions humaines réduites au minimum."* Avec la sous-traitance, *"les traducteurs eux-mêmes n'ont que très peu voix au chapitre"*, précise Silhee Jin, convaincue par ailleurs qu'il n'y a guère de volonté de former de bons professionnels.

> **"Nous devrions vivre un âge d'or, il y a du travail à ne plus savoir qu'en faire."**
> **Max Deryagin,**
> PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES SOUS-TITREURS BRITANNIQUES

Autre difficulté pour les traducteurs sur le marché actuel : la pression des délais. Quand elle a commencé dans le secteur, en 1999, Mara Campbell, directrice et fondatrice de True Subtitles, qui travaille pour les agences avec lesquelles sous-traitent les poids lourds du streaming, dont Disney, Netflix et Amazon, se souvient qu'elle disposait d'une semaine pour réaliser le sous-titrage d'un film. Aujourd'hui, ce délai est passé à deux jours.

"Je ne peux pas vous dire si j'en vivais mieux hier qu'aujourd'hui, mais une chose est sûre, cela a toujours été sous-payé. Le pire, ce sont les délais de livraison", confirme-t-elle. Aujourd'hui, si les professionnels de la traduction audiovisuelle restent des passionnés, les tarifs sont tels que beaucoup se détournent de cette activité. Pour Tiina Kinnunen, dans le domaine depuis trente ans, autrice des sous-titres finlandais de séries comme *Seinfeld* ou *À la Maison-Blanche*, les agences se sont fourvoyées en cherchant uniquement par leurs investissements à *"automatiser à tout-va"*. Certes, la technologie a un rôle à jouer dans l'avenir de la traduction audiovisuelle, concède-t-elle, mais il faut en user avec circonspection – *"il faut voir si cela permet vraiment aux professionnels de travailler plus vite, ou si on automatise pour automatiser"*.

—Miranda Bryant
Publié le 13 novembre

En savoir plus

Pour rogner le coût des sous-titrages, les plateformes de streaming ont divers procédés.

LES MOTS DE LA MACHINE

Les traducteurs du coréen vers l'anglais n'ont pas été les seuls à s'offusquer de la piètre qualité des sous-titres de *Squid Game*, la série phénomène de Netflix. La protestation s'est étendue à l'Espagne début octobre, rapporte **ABC.** *"L'Association de traduction-adaptation audiovisuelle d'Espagne (Atrae) a dénoncé le choix de Netflix, pour la traduction en espagnol de* Squid Game, *de ne pas recourir à des professionnels, au profit d'un logiciel de qualité douteuse."* Netflix n'a pas souhaité réagir, mais le quotidien madrilène a interrogé des représentants de l'Atrae. Ils dénoncent la *"traduction automatique avec post-édition"*. Ce qui, dans le jargon des traducteurs, *"désigne une (mauvaise) pratique consistant à faire passer le texte original dans un logiciel de traduction automatique. Le résultat est ensuite révisé par un traducteur en chair et en os, qui doit le rendre le plus lisible possible – sachant que la traduction produite par un algorithme est de qualité plus que douteuse"*, insiste l'Atrae, s'indignant de la précarisation du métier. Les traducteurs expliquent être trop peu payés pour avoir le temps de faire toutes les modifications nécessaires sur le texte ainsi obtenu.

UNE LANGUE PIVOT

Le site **Rest of The World** relate une autre méthode employée par les plateformes : le recours à une langue pivot, généralement l'anglais. *"Cette technique consiste en une traduction en deux temps : de la version originale vers l'anglais, puis de l'anglais vers les langues souhaitées."* De quoi risquer de perdre une partie des nuances originales, voire du sens. Le site évoque le cas de Florencia Lago, traductrice argentine ayant réalisé les sous-titres espagnols de *Squid Game* pour l'Amérique latine : *"Cette traductrice travaille de l'anglais vers l'espagnol et ne parle pas coréen. Et c'est loin d'être l'exception : les abonnés à Netflix se retrouvent souvent devant un sous-titrage qui est passé d'abord par l'anglais avant d'être traduit dans leur langue."*

SÉRIE

↓ **L'acteur suédois Robert Gustafsson interprète le tueur présumé d'Olof Palme.** *Photo de Johan Paulin/Netflix*

Une enquête trop bien ficelée

Revenant sur une affaire qui hante le pays depuis 1986, *L'Improbable Assassin d'Olof Palme*, sur Netflix, divise la presse suédoise.



Qui a tué le Premier ministre suédois Olof Palme ? La question hante le pays depuis que le dirigeant social-démocrate a été abattu en pleine rue, en 1986. En juin 2020, la justice a désigné comme le coupable présumé un obscur graphiste qui travaillait non loin du lieu du meurtre : Stig Engström, que la presse a surnommé "Skandiamannen", du nom de la compagnie d'assurances Skandia, qui l'employait. C'est son histoire que reconstitue *L'Improbable Assassin d'Olof Palme*, une série en cinq épisodes disponible depuis le 5 novembre sur Netflix. Avec cette particularité que Stig Engström s'est suicidé en 2000 et n'a jamais été jugé.

REVUE DE PRESSE

Certes, le premier épisode s'ouvre sur la précision que la série s'inspire d'un crime non résolu, relève la journaliste Emma Gray Munthe dans le magazine suédois **Femina.** Mais, *"environ quatre secondes plus tard, le crime est résolu. On entend un coup de feu et 'Skandiamannen' [joué par Rolf Gustafsson] est là, debout, un revolver fumant à la main. Palme gît dans une mare de sang."* Trop peu de place serait laissée au doute, alors que les preuves irréfutables à l'encontre du présumé coupable font défaut : l'arme du crime n'a pas été retrouvée, l'ADN n'a pas parlé. *"Les problèmes éthiques liés à la dénonciation d'un homme qui ne vit plus et qui n'a pas été condamné pour cette affaire suffisent à descendre toute la série"*, écrit la journaliste.

La série s'inspire d'un livre d'enquête de Thomas Pettersson (*Den osannolika mördaren*, "Le meurtrier improbable", 2018, non traduit en français) qui avait relancé l'enquête. *"Les jeunes générations vont découvrir le meurtre d'Olof Palme via Netflix. Et pour elles, Stig Engström sera le meurtrier. Non pas parce qu'il existait de nouvelles preuves contre lui, mais parce que Stig Engström* 'se détachait' [*dans l'enquête*], *pour reprendre l'expression employée* [*par la justice en 2020*]", indique Amanda Sokolnicki dans le quotidien **Dagens Nyheter.** Pour cette journaliste, cette affaire, restée comme le grand *"traumatisme de la Suède"* – pour le crime en lui-même, mais aussi pour les ratés de l'enquête au fil des décennies –, méritait autre chose que le scénario attrayant ficelé pour Netflix.

La série a toutefois aussi des défenseurs. *"Bien sûr, c'est spéculatif, mais c'est aussi le but : décrire comment cela a pu se passer"*, plaide Lisa Irenius, la chef du service culture du quotidien **Svenska Dagbladet.** Selon elle, les contempteurs de la série *"sous-estiment les téléspectateurs"* et leur esprit critique.

—Courrier international

nº 1623 du 9 au 15 décembre 2021



← La *piazza* Unità d'Italia, place centrale de Trieste. *Photo Fiorella Macor/EyeEm/Getty Images*

Repères

TRIESTE DANS L'HISTOIRE

1382 — Menacée par sa voisine la république de Venise, la ville se place sous la protection de Léopold III de Habsbourg.
1719 — La cité obtient le statut de port franc.
1815 — Trieste revient à l'Autriche après la période d'occupation napoléonienne.
1919 — Rattachement au royaume d'Italie après l'effondrement de l'Empire austro-hongrois à la fin de la Première Guerre mondiale.

Un parfum impérial flotte sur Trieste

La ville italienne recèle à chaque coin de rue les traces d'un monde disparu, celui de l'Empire austro-hongrois. Ce qui permet à ce journaliste de Budapest de s'y sentir comme chez lui.

—Mandiner *Budapest*

Les rues de Trieste et de Budapest se ressemblent à s'y méprendre : rangées de palais ayant traversé le dernier siècle, façades aux couleurs sombres abîmées par le temps mais aux lignes élégantes. Dans notre refuge du quartier de Barriera Vecchia, nous sommes au cœur de Trieste, de la même façon que notre appartement des environs de la place Jókai se trouve au centre de Budapest. Dans les deux villes, quelques minutes de marche me séparent de la place centrale, bordée, dans un cas, par les eaux de l'Adriatique et, dans l'autre, par les quais du Danube.

Pour accéder au fleuve ou bien à la mer, il faut dans les deux cités traverser un élégant quartier de forme presque carrée. À Trieste, le Borgo Teresiano tient son nom de l'impératrice Marie-Thérèse [1717-1780], tout comme le VIe arrondissement de Budapest, appelé Terézváros. [En le parcourant], j'ai l'impression de me balader dans la grande artère commerçante de Budapest, la rue Váci, ou dans le secteur viennois du Graben.

Les bâtiments de Trieste, les ambiances, les tailles et les proportions typiques de l'âge d'or impérial se distinguent à peine du modèle viennois. Le climat, en revanche, diffère. Ici, d'autres vents soufflent, au sens propre, qui ne sont pas ceux de Vienne ou Budapest – deux villes au demeurant beaucoup plus étendues que la cité transalpine. [Trieste est connue pour son vent d'hiver, la bora, qui souffle depuis le haut plateau karstique et peut en quelques heures recouvrir la ville d'un manteau de glace.]

L'esprit intellectuel de Trieste nous saisit aussi promptement que la brise marine. Les nouvelles de l'écrivain d'origine magyare Giorgio Pressburger [1937-2017], celles d'Umberto Saba [1883-1957] ou les essais mélancoliques de Claudio Magris [grand écrivain de la Mitteleuropa, né à Trieste en 1939] procurent un même mélange de joie, de peine, de rêverie et de réalisme. De l'autre côté du défunt empire, les nouvelles envoûtantes de Bruno Schulz [1892-1942], originaire de la ville galicienne de Drohobytch [aujourd'hui située en Ukraine], reflétaient cette atmosphère.

En les évoquant, je ne pense pas uniquement aux figures de la culture juive de la région [qui correspond au territoire de l'ancien Empire austro-hongrois] mais à toutes ces traces qui nous conduisent à dire que la monarchie continue de vivre en nous et avec nous.

Lorsque je descends vers l'Istrie, je m'extrais de moi-même en contemplant la gare de Postojna, localité renommée pour sa grotte karstique [et étape slovénienne sur le trajet de l'auteur]. Incarnation de la monarchie, la station ferroviaire aux coloris jaunes, située non loin de l'autoroute, rappelle la pérennité architecturale de l'entité étatique historique. C'est en voyageant du nord-est au sud-ouest de l'Europe centrale que j'ai le plus intensément ressenti cette certitude, cette prégnance et cette unité visuelle de la monarchie. Tel est mon axe et ma direction. Mais peut-être vit-on une expérience similaire entre la République tchèque et la Transylvanie, en suivant un tracé nord-ouest–sud-est, entre Vienne et Munkachevo [en Ukraine], ou bien encore entre Cracovie et Novi Sad [en Serbie]. Quel que soit le point de départ et la direction empruntée, les vestiges de l'esthétique commune à l'ensemble de la région reprennent vie, l'esprit des lieux perdurant dans les pierres et à travers les livres.

Vers la mer. De ce point de vue, Trieste représente un terminus excitant de la monarchie. Une issue vers la mer, démarcation et mélange des mondes latin, germanique et slave. Cette ville a toujours été la fin de quelque chose, le dernier point avant une frontière. Jadis extrémité de l'empire autrichien, aujourd'hui aux limites orientales de l'Italie. La fière autonomie de Trieste exprimée au milieu des empires, la nostalgie, l'essence et l'idéal de la cité-Etat libre d'autrefois imprègnent toujours la ville. Cette extrémité est pourtant profondément partie intégrante de cette région centreuropéenne qui anime nos âmes et que l'écrivain hongrois Béla Hamvas [1897-1968] décrivait comme "*toujours joviale et érotique*". Selon Hamvas, la monarchie austro-hongroise était le dernier État universel au-dessus des peuples, des nationalités et des nations.



Même s'il n'a pas la nostalgie des opérettes et des confiseries, le voyageur sensible aux traditions perçoit et sent cet univers en scrutant et en découvrant les similitudes des villes et des bâtiments au sein d'une région qui s'étend sur près de 700 000 kilomètres carrés. Pour le flâneur, il est très facile de passer, en trois pas de géant, du côté pair de la via Vasari de Trieste au côté impair de la rue budapestoise Dessewffy. Ou d'effectuer 1 000 kilomètres en arpentant trois pâtés de maisons de l'une ou de l'autre ville.

—*Pál Szombathy*
Publié le 28 octobre

10|12|2021

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS HUMAINS

#AMNESTY10DECEMBRE

10 SCÈNES DANS TOUTE LA FRANCE POUR CÉLÉBRER LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS HUMAINS !

PARIS
LE FRIDGE COMEDY NIGHT

PARIS
LE BADABOUM ET BRAIN MAGAZINE
INIVITENT BARBARA BUTCH

MARSEILLE
MX MARSEILLE ET LES JARDINS SUSPENDUS
INVITENT MUD DEEP ET GGGG (D.KO RECORDS)

MARSEILLE
VALLON DE VAUFRÈGES
FRESQUE STREET ART PAR DIRE132

BORDEAUX
RADO ET BORDOPHONIA
INVITENT DJEDJOTRONIC ET BLUMM

TOULOUSE
LA BIÈROTHÈQUE
INVITE KAZAM

LYON
HEAT
INVITE MANGABEY (CRACKI RECORDS)

LYON
LE SUCRE

STRASBOURG
LA MAISON BLEUE
INVITE FAT BADGERS

NANTES
LE FERAILLEUR
INVITE LA PHAZE

ON SE BAT ENSEMBLE, ON GAGNE ENSEMBLE.

SI VOUS NE POUVEZ PAS PARTICIPER AUX ÉVÉNEMENTS, RETROUVEZ TOUS LES LIVES SUR WWW.10DECEMBRE.FR

AMNESTY INTERNATIONAL

histoire.



↙ **Portrait de Philippe II en roi du Portugal, vers 1580.** *A. Sánchez Coello, photo Dagli Orti/AKG*

L'âge d'or de l'espionnage espagnol

XVIe-XVIIe siècle — Espagne

À la mort de Charles Quint, Philippe II hérite d'un vaste empire sur lequel "le soleil ne se couche jamais". Où il va mettre en place un réseau d'espionnage très organisé, avec à sa tête le roi lui-même.

—Historia y Vida *(extraits) Barcelone*

L'histoire des services de renseignements de la monarchie espagnole reste très peu connue, malgré leur rôle prééminent dans les guerres et la vie politique. Et ce alors même que certains des espions de l'Espagne des XVIe et XVIIe siècles ont connu une renommée internationale. Comme le notent les historiens Carlos Carnicer et Javier Marcos dans *Espions de Philippe II* [inédit en français], Philippe II "le prudent" savait que les services spéciaux étaient *"le feu qui alimentait les chaudières de la politique étrangère"*. Et, qui plus est, *"ils étaient une nécessité absolue pour la politique universaliste de la monarchie hispanique"*, écrit Fernando Martínez Laínez dans *Espions de l'empire* [inédit en français], publié en avril dernier. *"L'Espagne, entourée d'ennemis, à la tête d'un vaste empire convoité par d'autres pays, a défendu ses possessions par les armes, la diplomatie et le renseignement"*, ajoute-t-il.

Grâce à l'or qui arrive des Indes et aux impôts qu'il prélève sur ses territoires conquis, Philippe II investit dans des réseaux d'espionnage. Cette armée secrète d'informateurs comprend des gens de différentes ethnies, depuis des moines balkaniques orthodoxes jusqu'à des esclaves, mais aussi des fonctionnaires, des diplomates, des apostats, des mercenaires, des truands, des conspirateurs. *"C'est le roi lui-même qui, avec l'aide du Conseil d'État, institution chargée de la politique étrangère, dirige ce réseau d'espionnage,* souligne Martínez. *Ce maillage complexe est lié au corps diplomatique, qui recueille l'information provenant des espions et d'autres sources de renseignement."*

Pour protéger le flux d'informations provenant des ambassades, l'espionnage espagnol recourt à un système de cryptage consistant à remplacer les lettres, les syllabes et les mots par des signes ou des nombres. Les décisions finales liées aux espions sont prises par le monarque lui-même, entouré d'un petit groupe de collaborateurs en qui il a toute confiance, ainsi que de ses secrétaires d'État. "*En dessous de cet échelon*, explique Martínez, *il y avait diverses sources : des agents (espions aux missions secrètes bien précises), des correspondants (espions qui agissaient pour une récompense économique ou des motifs personnels), des espions plus ou moins occasionnels, des transfuges (sujets d'autres pays gagnés à la cause espagnole) et des agents de liaison (personnes qui mettaient les espions en contact avec leurs chefs)."*

Comme Philippe II exige d'être au courant de tout ce qui se passe dans ses possessions, il crée un admirable service de courriers. Chaque jour, les courriers royaux transportent une grande quantité d'"avis", chiffrés pour la plupart, qui submergent les ambassades réparties dans tout l'empire. De plus, des réseaux d'espionnage sont déployés en Espagne même, afin de neutraliser toute rébellion ou conjuration.

À cette grande époque de l'espionnage espagnol, les ambassadeurs sont aussi des espions. On trouve également des peintres reconvertis en mouchards qui dessinent les fortifications ennemies, de même que des ingénieurs espions qui tracent le cours des fleuves, indiquent où sont les ponts, en quels lieux on peut camper, si la qualité de la terre permet de creuser des tranchées ou s'il y a des forêts où se procurer du bois. Durant le Siècle d'or, certaines villes deviennent des pôles de l'espionnage mondial : Naples, Gênes, Paris, Londres, Constantinople, Alger, Raguse, Rome, Bruxelles, Madrid, et plus particulièrement Venise.

En 1599, Philippe III crée la charge de maître-espion. D'après certains auteurs, il s'agit d'un espion disposant de davantage de moyens, qu'on envoie dans des endroits importants. Généralement, il perçoit des appointements s'élevant à 100 écus par mois, plus les frais. La charge de maître-espion se maintiendra jusqu'au XVIIe siècle, sous Charles II. Par ailleurs, on voit apparaître [au XVIIe siècle] la figure du "surintendant des correspondances secrètes", une charge qui reviendra par exemple à Andrés Velázquez de Velasco (lequel fut également conseiller d'État). Parmi les prouesses qu'on lui attribue, il se serait introduit clandestinement, en 1613, dans la maison de l'ambassadeur d'Angleterre pour y intercepter sa correspondance.

Miguel de Cervantès mène une vie très agitée, séjourne en Italie, se bat à Lépante où il perd un bras.

Pour ce qui est des espions aux noms illustres, l'un d'entre eux n'est autre que Miguel de Cervantès, un temps agent de Philippe II. L'auteur de *Don Quichotte* mène une vie très agitée : il séjourne en Italie, se bat à Lépante, où il perd un bras, visite le Portugal, approvisionne l'Invincible Armada. Certaines lacunes dans sa biographie laissent à penser que le manchot de Lépante aurait passé sous silence certaines périodes de sa vie. Divers spécialistes sont convaincus qu'il a travaillé comme espion pour les Habsbourg, même si les preuves sont indirectes car, par définition, le travail d'espion ne pouvait pas être constant.

En outre, on sait qu'il a été fait prisonnier par les corsaires barbaresques, qui l'enferment dans les bains d'Alger. Il y passera cinq ans, jusqu'à ce que les 500 ducats réclamés pour sa liberté soient payés, ce qui lui permet, le 24 octobre 1580, de quitter Alger et, après avoir débarqué à Dénia (province d'Alicante), de se rendre à Valence, et de là à Madrid. Toutefois, la figure de Cervantès conserve ses zones d'ombre. L'historien Carroll B. Johnson, de l'université de Californie, dans son essai *L'Économie algérienne et la première œuvre de fiction de Cervantès*, soutient que Cervantès a contribué à faire évader des captifs d'Alger, un commerce rentable pour lequel il bénéficiait de la complicité des geôliers.

Une chose est sûre, au long du XVe siècle, et plus particulièrement au cours de la seconde moitié du XVIe siècle, l'Espagne a fait un usage toujours plus important de la propagande [et de l'espionnage]. D'une certaine manière, ces maîtres de l'ombre n'ont rien à envier à ceux qui s'illustreront cinq siècles plus tard, pendant la guerre froide.

—Antonio Ortí

Publié le 23 mai

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Science, société, géopolitique… Les articles les plus marquants de l'année parus dans la presse étrangère.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Enedis détecte les pannes d'électricité avant qu'elles n'arrivent.

C'est une sacrée bonne nouvelle.

Photographe : Aurélien Chauvaud. Illustration 3D : Asile.

Avec le compteur Linky et l'intelligence artificielle, Enedis analyse l'état du réseau pour prévenir d'éventuelles pannes. Un réseau plus fiable et plus sûr, et ça c'est bien réel.

ENEDIS

Bienvenue dans la nouvelle France électrique

L'énergie est notre avenir, économisons-la !